

UNIVERSITE DE PARIS-SORBONNE
(PARIS IV)

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DES PARTIS POLITIQUES KURDES
ET LEUR IMPLANTATION A L'ETRANGER

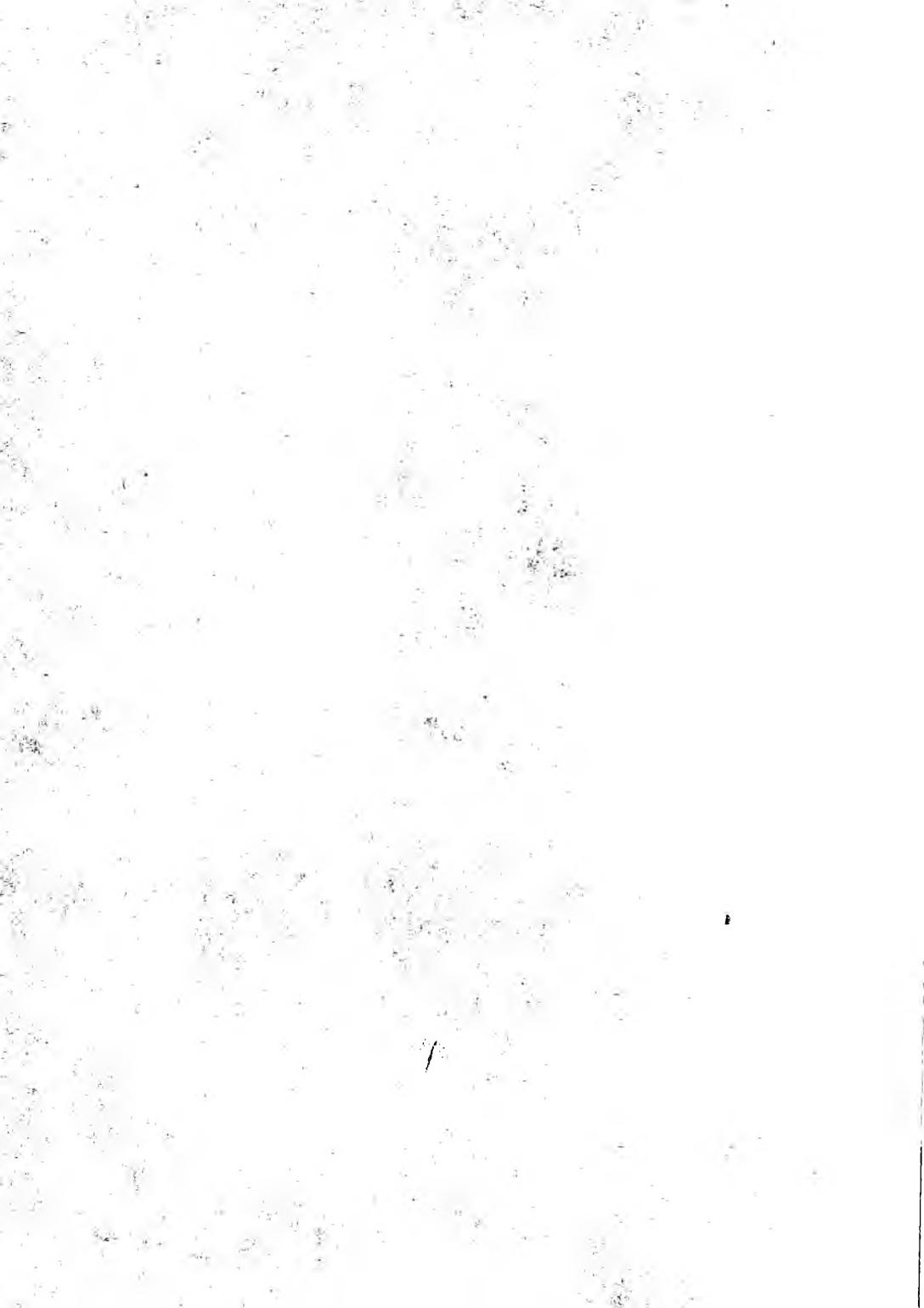


Christiane MORE

PARIS Janvier 1984

Copyright 1957

Printed in the U.S.A.



LIV. 3276
10/11/2016
400 MOR CON

UNIVERSITE DE PARIS-SORBONNE
(PARIS IV)

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DES PARTIS POLITIQUES KURDES
ET LEUR IMPLANTATION A L'ETRANGER



Christiane MORE

PARIS Janvier 1984



SOMMAIRE
=====

TRANSCRIPTION c

SIGLES ET ACRONYMES d

INTRODUCTION 1

PREMIERE PARTIE : Les partis politiques kurdes et leur implantation à l'étranger

Chapitre I : Les partis kurdes d'Irak

- 1 - Parti Démocratique du Kurdistan-Irak : P.D.K.-Irak 14
- 2 - Union Patriotique du Kurdistan : U.P.K. 25
- 3 - Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak : P.S.K.I. 33
- 4 - Parti Populaire Démocratique du Kurdistan : P.P.D.K. 37
- 5 - Parti Socialiste Kurde (PASOK) : P.S.K. 41
- 6 - Union des Démocrates du Kurdistan : U.D.K. 43
- 7 - Parti Communiste Irakien : P.C.I. 44

Chapitre II : Les partis kurdes d'Iran

- 1 - Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran : P.D.K.I. 49
- 2 - Komala 71
- 3 - Organisation des guerilleros fedais du peuple d'Iran : O.G.F.P.I. (Fedayines du peuple) 82

Chapitre III : Les partis kurdes de Turquie 91

- 1 - Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie : P.S.K.T. 94
- 2 - Parti des Travailleurs du Kurdistan : P.K.K. 100
- 3 - Parti Démocratique du Kurdistan-Turquie : P.D.K.T. 107
- 4 - Avant-Garde des Travailleurs du Kurdistan : P.P.K.K. 108
- 5 - Autres formations kurdes de Turquie 112

Chapitre IV : Les Partis Kurdes de Syrie 115

DEUXIEME PARTIE : Les Organisations ne se rattachant à aucun Etat

Chapitre I : Organisations d'étudiants et de travailleurs

1 - Organisations d'Etudiants 125

- 1-1 : Société des Etudiants Kurdes en Europe : K.S.S.E. 126
- 1-2 : Association des Etudiants Kurdes à l'Etranger : A.K.S.A. 133
- 1-3 : Union des Etudiants Kurdes en France : U.E.K.F. 138
- 1-4 : Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en Belgique : 141
Têkoger

2 - <u>Organisations de Travailleurs</u>	143
2-1 : KOMKAR	143
2-2 : Association des Travailleurs Patriotes du Kurdistan : K.K.W.K.	146
2-3 : Association des Travailleurs Démocrates du Kurdistan : K.K.D.K.	148
2-4 : Association des Travailleurs Kurdes en Suède : K.K.K.S.	149
2-5 : Association culturelle des Travailleurs du Kurdistan : KOÇ-KAK.	149
2-6 : Fédération des organisations kurdes en Suède	150
2-7 : Autres organisations	151
Chapitre II : YEKBÛN	153
Chapitre III : L'Institut Kurde de Paris	158
CONCLUSION	161
ANNEXES	
I : Composition et programme du Front National Démocratique Irakien	169
II : Extraits du communiqué du Front National Démocratique Irakien sur les actions criminelles de l'Union Patriotique du Kurdistan	171
III : Extraits de la déclaration du bureau politique du Parti Communiste Irakien du 8 mai 1983	173
IV : Extraits de la lettre du bureau politique de l'U.P.K. à ses membres, le 8 mai 1983	176
V : Message de félicitations des Guérillos Fedayins du peuple iranien (minorité) aux camarades du comité central et aux Pechmergas héroïques de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak	178
VI : Déclaration de Tripoli (le 6 février 1983)	180
VII : Appel du P.D.K.I. aux particuliers, aux organisations démocratiques et humanitaires, aux médias, aux partis politiques	182
VIII : Extraits de "Nouvelles du Kurdistan Iranien" (février 1983)	183
IX : Extraits de "Nouvelles du Kurdistan Iranien" (février 1982) Les errements du Komala	185
X : Extraits de "Nouvelles du Kurdistan Iranien" (février 1982) Une coalition hétéroclite de mercenaires	186
CHRONOLOGIE SOMMAIRE	187
BIBLIOGRAPHIE	193
CARTES	

TRANSCRIPTION
=====

Pour les mots d'origine arabe ou turque nous avons adopté, pour la première écriture, l'orthographe de l'Encyclopédie de l'Islam avec, entre parenthèses, l'orthographe courante en France.

Exemple : Mawşil (Mossoul)
 Caldyran (Tchaldyran)

Pour les mots très couramment employés par les Médias, nous n'avons utilisé que l'orthographe française.

Exemple : Chapour BAKHTIAR
 Komala

Enfin pour les mots turcs peu utilisés en France, nous avons adopté l'orthographe turque.

Exemple : Tuncelli

Nous avons décidé de mettre des majuscules à certains noms communs.

Exemple : République Islamique

et à tous les groupes de mots que nous avons désigné également par leurs sigles.

Exemple : Parti Communiste Irakien (P.C.I.)

SIGLES ET ACRONYMES

- A.F.K. : Association France-Kurdistan
- A.F.K. : Association Franco-Kurde
- A.K.A. : Australian Kurdish Association - Komela Kurdê Australia
(Association des Kurdes d'Australie)
- A.K.S.A. : Association of Kurdish Students Abroad
(Association des Etudiants Kurdes à l'étranger)
- A.M.I. : Aide Médicale Internationale
- Birkom : Front Uni de Résistance antifasciste
- C.N.R. : Conseil National de Résistance
- D.D.K.A.D. : Devrimci Demokratik Kadınlar Dernegi
(Association démocratique et révolutionnaire de femmes)
- D.D.K.D. : Devrimci Demokratik Kültür Dernegi
(Association culturelle démocratique et révolutionnaire)
- D.D.K.O. : Devrimci Dogu Kültür Ocaklari
(Foyers culturels révolutionnaires de l'Est)
- D.H.K.D. : Devrimci Halk Kültür Dernegi
(Association culturelle révolutionnaire de l'Est)
- F.N.D.I. : Front National Démocratique Irakien
- F.P.N.D. : Front Patriotique National Démocratique
- I.K.P. : Institut Kurde de Paris
- K.K.D.K. : Komala Karkeren Democraten Kurdistan
(Association des travailleurs Démocrates du Kurdistan)
- K.K.K.S. : Komela Karkêran Kurdistan li Swed
(Association des Travailleurs du Kurdistan en Suède)
- K.K.W.K. : Komela Karkeren Welatparezen Kurdistan
(Association des Travailleurs Patriotes du Kurdistan)
- Komala : Organisation des Masses Laborieuses du Kurdistan d'Iran
- K.S.S.A.C. : Kurdish Student's Society in America and Canada
(Société des Etudiants Kurdes en Amérique et au Canada)
- K.S.S.E. : Kurdish Student's Society in Europe
(Société des Etudiants Kurdes en Europe)

KOC-KAK : Komele Candi Karkêran Kurdistan
(Association culturelle des Travailleurs du Kurdistan)

KOMKAR : Fédération des Travailleurs Kurdes en Allemagne Fédérale

K.U.K. : Kurdistan Ulusal Kurtuluşçulari
(Nationaux - Démocrates - Révolutionnaires)

M.D.M. : Médecins du Monde

M.S.F. : Médecins sans frontière

O.G.F.P.I. : Organisation des Guerilleros Fedais du Peuple d'Iran
(appelée couramment Fedayines du Peuple ; divisée en deux :
minoritaire, majoritaire)

P.D.K.-IRAK : Parti Démocratique du Kurdistan-Irak

P.D.K.I. : Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran

P.D.K.S. : Parti Démocratique du Kurdistan-Syrie

P.D.K.T. : Parti Démocratique du Kurdistan-Turquie

P.D.U.K. : Parti Démocrate Unifié du Kurdistan —
(appellation du P.D.K.-Irak ~~de~~ 1956 ~~en~~ 1958)

P.K.K. : Partiya Karkeran Kurdistan
(Parti des Travailleurs du Kurdistan)

P.O.T. : Parti Ouvrier de Turquie

P.P.D.K. : Parti Populaire Démocratique du Kurdistan

P.P.K.K. : Partiya Peşenga Karkeri Kurdistan
(Avant-garde des Travailleurs du Kurdistan)

P.S.K. = Pasok : Parti Socialiste Kurde

P.S.K.I. : Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak

Têkoger : Le Militant (voir U.E.T.K.B.)

Toudeh (Masse) : Parti Communiste d'Iran

T.S.K.P. (P.S.K.I.) : Türkiye Kürdistanî Sosyalist Partisi
(Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie)

U.D.G. : Ulusal Demokratik Güçbirliği
(Front Unitaire National-Démocratique)

U.D.K. : Union des Démocrates du Kurdistan

U.E.T.K.B. : Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en Belgique

U.E.T.K.F. : Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en France

U.P.K. : Union Patriotique du Kurdistan

U.R.K. : Union des Révolutionnaires du Kurdistan

YEKBUN (Union) : Parti pour la liberté et le progrès du Kurdistan

INTRODUCTION



Au cœur du Moyen-Orient, vingt millions de personnes vivent dans des montagnes, parlent la même langue (1), lorsque l'autorité étatique ne le leur interdit pas, ont un folklore propre et une même religion (2). Ces vingt millions de personnes se disent kurdes et habitent une région qu'ils appellent Kurdistan. Les Kurdes ont toutes les caractéristiques d'une nation, mais ils ne forment pas un Etat.

Jusqu'au début du siècle, ils étaient divisés en principautés qui, depuis la bataille de Caldiran (Tchaldiran) (3) en 1514, étaient en liberté surveillée par, d'une part, le Chah de Perse et d'autre part la Sublime Porte.

Après la première guerre mondiale, avec l'effondrement de l'Empire ottoman et la création des Etats modernes du Proche-Orient, le peuple kurde fut écartelé entre cinq Etats : l'Iran, la Turquie, l'Irak, la Syrie et pour une faible part, l'Union Soviétique.

Aujourd'hui, on compte environ dix millions de Kurdes en Turquie, six millions en Iran, trois millions en Irak, huit cent mille en Syrie et trois cent cinquante mille en U.R.S.S., soit approximativement : 24 % de la population en Turquie, 27 à 28 % en Irak, 16 % en Iran et 9 % en Syrie.

Leur droit à l'autodétermination a été spécifiquement reconnu par le Traité de Sèvres du 10 août 1920, signé entre les Alliés et le gouvernement turc (sans référence aux Kurdes habitant la Perse). Mais ce Traité ne fut jamais appliqué, essentiellement en raison de la farouche opposition de Mustafa KEMAL. La victoire des Kémalistes contre les troupes grecques ouvrit la voie au Traité de Lausanne signé le 24 juin 1923. Ce dernier Traité ne mentionnait plus les Kurdes, mais le droit de parler leur langue (y compris devant les tribunaux) leur était implicitement reconnu dans la section intitulée : "Protection des Minorités". Le gouvernement turc, par une interprétation restrictive de la définition des minorités leur confisqua ce droit : pour les Turcs, les minorités reconnues comme telles, ne sont que les minorités non musulmanes (Grecs et Arméniens) et les Kurdes sont considérés comme des Turcs de l'Est.

Le sort des Kurdes habitant le vilayet de Mossoul restait à discuter. Ce vilayet

1) Langue indo-européenne apparentée au Persan, comportant essentiellement 2 dialectes :

le Kurmandji (kurde septentrional) écrit en caractères latins et le Sorani (kurde méridional) écrit en caractères arabes.

2) Musulmans (Sunnites dans leur grande majorité).

3) Ville au nord du lac de Van en Turquie où l'armée ottomane du sultan Selim aidée par les Kurdes battait l'armée du chah Ismaïl safavide.

fut rattaché à l'Irak par le Conseil de la S.D.N. le 16 novembre 1925.

Depuis, chaque fois que les Kurdes habitant leurs différents Etats ont réclamé le droit de se gouverner, ou de gérer une partie des ressources de leur pays, ou parfois seulement de parler leur langue, la réponse des gouvernements, à quelques exceptions près, n'a été que répression et violence, avec toutefois des différences d'un état à un autre.

En TURQUIE, les Kurdes, qui avaient aidé les nationalistes turcs dans leur lutte pour l'indépendance de la Turquie, se trouvèrent dès 1922 confrontés à la réalité : "l'Etat qui vient d'être fondé est un Etat turc" déclarait Mustafa KEMAL à la tribune de l'assemblée. Les faits, par la suite confirmèrent cette déclaration et ce qu'elle implique.

Aussi, des révoltes permanentes secouèrent le Kurdistan de 1925 à 1939, qui furent toujours réprimées violemment (mort des chefs, massacres, déportations). Si ces révoltes eurent parfois peut-être un caractère religieux, (défense du califat en filigrane en 1925) elles eurent toujours un caractère nationaliste : refus de l'assimilation forcée, reconnaissance de droits politiques et culturels, indépendance du Kurdistan.

En 1936, l'instauration de l'état de siège et l'encerclement de la région de Dersim provoquèrent la dernière grande révolte qui dura jusqu'en octobre 1938. La répression fut telle, qu'on peut parler d'un génocide. La région fut dévastée et resta sous le régime de la loi martiale jusqu'en 1946. Le nom de "Dersim" fut rayé de la carte, remplacé par "Tuncelli" et le Kurdistan nommé "Anatolie Orientale" fut interdit aux étrangers jusqu'en 1965.

Après la chute de Dersim, le mouvement nationaliste kurde connut une longue période de reflux, faute de perspectives concrètes.

Aujourd'hui, les autorités turques, fidèles à leur politique d'assimilation, interdisent encore toute publication en langue kurde (1), même littéraire et continuent à proscrire l'utilisation des mots "Kurde" et "Kurdistan".

1) - Excepté durant une courte période entre 1965 et 1968 où des revues bilingues turco-kurdes et des ouvrages kurdes furent publiés et tolérés.

En Irak, la situation est curieuse. Après des soulèvements à caractère nationaliste qui furent réprimés par les Britanniques ou avec leur aide (1), la révolution du 14 juillet 1958 du Général Kāsim (Kassem) soulève l'enthousiasme des Kurdes qui avaient aidé au renversement de la monarchie hachémite. La constitution provisoire de la nouvelle république garantit : "les droits nationaux des Kurdes au sein de l'entité irakienne" (art. 3.)

Les revues publiées par les Kurdes dès avant la révolution de 1958, qui avaient un caractère littéraire ou historique, deviennent de plus en plus politiques.

Mais, les promesses de la révolution de 1958 ne furent pas tenues et le 9 septembre 1961, Mollah Mustafa BARZANI (2) prit la tête d'un mouvement qui réunit tout le peuple kurde contre Kassem.

A la chute de ce dernier, en février 1963, et à la prise du pouvoir par le parti Ba'th (BAAS), les Kurdes décrètent le cessez-le-feu (le parti BAAS ne restera au pouvoir que quelques mois en 1963, de février à mi-novembre. Le Président de la République Abdul Salam AREF qui n'était qu'un allié du BAAS, écartera ce dernier du pouvoir en éliminant son premier ministre baassiste : Ahmed Hassan AL-BAKR, le 18 novembre 1969).

Le nouveau gouvernement commence par accepter de négocier, puis reprend la guerre à outrance en juin 1963. Mais, incapable de reconquérir le Kurdistan, Bagdad négocie un cessez-le-feu le 10 février 1964 que BARZANI accepte sans consulter le Bureau Politique de son parti (Parti Démocrate du Kurdistan - Irak), provoquant ainsi une grave crise interne.

De mars 1965 à mars 1970, deux guerres se succèdent, entrecoupées de cessez-le-feu et d'une révolution ramenant le BAAS au pouvoir.

1) - La Grande-Bretagne avait obtenu mandat sur l'Irak à la conférence interalliée de San Remo (19-29 mars 1920), mandat qui prit fin en juin 1930.

2) - Né en 1904 à Barzan, village au nord du Kurdistan d'Irak, d'une famille de cheikhs Naqshbandis. La Naqshbandiyya est l'une des deux principales confréries du Kurdistan. Elle s'y est implantée à partir de 1811 et supplanta rapidement la confrérie Qādiri, établie au Kurdistan depuis la fin du XIIIe siècle. Avant d'adhérer à la Naqshbandiyya, la famille de Mustafa Barzani était membre de la Qādiriyya. La famille de Barzani participa dès le début du XXe siècle, aux principales révoltes kurdes et Mustafa Barzani, qui avait commencé des études de Mollah, rejoignit le mouvement kurde dès 1931.

L'accord du 11 mars 1974, conclu entre Mustafa BARZANI, Président du Parti Démocratique du Kurdistan et le Conseil du Commandement de la Révolution (C.C.R.) dont le Président est Hassan Al BAKR, Président de la République Irakienne, reconnaît l'existence de la nation kurde et ses droits linguistiques et culturels. Une université kurde est créée dans la ville de Sulaymānî (Sulaymāniyya) (1) et une académie kurde, fondée à Bagdad. Les Kurdes obtiennent leur autonomie interne, les limites territoriales du Kurdistan et les pouvoirs respectifs de la région autonome et de Bagdad devant être définis dans les quatre ans. Cependant, dans son action quotidienne, Bagdad contredit ses grands principes (arabisation des régions kurdes, déportations). Aussi, au terme des quatre années, les autonomistes kurdes et le gouvernement de Bagdad ne parvenant pas à s'entendre, le 11 mars 1974, le gouvernement irakien promulgue unilatéralement sa loi sur l'autonomie du Kurdistan. Cette autonomie, limitée à quelques 60 % du territoire revendiqué par les Kurdes, ne les satisfait pas. Une nouvelle guerre commence le 11 mars 1974, qui aboutit au désastre du 6 mars 1975 (2).

Aujourd'hui, depuis la guerre du golfe, le gouvernement contrôle les villes et les axes routiers, mais les mouvements d'opposition kurdes sont maîtres d'une partie du Kurdistan.

L'Université kurde a été transférée, sous le nom d'Université Salahadin, à Arbil (3) dont la population n'est pas entièrement kurde comme celle de Sulaymāniyya, mais comporte une forte minorité turcomane.

En IRAN, les Kurdes manifestent leur opposition à la politique centralisatrice impériale par de nombreuses révoltes locales...

En août 1941, les armées alliées, soviétiques et britanniques, entrent en Iran (pour éviter que les sympathies de Riḡa Shāh (Reza Chah) manifestées pour les Allemands ne se transforment en alliance militaire). La région de Mahabad (4), au centre du Kurdistan n'est pas occupée et le mouvement nationaliste kurde se développe. Une organisation nationaliste : "Komalaî Jiyānî Kurdistan", (Comité de la vie du Kurdistan) (5) est créée. Kaḡi MUHAMMED (Qazi MOHAMED) juge, chef religieux de Mahabad et membre de la famille la plus respectée de la ville, y adhère.

(1) - Principale ville du Kurdistan d'Irak, située à environ 100 km à l'est de Kirkouk.

(2) - Le 6 mars 1975, l'accord d'Alger conclu entre le Chah d'Iran et Saddam HUSSEIN mit fin à cette guerre, le Chah retirant son aide aux Kurdes d'Irak

(3) - Ville située entre Mawṣil (Mossoul) et Kirkouk, à 90 km au nord de Kirkouk ; point de départ des centres de villégiature du Kurdistan.

(4) - Ville au centre du Kurdistan d'Iran.

(5) - Comité nationaliste, assez conservateur, composé d'intellectuels citadins, de petits-bourgeois, puis de religieux et de chefs de tribus.

Le 22 janvier 1946, la première république kurde est proclamée et Qazi MOHAMMAD est élu Président de la République. Cette République, connue sous le nom de République de Mahabad, n'eut qu'une existence de moins d'un an, mais marqua profondément le mouvement nationaliste kurde : la langue kurde devient la langue officielle, la haute administration est enfin confiée à des Kurdes et le port du costume national n'est plus interdit.

Après l'évacuation des troupes alliées, le Chah réorganise l'armée, reprend le contrôle du Kurdistan qui, jusqu'à la révolution islamique connaît peu de remous.

Après la révolution islamique, les premières élections libres donnent une large majorité au Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.) qui avait participé au renversement de la monarchie (10-11 février 1979).

Mais rapidement, les autonomistes Kurdes s'opposent au pouvoir central islamique. Au cours du printemps et de l'été 1979 les affrontements se multiplient entre les milices kurdes, créées à la chute du Chah et les Pasdarans (gardiens de la Révolution).

Le 19 août, l'Imam KHOMEYNI proclame la guerre sainte (Jihad), d'abord contre "les groupuscules athées du Kurdistan, afin d'aider la population kurde musulmane", puis, contre les "hypocrites", insulte réservée à Cheikh EZZEDINE, chef religieux kurde opposé à l'Imam KHOMEYNI. Le P.D.K.I. est la première organisation politique d'Iran à être déclarée illégale par le nouveau régime.

Dès septembre 1979, les forces kurdes prennent le maquis, abandonnant les villes indéfendables sans de lourdes pertes civiles.

L'échec des négociations entamées à l'automne 1979 entre les autonomistes kurdes et les représentants du pouvoir de Téhéran, conduit à de nouvelles offensives de l'armée iranienne.

Aujourd'hui, la guerre du Kurdistan se poursuit, malgré la guerre irako-iranienne déclenchée en septembre 1980 par l'entrée de l'armée irakienne en territoire iranien.

La République Islamique mène de front les deux combats et les dernières of-

offensives de son armée au Kurdistan d'Irak (octobre 1983) sont dirigées à la fois contre l'Irak et contre les Kurdes d'Iran, ses alliés objectifs. L'Iran a pour but de couper ses opposants de leurs bases arrières en Irak, tout en affaiblissant l'Irak.

L'armée iranienne tient les villes et les axes routiers : les autonomistes kurdes restent maîtres des villages où ils ont créé des Conseils villageois, des écoles et des hôpitaux. Leur situation s'est détériorée depuis les dernières offensives de l'armée et il est à craindre qu'ils ne se retrouvent dans une sorte de ghetto à la frontière irakienne.

En Syrie, les Kurdes sont concentrés principalement dans trois régions : le Kurd-Dagh, au N.O. d'Alep, l'Aïn Arab, au N.E. d'Alep, la Džazîra, au N.E. de la Syrie, limitrophes des frontières turque et irakienne. Il n'eurent pas de problèmes particuliers sous le mandat français (1920-1941) (1). Des journaux, des livres kurdes étaient publiés et tolérés. CİGERXWÎN (2), poète nationaliste pouvait publier ses "diwan" (3) et les lire en réunions publiques. Dans les régions kurdes, les fonctionnaires étaient aussi bien Arabes que Kurdes. A la fin des années cinquante, les militaires au pouvoir, soutenus par le Parti BAAS, signent l'acte d'union avec l'Égypte (fin janvier 1958). C'est l'époque où le Capitaine SARRADJ installé par NASSER traque impitoyablement les opposants et les Kurdes n'échappent pas à la répression. Les possesseurs de livres ou de journaux kurdes sont arrêtés, les fonctionnaires kurdes éloignés des zones kurdes et les officiers kurdes de l'armée syrienne limogés.

Mais, l'opposition atteint son paroxysme après la naissance de la "République Arabe Syrienne" (septembre 1961), pendant la présidence de Nâzim al Qudsi

1) - A la conférence de San Remo, en 1920, le Liban et la Syrie, pays arabes ex-ottomans, étaient placés sous mandat français, tandis que l'Irak, la Transjordanie et la Palestine étaient sous mandat anglais.

2) - Cigerxwîn, poète kurde d'origine turque a fui la Turquie après le soulèvement de 1925. Il fit ses études de Mollah et a même exercé son ministère un certain temps. Il fut influencé par les idées nationalistes en Syrie et rejeta le "turban" pour se consacrer à une poésie populaire engagée. Son activité lui valut plusieurs séjours en prison.

3) - Diwan : mot d'origine persane - recueil de poèmes.

(Nazim Koudsi), avec l'élaboration du plan de "la ceinture arabe".

Ce plan, qualifié par I.C. VANLY de "Plan pour un génocide légal" (1), avait pour but officiel de sauver l'arabisme de la Djazira : toute la population rurale kurde, vivant le long des frontières turque et irakienne, eut le choix entre l'émigration et le transfert dans des régions syriennes désertiques. Il fut, par la suite, étendu aux autres régions à peuplement kurde.

Ce plan fut paré par d'autres mesures : retrait de la nationalité syrienne à un certain nombre de Kurdes pour des raisons fallacieuses, après un recensement douteux ; arrestations arbitraires de tout Kurde exprimant, ou supposé exprimer un sentiment national, tortures, vexations.

En 1966, le plan de "la ceinture arabe" est pudiquement devenu le "plan pour l'établissement de fermes d'état modèle", le parti BAAS se voulant un parti "socialiste". Cette politique d'oppression et de transfert a duré jusqu'en 1976, date à laquelle le Président Hafiz al-Açad (Hafez el-ASSAD) décida de "laisser les choses en l'état".

Aujourd'hui, les Kurdes qui sont tenus à l'écart du mouvement intégriste sont ménagés par la minorité alaouite au gouvernement. Ils n'ont toujours aucun droit spécifique, mais le fait de posséder des livres ou des disques kurdes n'est plus passible de prison.

Si le gouvernement syrien ne mène plus une politique foncièrement anti-Kurde comme dans le passé, il n'est pas revenu sur les décisions de 1962 : les Kurdes qui ont perdu la nationalité syrienne, mais qui sont restés en Syrie, sont considérés comme des étrangers. Le seul droit qui leur est reconnu est de défendre l'intégrité du territoire syrien. C'est le rôle des régiments spéciaux d'élite, dirigés par le frère du Président ASSAD où sont enrôlés de nombreux Kurdes.

On peut dire qu'en Syrie, la pression du nationalisme arabe, dans une "République Arabe Syrienne" constituée "d'Arabes syriens", a exacerbé le sentiment national kurde.

1) - "Le problème kurde en Syrie" : publication du Comité de la Défense des droits du peuple kurde - 1968.

En U.R.S.S. les Kurdes, peu nombreux, sont disséminés à travers les républiques de Transcaucasie et d'Asie Centrale, principalement en Ādharbaydjan (Azerbaïdjan), en Turkménie, en Arménie. Ils n'ont pas de problèmes spécifiques et leur langue est reconnue comme l'une des langues nationales de l'Union Soviétique.

Les revendications actuelles des Kurdes vont de la simple reconnaissance de leur identité (Syrie : droit d'être Kurde) en passant par l'autonomie (Iran-Irak), la fédération avec l'état dont ils font partie (Irak - Turquie), l'indépendance (Turquie), jusqu'à la formation d'un Etat qui serait le grand Kurdistan (Turquie , Intellectuels).

L'objet de ce mémoire est une contribution à l'étude des Partis politiques kurdes d'aujourd'hui et de leur implantation en Europe et au Proche-Orient. Il ne sera question que des mouvements d'opposition aux régimes en place dans les pays qui se partagent le Kurdistan. (1)

De fait, l'Irak est le seul pays où un parti politique spécifiquement kurde a participé au gouvernement. Dans les autres pays, les hommes politiques kurdes qui assument des responsabilités gouvernementales le font en tant que citoyen de l'état et non en tant que représentant kurde.

Nous avons utilisé, pour ce mémoire, les ouvrages cités dans la bibliographie, en particulier les ouvrages de I.C. VANLY, A.R. G HASSEMLOU, KENDAL.

Ces ouvrages nous ont été utiles surtout pour cerner le problème kurde dans son contexte historique.

En ce qui concerne les Partis et les Organisations, nous avons consulté leurs programmes et leurs communiqués et tracts. Nous avons également eu de nombreux entretiens avec les responsables des mouvements en France et parfois à l'étranger et avec les auteurs des livres cités (en particulier : Joyce BLAU, ainsi que Ismet Cherif VANLY et Nouredine ZAZA).

Notons le nombre important d'immigrés kurdes en Europe, originaires pour la plupart du Kurdistan de Turquie :

- environ 300 000 en Allemagne (essentiellement des travailleurs)
- 25 000 en Hollande
- 3 000 au Danemark
- 5 000 en Suède
- 12 000 en Suisse
- 30 000 en France.
- 2 500 en Belgique.

Aux U.S.A., ils seraient environ 3 000 Kurdes de la deuxième ou troisième génération, établis depuis les révoltes de 1925 en Turquie. Ils seraient environ 1 500 au Canada.

1) - En Iran, un Parti Démocratique issu d'une scission du P.D.K.I., lié au Parti Toudeh avait une existence plus ou moins légale jusqu'à la lutte contre le Toudeh de ces derniers mois.

Ces chiffres n'ont pas de valeur absolue, mais peuvent donner un ordre de grandeur. Nous n'avons pu connaître les pourcentages de réfugiés politiques et économiques de Kurdes de chaque Etat, d'intellectuels et de travailleurs.

Ces statistiques pourraient être l'objet d'une prochaine étude.

Par souci de clarté, nous présenterons dans une première partie, les Partis Politiques par pays, consacrant un chapitre à chaque pays : Irak, Iran, Turquie, Syrie. Ce classement pourra paraître simpliste, mais tout autre classement, par importance, par idéologie, etc... aurait été moins compréhensible dans le cadre de cette étude et plus artificiel.

Nous consacrerons la deuxième partie à la présentation d'organisations qui ne se rattachent à aucun Etat, telles les Organisations d'étudiants et de travailleurs, Yekbûn (Parti pour la liberté et le progrès du Kurdistan) et l'Institut kurde de Paris.

Mais, avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons essayer de définir les activités que doit avoir, à l'étranger, le représentant d'un mouvement de libération nationale et la finalité de son action.

A) ACTIVITES

Quelles sont les activités que doivent avoir, à l'étranger, les représentants d'un mouvement de libération nationale ?

Une réponse est donnée par I.C. VANLY (1) qui, en 1964, avait reçu procuration du Général BARZANI pour "parler au nom de la Révolution à l'étranger et entreprendre en son nom, toute démarche et tout contact..." L'activité de I.C. VANLY devait porter sur 8 points :

- Informer l'opinion mondiale de la marche de la Révolution et de la situation au Kurdistan, par des communiqués de presse sur les opérations militaires, des déclarations politiques, des conférences de presse dans diverses capitales et en facilitant le voyage de correspondants étrangers au Kurdistan.

1) - "Le Kurdistan irakien, entité nationale" - Bibliographie 6

- Chercher de l'aide à la Révolution et des secours humanitaires comme : (Croix-Rouge Internationale, Organisations humanitaires).
- Donner si possible, des conférences académiques.
- Assurer la diffusion des publications venant de l'intérieur, contrôler, rédiger et diffuser des publications extérieures en langues étrangères.
- Entreprendre toutes démarches diplomatiques susceptibles d'être utiles à la cause kurde.
- Informer les organisations internationales de la situation au Kurdistan et s'efforcer, en particulier, de faire porter la question kurde à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- Encourager la constitution d'organisations étrangères pro-kurdes dans divers pays.
- Tenir informées, de la situation du pays, les organisations kurdes, étudiantes et autres d'Europe et d'Amérique, et autant que possible les orienter.

B) FINALITE DE L'ACTIVITE DES MOUVEMENTS KURDES A L'ETRANGER

Toutes ces activités tendent vers un but : obtenir une aide, qui peut être matérielle, diplomatique, psychologique.

Aide matérielle :

Elle peut être cherchée auprès des particuliers ou auprès des gouvernements, sous forme de médicaments, d'argent, d'armes, de prise en charge des blessés, de bourses universitaires.

Aide morale et psychologique :

Illustrons simplement cette forme d'aide, en citant un reportage de l'envoyé spécial du "Monde" au Pakistan, au printemps 1983, qui rendait compte d'une conférence de presse d'un chef militaire afghan. Ce journaliste est frappé par l'intérêt que porte au correspondant de la B.B.C. ce chef militaire. Ce dernier entend d'abord informer la B.B.C., en espérant que les nouvelles se-

ront répercutées aux quatre coins du monde et surtout à l'intérieur de l'Afghanistan. Le représentant afghan explique que pour les combattants de l'intérieur le fait d'être mentionnés à la radio constitue un extraordinaire encouragement (car le maquisard d'aujourd'hui ne se sépare jamais de deux choses : son arme, une kalachnikov soviétique, et son poste de radio, en général japonais...). Le message du représentant du P.D.K.I. à l'étranger, diffusé en mai 1983, reprend à peu près la même idée. (Annexe VII)

Aide diplomatique :

Pour obtenir une aide diplomatique, il faut savoir informer et convaincre les dirigeants d'un pays et surtout les Conseillers des Ministres des Relations Extérieures. On voit là l'importance du contact humain et de la personnalité du représentant. Cette aide peut aussi être gagnée indirectement dans les pays démocratiques par l'intermédiaire de l'opinion publique. La tâche des Kurdes n'est pas facile en ce domaine, car :

- d'un côté, les gouvernements ne veulent pas s'aliéner le monde arabe (producteur de pétrole) et les Occidentaux ne sont pas prêts à provoquer la déstabilisation de l'Irak, de l'Irak et de la Turquie, trop près de l'Union Soviétique (ainsi, l'aide apportée en 1974 à BARZANI par les U.S.A., par C.I.A. et KISSINGER interposés, n'avait pas d'autre but que d'affaiblir l'Irak alliée de l'U.R.S.S. à l'époque, mais avec l'idée de ne jamais aller trop loin). Peut-être aujourd'hui cette réserve ne s'appliquera-t-elle plus aux Kurdes d'Iran...
- d'un autre côté, l'opinion publique mondiale se mobilise plus facilement pour les causes mettant en scène les grandes puissances directement ou indirectement (Vietnam, conflit Israélo-Palestinien, Cuba durant la Révolution de Fidel Castro).

Enfin, pour un mouvement nationaliste, au-delà de ces aides, une des fins de l'implantation d'un bureau à l'étranger peut être simplement d'affirmer son existence et sa culture.

P R E M I E R E P A R T I E

LES PARTIS POLITIQUES KURDES

ET

LEUR IMPLANTATION A L'ETRANGER

CHAPITRE I

LES PARTIS KURDES D'IRAK

1. LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN - IRAK (P.D.K. - Irak)

Le P.D.K. - Irak qui joua un rôle capital dans la Révolution kurde d'Irak et qui connut ses heures de gloire avec Mustafa BARZANI son chef, se trouve depuis 1975 affaibli et dans une situation très particulière : ces dernières années, il s'est à la fois opposé au gouvernement de Bagdad et au Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran en lutte contre la République Islamique.

1.1. Historique

Le P.D.K. - Irak fut constitué en 1946 à la chute de la République de Mahabad, à l'exemple du P.D.K. d'Iran (P.D.K.), par Mustafa BARZANI et ses collaborateurs, avant leur retraite en U.R.S.S. (1)

Il fut désigné à sa création : Parti Démocrate du Kurdistan et BARZANI en assura la Présidence.

S'il fut créé à l'image du P.D.K. d'Iran les deux partis n'avaient aucun lien entre eux. En 1947, après la chute de la République de Mahabad, BARZANI se réfugia en U.R.S.S. et n'eut plus de lien avec le Parti jusqu'à son retour en 1958.

Créé en Iran, le Parti s'organisera au Kurdistan d'Irak, fusionnant avec d'autres formations, et aura un journal clandestin : "RTZGARI" (Salut. délivrance, libération).

En 1950, le P.D.K. se réorganise sous le nom de Parti Démocrate Unifié du Kurdistan (P.D.U.K.) et son journal prendra le nom de XEBAT-Ê-KURDISTAN (2). Pendant toute cette période, il reste la deuxième formation politique au Kurdistan, derrière la "section du Kurdistan" du Parti Communiste Irakien (P.C.I.). (3)

A la chute du roi, le 14 juillet 1958 et à la prise du pouvoir par le général KASSEM, la Constitution Provisoire rétablit les libertés démocratiques. Mustafa BARZANI rentre en héros à Bagdad et reprend en main le parti. La première presse libre kurde paraît : "XEBAT" et le P.D.U.K. devient légal le 9 janvier 1960 sous le nom de Parti Démocratique du Kurdistan-Irak (P.D.K. - Irak).

(1) Mustafa BARZANI fuyant l'Irak avec ses forces, arriva en Iran et se mit au service de l'éphémère république kurde de Mahabad dont il fut l'un des maréchaux.

(2) "La lutte du Kurdistan".

(3) Ce classement en deuxième position est contesté par le P.D.K.-Irak qui considère avoir toujours occupé la première place.

L'idylle est de courte durée : le pouvoir du général KASSEM dégénère vite en une dictature militaire et personnelle et le panarabisme des dirigeants s'oppose au nationalisme kurde : l'Irak ne pouvant être à la fois un état bi-national arabo-kurde et "partie intégrante" (art. 2 de la Constitution) de la grande nation arabe.

Très vite, les journaux kurdes sont interdits, les membres du P.D.K. arrêtés et Mustafa BARZANI retourne à Barzan, son village natal qui sera bombardé en septembre 1961. C'est le début de la "Révolution du 9 septembre 1961 de Mustafa BARZANI" qui ne sera véritablement écrasée que par l'accord d'Alger.

Le cessez-le-feu de février 1964 proposé par Bagdad et accepté par BARZANI contre l'avis du Bureau Politique du parti, provoque une crise interne dont le P.D.K. ne se remettra jamais.

Au cours du VI^e Congrès tenu du 1^{er} au 7 juillet 1964, le P.D.K. expulsa dix-sept membres du Comité Central, dont cinq du Bureau Politique, en particulier Ibrahim AHMED secrétaire du P.D.K., Jalal TALABANI et Ali ASKARI. EN 1966, TALABANI et ses partisans reconstituèrent un P.D.K. et furent alors accusés de coopérer avec Bagdad. Le P.D.K. de TALABANI fut dissout après l'accord du 11 mars 1970 et ses membres réintégrèrent le P.D.K. de BARZANI.

Le plus long cessez-le-feu de 1970 à 1974 a failli sceller l'accord de l'ensemble des Kurdes et du gouvernement central sur la base d'une autonomie du Kurdistan. Ce cessez-le-feu avait été conclu à la suite de l'accord du 11 mars 1970 : cinq ministres kurdes entraient alors au gouvernement, faisant du P.D.K. - Irak, le partenaire du parti BAAS. Mais le problème de l'appartenance de Kirkouk à la région autonome (1), le partage des revenus pétroliers et les limites du pouvoir des autorités locales de la région autonome, l'arabisation de nombreux villages kurdes et la déportation vers le sud de leurs habitants, furent un obstacle à la signature de l'accord définitif.

Ne parvenant pas à s'entendre avec le P.D.K., le gouvernement de Bagdad rompit les négociations et décida de promulguer sa propre loi d'autonomie, sans associer le P.D.K. à l'élaboration du texte (ce qui était contraire à l'accord du 11 mars 1970).

(1) - Les Kurdes considèrent Kirkouk comme leur ville, quand le gouvernement considère cette ville comme irakienne, voire arabe. Outre des Kurdes, des Arabes (dont l'implantation est favorisée par le gouvernement), des Turcomans (depuis des siècles), des Assyriens, des Arméniens etc... habitent Kirkouk.

La promulgation de la loi d'autonomie provoqua une nouvelle division chez les Kurdes. Alors que les fidèles de BARZANI se préparaient à la reprise de la guerre avec Bagdad, certains Kurdes jugèrent opportun d'accepter le statut et apportèrent leur concours au gouvernement. Aziz AQRAWI, Abdelaziz AHMED et Obeidullah BARZANI (fils aîné du général BARZANI) furent nommés ministres. Un P.D.K. pro-gouvernemental fut constitué à Bagdad et appela les Kurdes à "se libérer de la clique de Mustafa BARZANI et de son étai et à coopérer avec les forces nationales et progressistes en Irak". Le gouvernement mit en place les institutions autonomes : Hachem AQRAWI (1), ministre des Municipalités, membre du P.D.K. pro-gouvernemental fut nommé président du Conseil exécutif. Le 5 octobre, l'Assemblée législative tint sa première session : sur quatre-vingts membres, soixante-douze étaient nommés par Bagdad, les huit sièges vacants étant réservés à d'éventuels "ralliés". Aziz AQRAWI membre du P.D.K. pro-gouvernemental fut aussi ministre jusqu'en 1981. Mais, craignant pour sa vie, il quitta l'Irak pour la Syrie où il prit des contacts avec les partis kurdes basés à Damas : le P.D.K. - Irak, qui refusa sa réadhésion, le P.S.K.I.. L'U.P.K. lui fit des avances qu'il repoussa en raison de son hostilité à Jalal TALABANI (2). Il fut un certain temps membre du Bureau Politique du P.S.K.I.. Depuis près d'un an il a rejoint le P.D.K.-Irak qui le réintégrera sans doute lors de son prochain Congrès.

Durant toute cette période, le P.D.K.-Irak administra la plus grande partie du Kurdistan, réalisant de fait son autonomie. A l'extérieur, un poste de représentant fut créé en 1964, sorte d'ambassadeur du Kurdistan.

La cinquième guerre du Kurdistan commence le 11 mars 1974, alors que BARZANI a accepté l'accroissement de l'aide financière et logistique du Chah d'Iran et la "garantie américaine" (3)

(1) Originaire de AQRA, au N.E. de Mossoul, près de la frontière turque.

(2) - Juriste né en 1933 à Sulaymanyia d'une famille de notables membres de la Confrérie des Qâdiri. La Qâdiriyya établie au Kurdistan depuis le XIIIe siècle fut supplantée dès 1811 par une confrérie rivale, la Naqshbandiyya dont faisait partie la famille BARZANI.

(3) - L'aide offerte par les Américains à BARZANI après la signature du traité irako-soviétique de 1972 était plus psychologique que financière, car BARZANI qui se méfiait du Chah, n'aurait sans doute pas accepté l'aide iranienne si le Chah, n'avait pas été "couvert" par les Etats-Unis.

Pour le Chah, l'aide aux Kurdes d'Irak n'était qu'une carte à jouer dans le différend l'opposant à son voisin (1), la rébellion kurde affaiblissant l'Irak.

Aussi, lorsque l'Irak dont les offensives au Kurdistan ont été repoussées durant l'été 1974, fait indirectement des ouvertures à l'Iran, celles-ci sont bien accueillies.

Le 6 mars 1975, à la Conférence de l'O.P.E.P. à Alger, un accord est conclu entre l'Iran et l'Irak.

L'Irak renonçait à toute revendication territoriale sur le Chatt-el-Arab et en contrepartie, l'Iran cessait toute aide aux Kurdes d'Irak, alors que cette aide était devenue vitale pour la révolution kurde. Ce fut l'effondrement d'un mouvement qui avait suscité tant d'espoirs chez tous les Kurdes.

BARZANI, victime de ses choix, décide la retraite vers l'Iran, suivi par certains dirigeants du P.D.K. et les chefs militaires, y compris ceux qui auraient souhaité la poursuite des combats.

Atteint d'un cancer, il ira se faire soigner quelques mois plus tard aux Etat-Unis, où il mourra le 2 mars 1979 d'une crise cardiaque.

Tous les dirigeants ne choisirent pas l'exil, certains se rendirent aux forces irakiennes, tels : Habib KARIM, secrétaire du P.D.K.-Irak depuis 1964 (2), Salah YOUSSEFI, Dara TAWFIQ.

Salah YOUSSEFI qui était le chef de file de l'aile gauche minoritaire du P.D.K. depuis 1972, fut assassiné en 1979. Habib KARIM a actuellement une fonction officielle dans le sud de l'Irak. Dara TAWFIQ a disparu entre 1979 et 1980.

D'autres membres de l'équipe dirigeante du P.D.K. quittèrent l'Irak pour l'Europe dans un premier temps.

Ensuite, certains d'entre eux s'installèrent à Téhéran ou à Damas. Ce sont : Mahmoud OSMAN (3), SAMI (4), Ali ABDULLAH, Massoud BARZANI (fils de Mollah MUSTAFA). TALABANI, quant à lui, n'était pas au Kurdistan car il représentait BARZANI en Syrie. Il se trouvait donc déjà à DAMAS.

(1) - Un contentieux de frontière sur le Chatt-El-Arab opposait depuis 1969 l'Iran et l'Irak.

(2) - Date de la crise interne du P.D.K. ou Ibrahim AHMED, secrétaire de l'époque, quitta le P.D.K. accompagné en particulier de Jalal TALABANI (voir p. 15).

(3) - Mahmoud OSMAN, appelé Docteur Mahmoud est originaire de la ville de Salaymaniyya. Il est docteur en médecine.

(4) - SAMI, nom de guerre de Mohammed Mahmoud Abdoul RAHMAN.

Il semble qu'il y ait eu dès la fin de 1975 des tentatives de regroupement de certains de ces dirigeants autour de Mustafa BARZANI afin de reconstituer le P.D.K.. Mais, BARZANI déjà malade s'était mis à l'écart de toute activité politique, laissant à ses fils Massoud et Idriss, un lourd héritage de fidélité, mais aussi de rancœurs, voire de haines.

Dès le 1er juin 1975, Jalal TALABANI et son équipe se regroupèrent au Proche-Orient (Damas - Téhéran) aiseïn d'une organisation nommée Union Patriotique du Kurdistan (U.P.K.) - Comité Préparatoire.

Les fidèles de Mustafa BARZANI et de ses fils, quant à eux, tinrent en Europe, en août 1976, une conférence (1) pour réorganiser le P.D.K. et formèrent la "Direction Provisoire".

Mahmoud OSMAN, qui n'avait pas assisté à la Conférence (2) créa de son côté en 1977, un P.D.K. -Comité Préparatoire en opposition violente au P.D.K. -Direction Provisoire. Les fils BARZANI auraient été nommément attaqués dans le programme de ce nouveau P.D.K. -Comité Préparatoire comme étant des éléments tribaux, réactionnaires.

Si, jusqu'à l'accord d'Alger le P.D.K. -Irak fut pratiquement le seul parti kurde en Irak, depuis l'accord d'Alger, le mouvement kurde déchiré par des luttes d'influence est profondément divisé.

- Aujourd'hui, les héritiers du P.D.K. se retrouvent dans trois organisations :

- . le Parti Démocratique du Kurdistan-Irak (P.D.K.-Irak) dirigé par Massoud BARZANI (Président).
- . le Parti Populaire Démocratique du Kurdistan (P.P.D.K.) de SAMI.
- . le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak (P.S.K.I.) dirigé depuis 1980 par Rassoul MAHMAND (3).

- Les opposants historiques à BARZANI ont formé des mouvements rassemblés autour de Jalal TALABANI dans l'Union Patriotique du Kurdistan (U.P.K.).

(1) Le nom de la ville et le nom des participants est tenu secret. La nouvelle stratégie du P.D.K. est en effet de garder le secret sur un grand nombre de choses.

(2) Des bruits circulaient à l'époque que Mahmoud OSMAN, plus à droite politiquement que les héritiers de BARZANI, voulait reconstituer un P.D.K. sous l'égide de BARZANI, exclusivement.

(3) Originaire de la région de Qala Diza, à l'est d'Arbil, près de la frontière iranienne.

- Un petit parti, le PASOK (P.S.K.) regroupe les nationalistes qui veulent l'indépendance des quatre parties du Kurdistan (il n'a pas de représentation à l'étranger, sauf à Damas et à Téhéran).
- Le Parti Communiste Irakien (P.C.I.) est maintenant réfugié au Kurdistan, associé au mouvement kurde.

Ces partis ont une représentation plus ou moins bien organisée en Europe et nous verrons ce qu'il en est pour chacun d'eux.

1.2. Idéologie et programme du P.D.K.

Le P.D.K. est un parti qui, à son origine, recourt à "la doctrine scientifique du Marxisme-Léninisme". Ses objectifs sont, à l'exception de l'autonomie du Kurdistan, les mêmes que ceux du P.C.I..

S'il s'inspire du Marxisme-Léninisme, le P.D.K. se présente grâce au charisme de Mustafa BARZANI comme un "rassemblement démocratique d'éléments nationalistes divers dont l'idéologie va du Marxisme-Léninisme au conservatisme, en passant par le réformisme bourgeois" (1). Cette formule donne une idée assez précise de ce qu'était le P.D.K. jusqu'en 1975, mais elle est récusee par les militants du P.D.K. qui prétendent qu'il n'y a pas de "bourgeois" dans leur parti.

Mais si la personnalité de BARZANI a permis ce rassemblement très large des masses populaires, elle a entraîné des luttes intestines et des rejets : certains intellectuels et dirigeants (Ibrahim AHMED (2) Jalal TALABANI) voulant placer le parti au-dessus de son chef.

Jusqu'au Ve Congrès (1962), les membres des organisations du P.D.K. (organisations de jeunesse, de travailleurs, de paysans, etc...) suivaient un enseignement marxiste dans les écoles du Parti. Cette éducation fut progressivement abandonnée et s'il était toujours fait référence au marxisme jusqu'en 1964, il n'était pas très bien vu d'étudier la doctrine.

(1) I.C. VANLY - "Le Kurdistan irakien, entité nationale". Bibliographie 6

(2) Secrétaire du P.D.K. en 1964, intellectuel, poète et écrivain. Il vit actuellement à Londres où il dirige une revue kurde "Chirika".

En effet, nombre de militants considéraient que le P.D.K. avait fait l'erreur impardonnable de se tourner vers le Parti Communiste Irakien. Ils reprochaient à ce dernier d'avoir refusé de prendre le pouvoir lors de la Révolution de 1958.

A partir du VIe Congrès tenu en 1964, il n'est plus fait référence à la doctrine scientifique du Marxisme-Léninisme, mais "aux doctrines scientifiques progressistes qui correspondent aux réalités du peuple kurde".

C'est à partir de cette époque, que le P.D.K. a été accusé d'avoir viré à droite et d'être composé d'éléments "petits-bourgeois, utilisant un jargon gauchiste". Il est vrai qu'à la séance plénière du VIIe Congrès, on avait proposé un système de parti unique au Kurdistan, invitant le Parti Communiste Irakien à se dissoudre.

Actuellement, le programme officiel, le même, du moins dans les objectifs immédiats, que celui du P.D.K.I. (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran) peut toujours être résumé ainsi : "autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak".

A la Conférence de 1976 où fut constitué le P.D.K. - Direction Provisoire, la reprise de la "guerre de partisans" fut décidée et on donna à la nouvelle révolution le nom de "Révolution du 26 mai 1976, révolution patriotique et progressiste de Massoud BARZANI". Massoud BARZANI tira le premier coup de feu symbolique.

A cette conférence, les principes qui guident l'orientation du parti ont été précisés. Ils s'appuient sur :

- L'histoire révolutionnaire nationale du parti.
- La nature des classes dont les intérêts sont représentés par le parti, le prolétariat représentant la majorité.
- L'étude et l'analyse des conditions de l'oppression et de la division de la nation kurde et de l'oppression du peuple irakien, à la lumière des théories scientifiques.

Notons les références faites dans le Programme à "l'analyse scientifique" ainsi qu'au "socialisme scientifique". Notons aussi l'accent mis sur le

caractère de "classes" du parti (classes au pluriel : travailleurs, paysans, artisans, intellectuels) et sur le caractère "révolutionnaire" du nationalisme kurde.

Le P.D.K. traduit son opposition au parti BAAS au pouvoir en Irak en termes de "classes" et non en termes de "nation". Il accuse le BAAS d'avoir établi un système bureaucratique, bourgeois. Il se réfère constamment au principe démocratique d'un gouvernement élu et refuse le système de parti unique.

Sur le plan économique, le parti prône la nationalisation des moyens de production et de distribution.

Sur le plan national, le P.D.K. milite pour l'égalité des nationalités et le droit à l'autodétermination.

Au point de vue de la politique internationale, le parti combat la "réaction et l'impérialisme" et veut collaborer avec les pays socialistes et les mouvements de libération nationale dans le monde (en particulier DHOFAR et l'ERYTHREE). C'est au nom du combat contre l'impérialisme que le P.D.K. soutient politiquement et militairement le régime de KHOMEYNI, champion à ses yeux de l'anti-impérialisme, (1) et c'est en partie à cause de cela que le P.D.K. est traité de réactionnaire et de contre-révolutionnaire par le P.D.K.I. et ses alliés.

Sur le plan intérieur, le P.D.K. souhaite la formation d'un large front d'opposition au régime du parti BAAS en Irak. Ce dernier souhait a été concrétisé par la constitution du "Front National Démocratique Irakien" le 28 novembre 1980 et au sein duquel se regroupent le Parti Communiste Irakien (P.C.I.) et tous les partis kurdes d'Irak qui ont des maquisards au Kurdistan, à l'exclusion de l'Union Patriotique du Kurdistan (U.P.K.), de Jalal TALABANI.

^{novembre}
En 1979, le IXe Congrès du P.D.K. (le premier depuis la défaite) a repris tous ces thèmes et l'accent est mis depuis, sur le retour à l'adoption de la terminologie marxiste-léniniste. Le P.D.K. se veut donc maintenant un parti de gauche à part entière.

(1) Notons que le P.D.K.-Irak conteste cela tel que nous l'énonçons généralement. Il ne soutient pas "le régime de KHOMEINY" mais "la révolution du peuple iranien".

1.3. Représentation à l'étranger

Le P.D.K. est organisé en huit sections, dont cinq se trouvent au Kurdistan. La sixième section est constituée par les militants en Europe du P.D.K. - Irak et de ceux du P.D.K. de Syrie et de Turquie. La septième section se trouve en Amérique du Nord (U.S.A. - Canada), (Ovynich) La huitième section se trouve au Kurdistan d'Iran, à Rézaïeh pour protéger les réfugiés kurdes d'Irak (contre les Peshmergas du P.D.K.I.).

Le responsable de la sixième section (qui était Tareq AQRAWI (1) jusqu'en 1975) est le porte-parole du P.D.K. en Europe. Dans chaque pays, il y a un représentant plus ou moins clandestin, qui est la plupart du temps, un étudiant.

La sixième section est dirigée par un Comité de 7 à 13 membres répartis dans plusieurs pays. Elle est financée par les cotisations des militants et par diverses aides. Après l'accord d'Alger, le Comité Central du P.D.K. dispersé, n'a publié aucune déclaration dans le Kurdistan. Par contre, la sixième section a fait circuler un tract dénonçant le "complot international" qui aurait été à l'origine de l'accord du 6 mars.

L'organe du P.D.K., XEBAT, édité au Kurdistan, est diffusé au Kurdistan et à l'étranger, ainsi les Kurdes de l'étranger ne sont-ils pas coupés totalement des Kurdes restés au pays.

La sixième section publie en Europe un journal en arabe 'WELAT' (pays) qui sera bientôt édité en kurde, et une revue en langue anglaise : PESHMERGA (littéralement : au-devant de la mort, maquisard). Après une longue interruption (1979-1983), un nouveau numéro est sorti en août 1983.

La septième section publie en Amérique du Nord une revue ZAGROS. Par ailleurs, le P.D.K. a un bureau au Proche-Orient (à Beyrouth) qui a son journal en arabe : ECHOS DU KURDISTAN.

(1) Tareq AQRAWI, ingénieur, originaire de Agra comme Hacheb et Aziz AQRAWI. Ces trois hommes n'ont aucun lien de parenté entre eux. Tareq AQRAWI est toujours membre du P.D.K. - Irak.

1.4. Rapports avec les autres partis au Kurdistan et à l'étranger

Au Kurdistan, le P.D.K. ^{d'Irak} a de bons rapports avec le P.C.I., le P.S.K.I. et le PASOK, avec lesquels il forme le "Front National Démocratique Irakien". Cependant, le P.C.I. émet quelques réserves. S'il s'unit au P.D.K. - Irak, c'est dans le but d'abattre leur ennemi commun, le Président Saddam HUSSEIN. Mais le P.C.I. n'approuve pas toutes les positions du P.D.K., ni toutes ses actions.

Les relations du P.D.K.-Irak et du P.D.K.I. (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran) ont connu au cours de l'histoire bien des vicissitudes. Elles ont été souvent mauvaises du fait de l'appui que le P.D.K.-Irak trouvait auprès du Chah d'Iran. Cependant, après la chute du Chah, les partis se rapprochèrent. En Novembre 1979, au cours de son IX^e Congrès le P.D.K.-Irak approuvait les résolutions adoptées par le IV^e Congrès du P.D.K.I. tenu en Septembre - Octobre 1979. Mais après la scission du P.D.K.I. quelques mois plus tard (voir page 54), le P.D.K.-Irak reconnut comme seul représentant légitime du mouvement national kurde d'Iran la fraction dissidente du P.D.K.I.. Cette fraction proche du parti TOUDEH (Parti Communiste d'Iran) continuait à soutenir la Révolution Islamique alors que le P.D.K.I. était en guerre avec le Gouvernement Central d'Iran.

Actuellement, les relations du P.D.K.-Irak et du P.D.K.I. sont très mauvaises, surtout depuis le déclenchement de la guerre Irako-Iranienne. Le P.D.K.-Irak, dont l'objectif primordial est le renversement du régime de Saddam HUSSEIN, reproche au P.D.K.I. ses bonnes relations avec "le régime fasciste de Bagdad". De plus, le P.D.K.-Irak accuse le P.D.K.I. d'avoir attaqué à plusieurs reprises des Kurdes d'Irak réfugiés au Kurdistan d'Iran.

Depuis 1981, un contentieux très grave pour les Kurdes cristallise la haine qui oppose les deux partis. Le P.D.K.-Irak accuse un chef militaire du P.D.K.I., Saïd Rassoul BABA GAOURA d'avoir profané en Juillet 1981 la tombe de Mustafa BARZANI qui était dans la région de Ouchnou au Kurdistan d'Iran, afin de livrer son corps au gouvernement irakien. La présence d'un hélicoptère irakien à 5 km environ du tombeau serait pour le P.D.K.-Irak une preuve de son accusation. Le plan ayant échoué, le P.D.K.-Irak retrouva le corps déterré de BARZANI

(1) - Le P.D.K.-Irak insiste sur le fait qu'il n'a pas de mauvaises relations avec le Parti en tant que tel, mais avec son Secrétaire Général Abdul Rahman GHASSEMLOU.

et le ramena en Irak. Le P.D.K.I. aurait refusé de faire une enquête. Quand on sait ce que représente Mustafa BARZANI pour le P.D.K.-Irak, on peut mesurer la gravité d'une telle accusation. La haine remonte à bien plus loin, mais cet événement la cristallise.

De son côté le Secrétaire Général du P.D.K.I., A.R. CHASSELOU, qualifie le P.D.K.-Irak de "formation tribale à éliminer". Le P.D.K. est en effet toujours accusé par ses détracteurs d'être un parti tribal, réactionnaire et cela en dépit de son idéologie révolutionnaire et socialiste.

Avec l'U.P.K. (Union Patriotique du Kurdistan), les relations se sont détériorées ces deux dernières années, surtout au printemps 1983 où des affrontements armés eurent lieu et firent des blessés et des morts (voir annexe III).

Le P.D.K.-Irak s'oppose catégoriquement à l'accord de cessez-le-feu signé par l'U.P.K. et Bagdad le 10 décembre 1983 (voir page 30). Si les deux parties signataires se mettent d'accord sur une formule d'autonomie, il est à craindre que le P.D.K.-Irak et l'U.P.K. ne soient plus simplement en guerre somme toute larvée, mais en guerre totale.

Le P.D.K. est soutenu sans équivoque par les P.D.K. de Syrie et de Turquie (Chap. III et IV) dont les militants en Europe travaillent au sein de la sixième section et en Amérique du Nord dans la septième section. Il coopère au Kurdistan avec les partis kurdes de Turquie : P.K.K., K.U.K., Rizgarî. Tous ces partis trouvent parfois refuge dans ses bases au nord de l'Irak. Ce serait d'ailleurs, peut être, une des raisons de l'entrée de l'armée turque dans la région frontalière de Zakho, fin mai 1983.

En Europe, les relations du P.D.K. avec les autres partis kurdes reflètent les luttes du Kurdistan.

Le P.D.K. a des relations plus ou moins suivies avec tous les partis de gauche européens ou arabes, sauf les Trotskyistes.

Si le P.D.K., en tant que parti, est très discret en Europe (ses manifestations semblent se borner à quelques communiqués et rassemblements), ses membres sont plus actifs au sein de l'association étudiante K.S.S.E. (voir deuxième partie, chap. 1).

Le P.D.K.-Irak a organisé en 1981 le voyage au Kurdistan d'un journaliste anglais qui a pu visiter et parfois filmer certaines de ses bases ainsi que celles du Parti Communiste Irakien et du Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak.

2. L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN (U.P.K.)

L'U.P.K. prétend être actuellement le plus important parti kurde en Irak. Elle est dirigée par Jalal TALABANI, l'un des responsables de la crise interne du P.D.K. en 1964 (lorsque les intellectuels du Bureau Politique du P.D.K. s'opposèrent au "pouvoir personnel" de BARZANI).

2.1. Historique

L'U.P.K. est née, *quelques mois après l'accord d'Alger*, du regroupement de trois organisations établies hors du Kurdistan et dans le Kurdistan.

- Hors du Kurdistan (Liban, Syrie, Europe), des exilés kurdes traditionnellement opposés à BARZANI, formèrent le 1er juin 1975 un Comité Préparatoire de l'Union Patriotique du Kurdistan, sous la direction de Jalal TALABANI.

- Dans le Kurdistan, deux organisations, l'une, ancienne mais dispersée depuis la défaite (le Komala), l'autre, nouvelle (le Mouvement Socialiste du Kurdistan) prirent contact pour reconstituer un mouvement, à l'écart du P.D.K..

. Le "Komala", organisation clandestine de jeunes marxistes-léninistes, fut constitué en 1970, en opposition au P.D.K.-Irak et en dehors du Parti Communiste Irakien, Section du Kurdistan. (P.C.I.) (1)

Cette organisation est restée totalement secrète jusqu'en 1975 par crainte de représailles du P.D.K.-Irak qui contrôlait tout le Kurdistan. Pendant la cinquième guerre du Kurdistan (2), les membres du Komala combattirent aux côtés du P.D.K.-Irak en dépit des alliances de ce dernier. Après la défaite, ils se dispersèrent ou se rendirent aux forces irakiennes comme n'importe quel combattant kurde.

(1) - Le P.C.I. était à l'époque divisé en 2 tendances : " le Comité Central" prosoviétique et le "Commandement Central" prochinois. Les fondateurs du Komala voulait créer une organisation Marxiste-Léniniste spécifiquement kurde, indépendant de toute influence.

(2) - 11 mars 1974 - 6 mars 1975

En juin 1976, pour riposter aux arrestations et aux déportations de nombreux Kurdes, le Komala qui avait conservé son infrastructure, décida de reprendre la lutte. De petits groupes se formèrent pour faire de la propagande dans les villages.

- "Le Mouvement Socialiste du Kurdistan" fut fondé à l'initiative d'un ancien membre du P.D.K.-Irak, Ali ASKARI. Très connu dans le Kurdistan, Ali ASKARI faisait partie de l'équipe Ibrahim AHMED-Jalal TALABANI, exclue du P.D.K. lors de la crise interne de 1964

Déporté dans le sud de l'Irak en 1975, il retourna dans le Kurdistan en 1976 et fonda avec Rassoul MAHMAND (1), le "Mouvement Socialiste du Kurdistan". Ce mouvement eut dès sa constitution des contacts permanents avec Jalal TALABANI resté à Damas.

En août 1977, Jalal TALABANI et la direction du "Comité Préparatoire de l'U.P.K." rentrèrent au Kurdistan pour organiser, avec le "Mouvement Socialiste du Kurdistan" et le Komala, le Congrès Constitutif de "l'Union Patriotique du Kurdistan" (U.P.K.). Le "Comité Préparatoire" de l'U.P.K. prit à ce moment-là le nom de "Ligne Générale".

En 1979, Rassoul MAHMAND, en désaccord avec TALABANI : depuis l'attaque de 1978 (voir p. 28) quitta le "Mouvement Socialiste du Kurdistan" provoquant son affaiblissement. En 1982, ce qui restait du Mouvement Socialiste et la "Ligne Générale" fusionnèrent pour former "l'Union des Révolutionnaires du Kurdistan" (U.R.K)

Aujourd'hui l'U.P.K. est donc constituée de 2 organisations :
l'U.R.K. dirigée par TALABANI et le Komala dirigé actuellement par NEWCHIRAN, ancien étudiant en sciences économiques à Vienne.

(1) - Actuel Secrétaire du P.S.K.I. (voir p. 33)

Le Bureau Politique composé de trois membres de l'U.R.K. et de trois membres du Komala est élu par le Comité Central. Celui-ci est lui-même composé de dix membres de chacune des deux formations.

L'U.P.K. ainsi formée n'est pas considérée comme un parti par ses membres, mais comme un "semi-front". Elle n'a qu'une seule direction, assurée depuis sa création, par son instigateur Jalal TALABANI. Le Komala constituerait environ 80 % des effectifs de l'U.P.K., mais à l'intérieur des divisions de peshmergas, "Komala" et "Ligne Générale" sont indifférenciés.

2.2. Idéologie et Programme

L'U.P.K. en tant que telle, se dit "pragmatique" et ne veut se rattacher à aucune idéologie précise. En règle générale, elle est "anti-impérialiste" et "internationaliste" et se veut tout simplement démocrate.

En revanche, sa principale composante, le "Komala" a une idéologie marxiste, très affirmée, et se situe elle-même, très à gauche. (1)

Il n'y a pas à proprement parler de programme de l'U.P.K.. Une plateforme minimale, dénominateur commun des objectifs des deux organisations formant l'U.P.K., peut être ainsi schématisée :

- lutte contre le tribalisme et la "féodalité" ;
- soutien aux mouvements de libération ;
- soutien au camp socialiste ~~soviétique~~.

Concernant la place du Kurdistan à l'intérieur des quatre Etats, le Comité Directeur réuni en juillet 1983, a remplacé le slogan "d'autonomie" par celui "d'autodétermination".

(1) - Ces organisations se définissent elles-mêmes ainsi. N'ayant jamais assumé de responsabilité gouvernementale, elles ne peuvent être définies que par leur langage et non par leur activité.

Ainsi, l'U.P.K. demande :

- l'alignement (par rapport à l'Est et à l'Ouest) et la démocratie pour l'Irak ;
- l'Autodétermination pour les Kurdes.

Ce dernier point est nouveau et dénote une nouvelle approche du problème kurde par l'U.P.K.. (1)

Au point de vue économique, l'U.P.K. comme les autres partis kurdes est pour une réforme agraire radicale et se prononce pour une industrie nationale "irakienne".

Si l'U.P.K. est en faveur de la collectivisation des moyens de production, elle ne considère pas cet objectif comme prioritaire, tout comme la réforme de la distribution.

L'U.P.K. se veut "la gauche" du mouvement national kurde.

2.3. Rapports avec les autres Partis du Kurdistan

L'U.P.K. entretient de bonnes relations avec certains partis kurdes de Turquie (ALA RIZGARI, P.P.K.K.) et de Syrie ("gauche" du P.D.K. dirigée par Ismet SEIDA, "droite" du P.D.K. dirigée par Hamid Hadj DERWICH). Elle coopère avec le P.D.K.I. et soutient les autres forces établies dans le Kurdistan d'Iran (Komala, Fedayines - minoritaires).

Ainsi, un "Comité de Coopération" est en voie d'être constitué. Il devrait être composé de partis ou d'organisations des quatre parties du Kurdistan : U.P.K. (Irak), P.D.K.I. (Iran), ALA RIZGARI et P.P.K.K. (Turquie), partis dirigés par Ismet SEIDA et Hamid Hadj DERWICH (Syrie).

(1) - L'U.P.K. rejoint en cela l'idée à la base de la création de Yekbûn (voir ch. II, IIe partie)

En revanche, l'U.P.K. est très isolée au Kurdistan d'Irak. Elle s'est opposée au P.D.K.-Irak dès sa création, sans que l'on puisse imputer totalement à l'un ou à l'autre des partis, la responsabilité de l'antagonisme, ou même de la haine qui oppose les dirigeants des deux principaux partis kurdes d'Irak.

Depuis que Jalal TALABANI s'est opposé à Mustafa BARZANI (crise de 1964), il a été souvent accusé de chercher à traiter avec Bagdad pour servir ses intérêts personnels, au mépris des intérêts du peuple kurde. Cette accusation a été formulée à nouveau depuis la reprise de la guérilla au Kurdistan d'Irak d'abord par le P.D.K.-Irak puis, par toutes les forces qui composent le Front National Démocratique Irakien (P.C.I., P.S.K.I., P.D.K.-Irak, PASOK; voir Annexe I).

Ainsi, dès la fin de 1977, c'est à dire après le Congrès Constitutif de l'U.P.K., le P.D.K.-Irak dénonçait les négociations qui auraient été menées par Bagdad et Jalal TALABANI. Le gouvernement irakien aurait offert à Jalal TALABANI le poste de Président du Conseil Exécutif de la région autonome, en remplacement de Hachem AQRAWI (1) contre l'écrasement du P.D.K.-Irak réorganisé. Le P.D.K. affirme que les trois divisions que l'U.P.K. dit avoir mobilisées pour installer son quartier général dans le Badinan (2) avaient pour mission de l'écraser. Ces trois divisions, mises en place à Sardasht (3), devaient arriver par étapes:

- la première division était commandée par Docteur KHALED, Ali ASKARI (tous deux membres du Mouvement Socialiste du Kurdistan) et Cheikh HUSSEIN (membre de la Ligne Générale),
- la deuxième, par Jalal TALABANI,
- la troisième, par Rassoul MAHMAND.

La première division quitta Sardasht et après plusieurs jours de marche s'égara en territoire turc dans la région de Hakkari. Le P.D.K., présent dans cette région, crut à une provocation et l'encercla. De violents combats opposèrent les différentes forces qui firent plusieurs centaines de morts : Ali ASKARI, Cheikh HUSSEIN et Docteur KHALED faisaient partie du nombre.

(1) dissident du P.D.K. en 1974, membre du P.D.K. progouvernemental.

(2) alors qu'un accord de partage des zones aurait été conclu : le P.D.K. dans le Badinan (région la plus au nord du Kurdistan d'Irak), l'U.P.K. plus au sud.

(3) ville du Kurdistan d'Iran, proche de la frontière d'Irak.

L'U.P.K. plaide sa bonne foi et dénonce la coopération du P.D.K.-Irak et de certaines tribus kurdes de Turquie alliées à l'armée turque qui aurait provoqué cet affrontement. Le P.D.K. va même plus loin dans ses accusations: Jalal TALABANI aurait sciemment envoyé à la mort les personnalités qui commandaient la première division afin de supprimer toute concurrence dans la direction de l'U.P.K.. C'est à ce moment que Rassoul MAHMAND qui commandait la troisième division aurait refusé de participer aux combats et se serait séparé de TALABANI, pour rejoindre Mahmoud OSMAN.

Plus récemment le Parti Communiste Irakien (P.C.I.) se joignant au P.D.K., interprétait les agressions de l'U.P.K. contre son siège et celui du P.S.K.I. (1^{er} mai 1983) comme une preuve du marché que l'U.P.K. aurait conclu avec Saddam HUSSEIN en vue d'éliminer les forces progressistes établies dans le Kurdistan.

L'U.P.K., quand à elle, explique ces agressions comme étant la riposte défensive aux provocations du Parti Communiste Irakien (P.C.I.); Voir Annexes II, III & IV.

Alors que Saddam HUSSEIN proposait, en janvier 1983, la paix aux Kurdes et leur demandait d'aider l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, l'U.P.K. refusait officiellement cette offre, arguant du fait que le gouvernement irakien n'était pas prêt à accéder aux revendications des Kurdes. Pour l'U.P.K., l'objectif prioritaire était toujours le renversement du régime de Saddam HUSSEIN. Ceci semble confirmé par le fait que l'U.P.K. était l'un des 19 signataires (aux côtés du P.D.K., du P.C.I. et du P.S.K.I.) du Communiqué d'union signé par les partis d'opposition en Irak, réunis à Tripoli le 6 février 1983 (voir Annexe VI), en vue du renversement du "régime fasciste irakien"

Les événements récents (décembre 1983) pourraient pourtant être perçus comme une confirmation des allégations du Front National Démocratique Irakien. Un accord de cessez-le-feu fut signé le 10 décembre 1983 entre le gouvernement irakien et l'U.P.K..

Abdoul Rahman GHASSEMLOU, Secrétaire Général du P.D.K.I., en prévenant l'U.P.K. que le gouvernement irakien était prêt à négocier, aurait servi d'intermédiaire.

Un plan contenant six propositions a été présenté au gouvernement irakien par Jalal TALABANI. Ces six propositions qui n'ont pas été rendues publiques à ce jour, car la décision du gouvernement irakien n'est pas encore prise, portent ~~sur~~ sur les points suivants:

-1- les frontières de la région autonome..

Elles sont à revoir. L'U.P.K. demande que Kirkūk (Kirkouk), Khānikīn (Khanaqin) et Singjār (Sindjar), soient incluses dans la région autonome, que l'arabisation des régions kurdes soit arrêtée, que les Kurdes déportés soient autorisés à retourner dans le Kurdistan et que la ceinture de sécurité (no man's land de quelques kilomètres, créée le long des frontières de l'Iran et de la Turquie) soit supprimée..

-2- Les pouvoirs respectifs du gouvernement central et de la région autonome.

L'U.P.K. demande qu'ils soient établis clairement: les Relations Extérieures, la Monnaie, la Défense étant du ressort du gouvernement central, tous les autres pouvoirs étant du ressort exclusif de l'administration autonome.

-3- Le pouvoir exécutif de la région autonome.

Les membres du pouvoir exécutif devront être élus démocratiquement.

-4- L'autonomie culturelle.

Elle devra être réelle. La langue kurde sera la langue officielle au Kurdistan. En plus du département kurde de l'académie de Bagdad et de l'université Salahadin de Arbil qui existent déjà, la création d'une université à Sulaymaniyya (Silêmani en langue kurde): l'université du Kurdistan. Les organisations démocratiques d'étudiants, de la jeunesse, des femmes etc... qui existaient au Kurdistan avant 1975 devront être libres de se reconstituer.

-5- La garantie d'application de l'autonomie.

L'U.P.K. demande que ses peshmergas constituent une force militaire qui garantisse l'autonomie (notamment en cas de changement de régime)

-6- La sécurité.

Elle devra être sous la responsabilité de la région autonome.

L'U.P.K. qui nie toujours avoir entamé les négociations dès 1982 comme ses ennemis l'affirment, donne deux raisons à la signature de l'accord de cessez le feu:

- La menace iranienne au Kurdistan d'Irak est devenue plus forte que la menace du gouvernement de Bagdad,

- Le renversement du régime de Saddam HUSSEIN n'est plus un objectif prioritaire. Si le régime tombait, explique l'U.P.K., il est à craindre que toute la région soit déstabilisée, la Turquie et l'Iran se partageant l'Irak.(1) L'U.P.K. n'explique plus l'entrée de l'armée turque au Kurdistan d'Irak (fin mai 1983) comme étant le résultat d'un accord Turquie-Irak, en vue de réprimer les Kurdes. Cette entrée serait une "répétition générale" de la Turquie afin de tester les réactions mondiales si elle tentait de récupérer Mossoul qu'elle n'a jamais réellement cessé de revendiquer.

Depuis le déclenchement, par le gouvernement iranien, de la guerre contre les Kurdes d'Iran, l'U.P.K., dont certains militants étaient établis semi-clandestinement en Iran (pour des raisons pratiques: soins aux blessés, aide aux réfugiés) n'a plus aucun contact avec Téhéran. Le soutien actuellement sans équivoque, accordé par l'U.P.K. au secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), ennemie n°1 du P.D.K.-Irak, n'est pas fait pour améliorer les relations U.P.K. - P.D.K.-Irak.

(1) Cette argumentation est également celle que donnent les milieux officiels irakiens lorsqu'ils demandent le concensus de la population pour résister au danger de l'importation du régime islamique.

Le fossé ne cesse de se creuser entre les deux partis et si de son côté, l'U.P.K. croit que certains membres du P.D.K.-Irak la rejoindront pour faire la paix avec Bagdad, le P.D.K.-Irak nie catégoriquement l'éventualité d'un tel ralliement.

2.4. Implantation et Représentation à l'étranger

La Représentation générale se trouve à Londres, dirigée par Omar SHEIKHMUSS, Kurde de Syrie, engagé dans le mouvement kurde d'Irak, permanent de l'U.P.K.. Celui-ci représentait également à l'étranger le "Front Patriotique National Démocratique" (1) créé en novembre 1980 pour renverser le régime de Saddam HUSSEIN. Chaque pays d'Europe a un représentant qui, en France exceptionnellement, est aussi un permanent. L'U.P.K. est également représentée en Amérique du Nord et dans les principales villes du Proche-Orient (Damas, Beyrouth, Tripoli et jusqu'en 1980 à Téhéran).

A Paris, l'U.P.K. compte quinze adhérents et son représentant est un ancien étudiant, membre du Komala.

Il a de très bons contacts au niveau personnel avec certains fonctionnaires du Ministère des Relations Extérieures, le Parti Socialiste, le P.S.U. et certains journalistes de télévision. Ses rapports avec le Parti Communiste Français sont simplement corrects.

Des communiqués sont diffusés à la Presse, par exemple en 1982, dix communiqués ont été envoyés aux Journaux. Grâce à ces informations, à l'occasion de manifestations organisées par l'U.P.K. au Kurdistan, un article a pu paraître dans "Le Monde" en mai 1982 et dans certains journaux d'Europe.

En 1980 le représentant en France a facilité le voyage au Kurdistan d'une équipe des "Nouveaux Vendredi de FR3" qui en a ramené un excellent reportage "La Bataille des Kurdes".

(1) - Constitué de : U.P.K., P.S.K.I., P.C.I. et Baas de gauche (prosyrien) et qui est actuellement disloqué (voir p. 46).

Du fait de ses contacts personnels permanents avec de nombreux journalistes, les médias font appel à lui lorsqu'il s'agit d'expliquer un évènement.

A l'étranger, l'U.P.K. a des rapports étroits avec les mouvements socialistes européens et certains Partis Communistes.

Ainsi, grâce à ces relations, les Partis Socialistes de certains pays de l'Europe de l'Ouest ont pris position en faveur du mouvement kurde, notamment le "Parti Travailleiste" en Grande-Bretagne.

L'U.P.K. a participé en octobre 1983 à un Colloque à l'Université libre d'Amsterdam sur "la Répression culturelle et le Problème kurde".

Les Représentants de l'U.P.K. à Londres et à Paris ont assisté en octobre 1983 au Congrès du Parti Socialiste à Bourg en Bresse.

Par sa participation à de nombreuses manifestations internationales, l'U.P.K. contribue à se faire connaître à l'étranger et sert ainsi les intérêts de la cause kurde.

L'U.P.K. publie à Londres un bulletin en Anglais : " The spark" traduit en Français "L'étincelle", et, à Stockholm un périodique DENGÊ YEKÊTÎ (Voix de l'Unité) en Kurde, en arabe . (al ITTIHAD).

Les représentants traduisent les articles de journaux kurdes du Kurdistan pour leurs publications extérieures.

3. LE PARTI SOCIALISTE DU KURDISTAN D'IRAK (P.S.K.I.)

Le P.S.K.I. existe sous ce sigle depuis 1981. C'est un petit parti dont les Peshmergas participent activement à la guérilla dans le Kurdistan d'Irak.

3.1. Historique

Vers la fin de l'année 1978, Rassoul MAHMAND qui faisait partie du Mouvement Socialiste du Kurdistan, l'une des composantes de l'U.P.K., se retira de l'organisation. Le P.D.K., très partial, donne comme raison à ce retrait l'attaque du printemps 1978 (voir p. 30), ordonnée par TALABANI et à laquelle Rassoul MAHMAND se serait opposé.

Avant la défaite, Rassoul MAHMAND faisait partie des cadres du P.D.K. (au niveau de l'organisation de paysans) et avait beaucoup d'admiration pour le Docteur Mahmoud OSMAN. C'est donc tout naturellement qu'il se tourne vers le P.D.K.- Comité Préparatoire du Docteur Mahmoud, formé hors du Kurdistan en 1977, et sans activités particulières. (Le docteur Mahmoud vécut pendant un an en Iran, exerçant sa profession de médecin, et rentra au Kurdistan vers la fin de 1977).

En 1979, Mahmoud OSMAN et Rassoul MAHMAND unissent leurs forces et forment : le Parti Socialiste Unifié du Kurdistan (P.S.U.K.), sous la direction de Mahmoud OSMAN. Le P.S.U.K. s'installe dans la "Vallée des Partis" (1) et reprend la lutte armée.

En 1981, le P.S.U.K. tient son premier Congrès. Mahmoud OSMAN qui veut abandonner la lutte armée, ne se présente pas à l'élection du Bureau Politique et Rassoul MAHMAND est élu Président.

Notons la présence au Bureau Politique de Aziz AQRawi dissident du P.D.K. en 1974, et de Adel MURAD dissident de l'U.P.K..

A l'issue de ce Congrès, le P.S.U.K. devient le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak. (P.S.K.I.).

(1) - Région à l'Est du Kurdistan d'Irak, limitrophes du Kurdistan d'Iran (région de Sardasht), où se sont installés tous les mouvements kurdes d'Irak de guérilla (à l'exclusion du P.D.K.).

Le Docteur Mahmoud qui a, officiellement abandonné toute activité politique, vit actuellement à Damas.

Cependant il soutient toujours le P.S.K.I. et fut même son délégué à Tripoli au Congrès Populaire Arabe du 3 février 1983 où fut signée une déclaration commune de presque toute l'opposition irakienne appelée "Déclaration de Tripoli". (Annexe VI)

3.2. Programme et idéologie

Le P.S.K.I. n'a ni programme, ni idéologie spécifiques. On peut simplement dire qu'il n'est pas marxiste-léniniste ; Mahmoud OSMAN a même été accusé d'avoir fait virer à droite le P.D.K.-Irak dans les années soixante, alors qu'il en était l'un des cadres.

Le P.S.K.I. milite, comme le P.D.K.- Irak, pour l'autonomie du Kurdistan et la démocratie pour l'Irak.

Il est l'un des signataires du deuxième Front constitué à l'initiative du Parti Communiste Irakien (P.C.I.) le 28 novembre 1980 : "le Front National Démocratique Irakien" (F.N.D.I.)

Etant membre de ce front, le P.S.K.I. adopte la plate-forme commune qui constitue un programme minimum (voir Annexe I, les composantes et le programme de ce Front).

3.3. Rapports avec les autres partis kurdes

Nous venons de voir dans la section précédente que le P.S.K.I. est allié dans un "Front" depuis 1980 avec tous les partis présents au Kurdistan, à l'exclusion de l'U.P.K..

Cela ne veut pas dire, qu'il n'y eut pas de heurts avec le P.C.I. et le P.D.K.-Irak.

Nous avons même pu constater, lorsque le P.S.K.I. détenait des techniciens étrangers, que des rivalités tenaces opposaient les composantes de ce front. N'oublions pas que Mahmoud OSMAN a fondé son P.D.K.-Comité Préparatoire, en opposition au P.D.K.-Irak.

Depuis décembre 1982, date de la recrudescence des conflits armés opposant le F.N.D.I. aux forces de l'U.P.K., il semble que le P.S.K.I. soit plus proche des composantes du front.

Les Communiqués communs sont plus nombreux et les soutiens mutuels plus affirmés.

En revanche, les rapports du P.S.K.I. et des Partis du Kurdistan d'Iran ne sont pas très cordiaux. L'un d'entre eux a même envoyé un message de félicitations à l'U.P.K. pour avoir attaqué les bases du P.S.K.I. en mai 1983. (voir Annexe V)

Une certaine rancœur du P.S.K.I. à l'égard du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.) est aussi nettement perceptible.

Le P.S.K.I. reproche au P.D.K.I. sa collaboration avec l'Irak.

Il lui reproche aussi d'avoir bénéficié exclusivement de la publicité faite autour de la libération des otages du P.S.K.I.. En effet et ceci est dû à la maladresse d'un journaliste français, le P.S.K.I. a été présenté au public d'une façon peu flatteuse alors que le P.D.K.I. était glorifié... Il est vrai que les derniers otages ont été libérés grâce à l'intervention du P.D.K.I..

Le P.S.K.I. associé au P.D.K.-Irak participe aux côtés de ce dernier aux combats livrés aux forces du P.D.K.I..

3.4. Implantation et Représentation à l'étranger

Le P.S.K.I. a un bureau à Damas, financé comme toute l'opposition irakienne par la Syrie et la Lybie (et peut-être aussi par l'Iran, du moins depuis fin 1982).

Adel MURAD, dissident de l'U.P.K. et membre du Bureau Politique depuis 1981 dirige le Bureau de Damas.

Quelques sympathisants du P.S.K.I. sont disséminés à l'étranger mais en tant qu'étudiants ou travailleurs.

Parmi eux, l'un qui réside à Bonn, parlerait plus spécialement au nom du P.S.K.I. Il a participé (en tant que représentant) à une émission d'une heure sur les Kurdes, à la télévision britannique en janvier 1982.

En réalité, le P.S.K.I. ne cherche pas avoir une audience en Europe. Il est plutôt tourné vers le Proche-orient en particulier vers la Syrie. Il semble d'ailleurs qu'il ait des problèmes de communication plus importants que les autres partis kurdes d'Irak ou d'Iran. (Ceci était au moins vrai jusqu'en 1982 où il était moins proche des forces du F.N.D.I.).

Ainsi, lorsque le P.S.K.I. a enlevé des techniciens étrangers (1981-1982), la Direction au Kurdistan et le Bureau de Damas ont été incapables de coordonner leurs actions et leurs revendications (1).

Le P.S.K.I. semble avoir des moyens financiers très limités : les otages ont pu comparer leurs installations dans le Kurdistan et celles des autres partis.

Cela explique sans doute le manque de représentation en Europe et en Amérique. Cela explique aussi pourquoi le P.S.K.I. n'a pas su tirer avantage de sa "prise d'otages". On a beaucoup parlé des otages à la Télévision, à la Radio et dans les Journaux, mais pratiquement pas du parti qui les détenait (faute d'un véritable porte-parole) et encore moins du problème kurde.

Le P.S.K.I. publie à Damas une revue en Kurde (Sorani) : REGAY AZADI et en Arabe : TARIQ AL HURRIYEH, ce qui signifie dans les deux langues : le Chemin de la Liberté.

(1) - Pendant que l'un traitait avec le P.D.K.I. qui avait proposé ses bons offices pour l'évacuation des otages, l'autre traitait en Europe avec diverses personnes (gouvernement-sociétés) ; pendant que l'un demandait une aide humanitaire et politique, l'autre demandait en plus une somme d'argent considérable. Finalement le Bureau de Damas n'a pu jouer aucun rôle.

4. LE PARTI POPULAIRE DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN (P.P.D.K.)

4.1. Historique

Le P.P.D.K. est un petit parti créé en 1981 par Mohamed Mahmoud Abdoul Rahman connu sous le nom de SAMI.

SAMI est un ingénieur de formation anglaise, né à Sindjar (1), ancien membre du Parti Communiste irakien (exclu dans les années sixante), membre du Bureau Politique du P.D.K. - Irak jusqu'à la défaite de 1975 et membre important de la Direction Provisoire du P.D.K. - Irak de 1976 à 1979.

En 1979, SAMI participa aux travaux du premier Congrès du P.D.K. - Irak qui eut lieu après l'accord d'Alger du 6 mars 1975 mais ne fut pas candidat aux élections du Bureau Politique. Il voulait rester "simple soldat du P.D.K." et travailler parmi la base.

En réalité SAMI avait déjà l'intention de créer son parti et commençait à réunir les fonds nécessaires.

Il fut arrêté à Téhéran en 1980 en raison, selon les uns, des contacts qu'il aurait pris avec le KOMALA d'Iran (voir p. 34) et selon les autres, sur dénonciation de ses anciens amis.

Quoi qu'il en soit, il fut libéré grâce à l'intervention du P.D.K. - Irak qui paya la caution requise...

Officiellement SAMI rompit avec les fils BARZANI, en raison entre autres, de leur attitude vis à vis du P.D.K. d'Iran et de leur prise de position en faveur du régime islamique de KHOMEYNI

Le Ier Congrès du P.P.D.K. fut tenu à Vienne en août 1981.

Ce parti n'a pas de peshmergas (maquisards) au Kurdistan. Il est en train de s'organiser en Europe (Est et Ouest), en particulier en Suède où se trouverait le porte-parole de SAMI, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis.

(1) - ville et région au N.O. de l'Irak peuplées en majorité de Yazidis improprement appelés "adorateurs du diable" et adeptes d'une secte ésotérique kurde d'inspiration musulmane et zoroastrienne.

SAMI quant à lui, vivrait à Damas, effectuant de fréquents séjours en Europe.

4.2. Idéologie et Programme

Le Programme du P.P.D.K. est publié en langue arabe, mais a été en partie traduit par les sympathisants et publié dans la revue en langue anglaise du parti : NEW FESHMERGA.

Les buts que le P.P.D.K. veut atteindre d'abord par la lutte politique, mais sans exclure la lutte armée sont :

- le droit à l'autodétermination de la nation kurde ;
- la reconnaissance des droits démocratiques et humains du peuple kurde et du peuple d'Irak ;
- l'aide à la lutte du peuple kurde dans toutes les parties du Kurdistan ;
- le renversement du régime de Saddam HUSSEIN, président de la République Irakienne ;
- l'établissement d'un front national au Kurdistan d'Irak et en Irak.

Le P.P.D.K. qui se veut un parti progressiste comme tous les partis kurdes et, qui ne cache pas ses sympathies pour la Libye du Colonel KHADAFI qui le finance en partie, associe la lutte pour le progrès social, la justice et l'égalité, à la lutte de libération nationale.

Pour le P.P.D.K., comme pour tous les partis kurdes (nous le verrons en particulier pour le P.D.K.I., mais cela est vrai pour le P.D.K. - Irak et à un degré moindre pour l'U.P.K.), cela passe par le renversement du régime en place.

Ainsi les Kurdes d'Irak oeuvrent pour renverser Saddam HUSSEIN en s'appuyant sur ses ennemis (Syrie - Iran) alors que les Kurdes d'Iran luttent pour renverser KHOMEYNI, "obstacle à la démocratie" en s'appuyant sur son adversaire Saddam HUSSEIN.

En anticipant sur la conclusion, nous pouvons dire que cette situation paradoxale, qui conduit à s'appuyer sur un régime dit "fasciste" ou "réactionnaire" pour obtenir la démocratie chez soi, est un des facteurs les plus déterminants de ce que nous n'hésitons pas à appeler l'échec de la crédibilité au niveau international, de la cause kurde.

4.3. Implantation et représentation à l'étranger

Les adhérents dont le nombre est tenu secret, officiellement pour des raisons de sécurité, sont dispersés en Europe, aux Etats-Unis et au Moyen-Orient.

Il semble que ce soit dans cette dernière région plus précisément à Damas et à Tripoli qu'ils soient le plus nombreux, ainsi qu'en Suède.

En France leur nombre est très peu élevé, de l'ordre de 2 à 5 dans quelques villes. Au niveau européen, les militants sont en train d'essayer de mettre sur pied "l'Organisation des Etudiants et des Jeunes du Kurdistan". Ce serait déjà fait en Belgique par cinq étudiants.

Le P.P.D.K. semble avoir des moyens financiers non négligeables et pourrait prochainement jouer un rôle intéressant au niveau des relations publiques internationales. En effet, au moyen de deux journaux (1 mensuel en Kurde : PÊSENG, 1 mensuel en arabe : AL SHA'B et d'une revue annuelle en anglais NEW PESHMERGA (le nouveau maquisard) (1), le P.P.D.K. cherche à se faire connaître (et par là, recruter des adhérents) dans la diaspora kurde, mais aussi dans les milieux étrangers intéressés au problème kurde.

Ainsi le P.P.D.K. est très actif dans le milieu de la gauche arabe et de la gauche turque et kurde de Turquie. En revanche, il semble coupé des mouvements kurdes d'Irak.

(1) - PESHMERGA (maquisard) est la revue en langue anglaise du P.D.K. - Irak.

SAMI qui a quitté le P.D.K. des fils BARZANI entend garder le titre de la revue (comme il a gardé en partie le nom du parti) en lui adjoignant l'adjectif "nouveau".

Il est l'un des 19 signataires du communiqué d'union signé le 6 février 1983 à Tripoli qui devait être le prélude à la création d'un Front Patriotique Irakien le 25 février 1983 (voir Annexe W1)

Ce front, s'il existe virtuellement, ne représente pas grand chose, car le P.C.I. n'a pas participé à la réunion du 25 février 1983, et surtout depuis mai 1983 les divergences qui opposent l'U.P.K. et les autres partis du Kurdistan d'Irak se concrétisent par des conflits armés.

Par son appartenance à ce Front, par son soutien aux autres partis kurdes d'Iran (P.D.K.I.) et de Turquie (P.K.K. - K.U.K.), le parti de SAMI entend poser des jalons en vue de son retour au Kurdistan, et peut-être s'offrir comme rassembleur du peuple kurde d'Irak, actuellement déchiré par des luttes d'influence.

Mais c'est un parti encore jeune qui n'a aucune assise nationale et internationale et qui ne s'est manifesté jusqu'à présent ni auprès des partis politiques européens, (sauf peut-être en Suède), ni auprès des syndicats, ni auprès des Organisations internationales.

5. LE PASOK OU PARTI SOCIALISTE KURDE (P.S.K.)

Le PASOK est un petit parti nationaliste qui compte environ soixante-dix membres.

Nous pouvons déjà, par son appellation, constater qu'il diffère des autres partis kurdes. Il n'est pas un parti "du Kurdistan", mais un parti "kurde". Cela signifie que seul un Kurde peut adhérer à ce parti.

5.1. Historique

Le PASOK a pour ancêtre un parti créé dans les années quarante: KAJYK (Komele-y Azadî Jiyanawa-y Yekîti Kurd ou Association pour la liberté, la reconnaissance et l'unité kurdes).

Le fondateur de KAJYK : Jamal NEBEZ, professeur de mathématiques à Sulaymani était influencé par les idées "national-socialiste" de l'Allemagne.

Ce fut toujours un parti marginal au Kurdistan qui ne réussit jamais à inquiéter le P.D.K.-Irak, quant à son audience.

Après la défaite de 1975, attribuée par de nombreux Kurdes au glissement à droite du P.D.K., KAJYK devint le PASOK ou Parti Socialiste Kurde (P.S.K.). Son fondateur voulait, par l'introduction du mot "socialiste" donner à son parti une image "progressiste". Actuellement, Jamal NEBEZ est toujours l'idéologue du mouvement à partir de Berlin où il réside.

5.2. Idéologie et Programme

Le PASOK aurait une idéologie ultra-nationaliste (1), mais utilise le même langage "progressiste" que le P.D.K. ou l'U.P.K.. C'est le seul parti kurde d'Irak qui demande sans détour, la création d'un Etat kurde, englobant les quatre parties du Kurdistan et excluant les autres peuples de la région.

(1) - C'est l'opinion des milieux kurdes en général, aucun document de ce parti ne nous étant parvenu.

Cependant, il est l'un des signataires du Front National Démocratique Irakien (F.N.D.I.) et oeuvre donc dans l'immédiat pour la réalisation des objectifs du Front.

5.3. Rapports avec les autres Partis kurdes

Ce sont les mêmes que ceux du P.S.K.I. toutes proportions gardées. Rappelons que le PASOK ne rassemble pas plus de 70 personnes. Signalons toutefois le fait que le PASOK ne figure pas parmi les dix-neuf signataires de la Déclaration de Tripoli (voir Annexe VI).

5.4. Implantation et représentation à l'étranger

Les peshmergas du PASOK seraient actuellement installés en Iran (où, aux côtés du P.D.K.-Irak, ils combattraient le P.D.K.I.).

Il n'est réellement représenté qu'au Proche-orient, à Damas, où il est malgré tout assez discret.

Son fondateur Jamal NEBEZ vit actuellement en Allemagne où il est accusé d'avoir des contacts avec le mouvement néo-nazi (surtout par l'U.P.K.).

Il semble que l'implantation à l'étranger du PASOK s'arrête là. Ce parti est tellement marginal que la plupart des Kurdes non politisés qui connaissent l'existence des autres Partis, n'ont jamais entendu parler de lui .

6. L'UNION DES DEMOCRATES DU KURDISTAN (U.D.K.)

Signalons très brièvement l'existence à l'étranger, de ce petit parti sans peshmergas au Kurdistan.

L'U.D.K. a été créé le 9 juin 1977, par un petit groupe d'anciens combattants kurdes dans un but de réconciliation nationale, à l'échelle irakienne. Ce besoin de réconciliation se faisait sentir pour le peuple kurde qui venait de tout perdre et qui ne comprenait pas le "Combat des Chefs"(1)

Le siège de l'U.D.K. se trouve à Damas où réside son secrétaire : Ali SINJARI. Ali SINJARI est un ancien membre du Comité Central du P.D.K.-Irak, l'un de ceux qui, après l'accord d'Alger voulaient continuer la lutte armée.

Au cours de l'été 1983, l'U.D.K. a pris l'initiative de préparer un Congrès national kurde où tous les partis du Kurdistan (Irak, Iran, Turquie, Syrie) ont été invités.

Certains ont déjà répondu affirmativement comme l'U.P.K., le P.D.K.I., le P.P.D.K., à condition cependant, pour les deux premiers que le P.D.K.-Irak soit en dehors !

Le F.N.D.I. (Front National Démocratique Irakien) n'a pas encore répondu(2).

Un "Comité Préparatoire" du Congrès a été constitué dont font partie certaines personnalités politiques kurdes (par exemple, SAMI)

(1) - Expression que nous empruntons à I.C. VANLY.

(2) - Nous croyons savoir qu'il n'est pas question qu'il y réponde.

7. LE PARTI COMMUNISTE IRAKIEN (P.C.I.)

Le Parti Communiste Irakien n'est pas un parti kurde, mais multinational. Nous le faisons figurer très brièvement dans ce chapitre, car il a des relations privilégiées avec le mouvement kurde. Ses maquisards, kurdes et arabes sont en effet présents au Kurdistan. Il est aussi l'instigateur de la constitution de "Fronts", montrant ainsi sa volonté de faire sortir de l'impasse où il se trouve, le mouvement kurde d'Irak.

Créé en 1934, le Parti Communiste Irakien, eut dès cette époque, des rapports privilégiés avec les Kurdes.

Le journal du Parti titre "À la une" dans un de ses numéros, en 1935 : "Indépendance du Kurdistan".

En 1944, la "Section du Kurdistan" du P.C.I. publie un journal en langue kurde : AZADI (Liberté).

Cependant ce n'est qu'au cours de sa 11^{ème} Conférence tenue en septembre 1956, que le P.C.I. prend une position vraiment nette sur le problème kurde : "Le peuple kurde en Irak fait partie intégrante de la nation kurde qui, à l'heure actuelle se trouve écartelée entre la Turquie, l'Iran et l'Irak. La nation kurde ne forme qu'une seule nation. Elle possède en effet tous les caractères qui constituent une nation. Elle est formée par un groupement humain historiquement établi sur une terre commune, en dépit du partage impérialiste. Elle a une langue commune et les assises nécessaires susceptibles de lui permettre de se doter d'une économie nationale". Ce qui ne l'empêche pas de prôner "la lutte commune avec les masses populaires arabes contre l'impérialisme... en vue de libérer les masses populaires irakiennes, arabes et kurdes".

En 1958, à la naissance de la République Irakienne, à la suite du coup d'état du général KASSEM, le P.C.I. (qui n'est pas légalisé) est associé au pouvoir. Il n'y restera pas longtemps: dès juillet 1959 il sera pourchassé (quelques mois avant que ne le soit le P.D.K.) puis en 1960 interdit.

Après le renversement du général KASSEM par les "Nassériens" associés au "parti BAAS" (fraction extrémiste), les Communistes sont pourchassés, arrêtés ou exécutés.

Dans la clandestinité, le P.C.I. se divise le 15 septembre 1967 en deux fractions : appelées "Comité Central" (prosoviétique) et "Commandement Central" (prochinois). Ce dernier organisera des maquis dans la zone des marais, au sud de l'Irak. (1)

Après la prise du pouvoir par le BAAS en juillet 1968, le gouvernement accentue la lutte contre le "Commandement Central" tout en ouvrant des négociations d'une part avec le P.C.I.-"Comité Central", d'autre part avec le P.D.K..

Ces négociations aboutirent à l'accord du 11 mars 1970.

La signature d'un traité d'amitié et de coopération entre l'Irak et l'Union Soviétique en avril 1972 préside à la réconciliation entre communistes et baassistes. Le P.C.I. adhère au "Pacte d'action nationale" de 1973 alors que le P.D.K.-Irak sollicite refuse d'y adhérer. Le Pacte conduira à la constitution du Front National Progressiste (F.N.P.) qui sera censé gouverner le pays jusqu'en 1979. Le P.C.I. est associé au Pouvoir par la présence au gouvernement de deux de ses membres. Mais son rôle est très secondaire, car le pouvoir de décision appartient au Conseil du Commandement de la Révolution (C.C.R.) aux mains du seul parti BAAS.

Lors de la mise en place de la loi d'autonomie du 11 mars 1974, certains membres du P.D.K. jugèrent opportun d'accepter le statut. En opposition à BARZANI, ils constituèrent un P.D.K. pro-gouvernemental, qualifié de "Baassiste" par le P.D.K.-Irak (voir page 16). Ce P.D.K.-baassiste (ou pro-gouvernemental) sera membre du Front National Progressiste (F.N.P.) au même titre que le P.C.I.

En 1974-1975, le P.C.I. est donc associé au gouvernement de Bagdad en guerre contre les Kurdes dirigés par le P.D.K.-Irak de Mustafa BARZANI.

Mais les relations du P.C.I. et du BAAS se détériorent. En 1975, vingt-communistes sont arrêtés, accusés d'avoir tenté d'organiser des cellules secrètes dans l'armée. Ils seront exécutés en 1978.

(1) - Le Secrétaire Général du Commandement Central Aziz el Hadj HAIDARI (Kurde Fayli) fut arrêté et torturé. Il se rallia par la suite au gouvernement de Bagdad et représente actuellement l'Irak auprès de l'U.N.E.S.C.O. à Paris.

En avril 1979, le P.C.I. se retire du Front National Progressiste et en mai, les deux ministres communistes qui n'avaient plus aucune responsabilité sont officiellement démis.

Depuis 1979, le P.C.I. a repris le chemin de la clandestinité, organisant des maquis dans le Kurdistan, plus ou moins associé dans un premier temps à tous les partis kurdes. Cette association n'exclut pas des affrontements armés de temps à autre avec l'une ou l'autre des organisations.

Ainsi, le 12 novembre 1980, des négociations entre :

- l'U.P.K. ;
 - le BAAS pro-syrien (parti irakien) ;
 - le P.S.K.I.
 - le P.C.I.
- aboutirent à la constitution du "Front Patriotique National Démocratique" (voir Annexe IV).

Pour le P.C.I., ce "Front" n'était qu'un premier pas vers l'unité : il espérait bien l'élargir à toute l'opposition kurde.

L'accord ne fut pas possible, l'U.P.K., refusant l'entrée du P.D.K.-Irak.

Aussi, le 28 novembre, à l'initiative du P.C.I. un deuxième Front se constituait avec :

- le P.C.I. ;
 - le P.S.K.I. ;
 - le P.D.K.-Irak ;
 - le PASOK
- (voir annexe I)

Depuis, le P.C.I. a quitté le premier Front, tout en manifestant sa volonté de dialoguer avec ses différentes composantes.

Il semble que, tout au moins avec l'U.P.K. ce dialogue soit le dialogue des armes, sans que nous puissions en imputer à l'un ou l'autre des partis la responsabilité. D'ailleurs le P.C.I. accuse le BAAS pro-syrien, la

Syrie (bailleur de fonds de l'U.P.K.), le P.D.K.I. (à cause de l'appui irakien) d'être à l'origine des affrontements U.P.K. - P.C.I. et de l'éclatement du premier Front.

En novembre 1982, à l'intérieur de l'Irak, le P.C.I. et l'U.P.K. signèrent un accord pour la constitution d'un "Comité de coordination"

Dans le même temps, à l'extérieur, la Libye invita toute l'opposition irakienne, y compris les dissidents du P.C.I.

La réunion de Tripoli aboutit à la signature d'un accord de coopération entre dix-neuf organisations, pas toutes représentatives d'une force réelle (voir Annexe VI). Toutes les organisations kurdes dont nous avons parlé (sauf le PASOK) figurent parmi les dix-neuf signataires.

La "Déclaration de Tripoli" devait être le prélude à la création d'un Front élargi, la réunion étant prévue pour le 25 février.

Le P.C.I., considérant que les conditions n'étaient pas réunies (1) pour la création de ce Front élargi n'envoya aucun délégué et le projet resta sans conclusion...

Le P.C.I. est actuellement totalement engagé dans le deuxième Front : F.N.D.I. et de ce fait est accusé, sans conviction, il est vrai, de participer avec le P.D.K. à la lutte contre les Kurdes d'Iran. Pourtant, bien qu'étant solidaire du F.N.D.I., le P.C.I. a des positions très nuancées et n'approuve pas inconditionnellement les prises de position de ses alliés.

Il soutient le régime islamique "anti-impérialiste" et "révolutionnaire" pour des raisons tactiques sans doute, et il ressort de ses dernières déclarations que son langage n'a pas changé, même depuis l'arrestation des membres du TOUDEH en Iran.

Depuis l'accord de cessez-le-feu du 10 décembre 1983 (U.P.K.-Bagdad), des rumeurs provenant de Damas font état de désaccords au sein du P.C.I. Karim AHMED, n° 2 du Parti Communiste Irakien, soutenu par une fraction importante du Parti aurait donné l'ordre à plusieurs unités de Peshmergas de soutenir l'initiative de l'U.P.K. Environ 800 Peshmergas communistes auraient quitté le Badinan, abandonnant la lutte armée pour se retirer au Sud Yémen ou en Algérie.

(1) - La condition essentielle étant que les différents partis cessent tout affrontement politique et armé.

Le P.D.K.-Irak dément catégoriquement ces informations, s'appuyant pour cela sur une publication du Bureau Politique du P.C.I. en langue arabe datée du 6 janvier 1984 qui condamne les négociations. Interrogé, le Parti Communiste Français ne croit pas au consensus P.C.I.-Bagdad - U.P.K. Des désaccords sont sûrement survenus au sein du P.C.I. entre partisans et non partisans du cessez-le-feu, mais il semble peu probable que la majorité se soit ralliée à Bagdad.

Les militants réfugiés à l'étranger ont une activité politique en harmonie avec les Partis Communistes de chaque pays.

Avec les autres mouvements kurdes, ils ont les mêmes relations que dans le Kurdistan c'est à dire avec tous les mouvements, mais ont une préférence pour le P.D.K.-Irak, les P.D.K. de Turquie et de Syrie, K.U.K. et le P.K.K. (partis kurdes de Turquie).

Leurs activités publiques se limitent à des Conférences de Presse exceptionnelles, à leur participation à la fête de l'Humanité et à leur fête annuelle, sur invitation seulement.

Le P.C.I. est bien implanté à Damas et au Sud Yémen. En France, il y a plusieurs dizaines de sympathisants.

Sans être très riche, le P.C.I. a des moyens financiers suffisants. Ses installations dans le Kurdistan, bien que très sommaires, sont correctes.

Le P.C.I. a fait beaucoup parlé de lui en 1981 lorsqu'il a revendiqué l'enlèvement de techniciens étrangers. Un de ses représentants de passage en France est même passé à la Télévision et plusieurs journaux lui ont consacré quelques articles.

CHAPITRE II

LES PARTIS KURDES D'IRAN

Chapitre II

Les partis kurdes d'Iran

1. LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN (P.D.K.I.)

Le P.D.K.I. est actuellement le principal parti kurde en Iran. D'après les résultats des élections parlementaires de mars 1980, le P.D.K.I. bénéficierait de l'adhésion de 80 % de la population kurde.

Il est aujourd'hui en lutte armée contre la République Islamique en collaboration avec :

- les organisations révolutionnaires qui se battent dans le Kurdistan : le Komala et les Fida'īn Xalq (minoritaires) (Fedayines du peuple) ;
- les organisations iraniennes qui se sont regroupées dans le Conseil National de la Résistance (C.N.R. présidé par Massoud RADJAVI, chef des Mujāhidīn Xalq (Moudjahidines) (2) qui vit en France et qui a des maquisards dans le Kurdistan.

1.1. Historique

Le P.D.K.I. a été créé en août 1945, quelques mois avant la proclamation de la République kurde de Mahabad.

Il a son origine dans une organisation politique aux objectifs strictement nationalistes : le "Komele-y jiyānī Kurdistan" (Comité pour la vie du Kurdistan), fondé à Mahabad en septembre 1942. (3)

Le Komala est la première organisation politique kurde en Iran. A l'origine, il est totalement clandestin. Une quinzaine de personnes issues des classes moyennes de Mahabad en font partie (instituteur, fonctionnaire, commerçant, etc...). Par la suite, ce mouvement étendra son assise géographique et sociale. Cependant, si toutes les couches de la société pouvaient adhérer au mouvement, seuls y étaient admis les Kurdes dont le père ou la mère étaient kurdes ou dont le père était kurde et la mère assyrienne (4).

(1) - Mot arabe au pluriel : "combattants du peuple", implique l'idée de "sacrifice" pris dans un sens patriotique (et non religieux) ; exprime la même idée que le mot kurde "peshmarga"

(2) - Mot arabe au pluriel : sont "Mujāhidīn", ceux qui vont combattre (se faire tuer) au nom de l'Islam .

(3) - Ne pas confondre, ce Komala "historique" avec le Komala d'Irak et le Komala d'Iran fondé en 1969.

(4) - Les Assyriens sont des Chrétiens de l'église nestorienne .

QAZI Mohammed, notable et chef religieux de Mahabad, adhéra au Komala au mois d'octobre 1944 soit deux ans après sa création. Sa très forte personnalité et sa popularité en firent très vite le véritable chef.

Mais le Komala organisation nationaliste, n'avait pas élaboré de réel programme politique et ne possédait aucune infrastructure. Le besoin de développer une organisation capable de diriger les aspirations du peuple kurde se faisait sentir. Aussi, en avril 1945, le Komala sort de la clandestinité et en août 1945, le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.) est créé, dont faisaient partie tous les membres du Komala (1).

Dès sa fondation, le P.D.K.I. jeta les bases de ce qui sera une partie de son futur slogan : "Le Peuple kurde en Iran doit lui-même gérer ses affaires locales et jouir du droit à l'autonomie à l'intérieur des frontières de l'Iran".

Outre l'autonomie et ses conséquences (emploi du kurde comme langue officielle, recrutement de fonctionnaires kurdes...), le P.D.K.I. inscrivait à son programme une timide amélioration des conditions de vie du peuple kurde (hygiène, éducation) et l'élaboration d'une loi foncière régissant les rapports paysans-proprétaires.

Le 15 décembre 1945, bien que n'estimant pas les conditions historiques réunies⁽¹⁾, mais contraint et forcé par la situation en Azerbaïdjan, Qazi MOHAMED déclare le Kurdistan indépendant. Le 22 janvier 1946, la première république autonome kurde est proclamée (3) et QAZI Mohamed élu président. Mustafa BARZANI qui s'était mis avec ses troupes au service de la nouvelle république fut l'un de ses cinq maréchaux.

Ainsi, "c'est sous la conduite du P.D.K.I. que la nation kurde a été capable, pour la première fois dans son histoire contemporaine, d'établir un gouvernement national sur une partie du territoire du Kurdistan". (4)

-
- (1) - Notons que les historiens ne s'accordent pas sur les dates à quelques mois près : de l'adhésion du QAZI Mohammed au Komala de la sortie du Komala de la clandestinité, de la fondation du P.D.K.I..
- (2) - Occupation de l'Iran par les Alliés (Anglais et Soviétiques) depuis août 1941.
 - pouvoir déjà pratiquement aux mains des collectivités locales dans la région non occupée de Mahabad ;
 - proclamation de la République de l'Azerbaïdjan par le Parti Démocrate de l'Azerbaïdjan.
- (3) - La république comprenait les villes de Mahabad (qui donna son nom à la république), Bokeran, Nagadeh et Ouchnouieh.
- (4) - in "Programme du P.D.K.I."

Cette République dura moins d'un an : après le retrait d'Iran des troupes étrangères, le gouvernement de Téhéran l'écrasa, (1). QAZI MOHAMED fut pendu sur la place publique de Mahabad le 31 mars 1947.

Si le P.D.K.I. est démantelé, après l'effondrement de la République de Mahabad, il n'est pas anéanti. Le mouvement kurde se reconstitue peu à peu, surtout dans les années 50 sous le régime du Docteur MOSSADEGH. Le P.D.K.I. est alors dirigé par des personnalités très à gauche du mouvement kurde : Ghani BOULOURIAN (2) et Aziz YOUSSEFI.

Après la chute du gouvernement MOSSADEGH (que le P.D.K.I. appuyait), les mouvements d'opposition sont de nouveau durement réprimés au Kurdistan. Le P.D.K.I. n'a plus d'organisation centrale. Des "comités" se créent dans les villes et en 1955 après la fusion du "comité" de Mahabad et de celui de Sanandadj, une nouvelle organisation du P.D.K.I. réunit sa première conférence.

De 1955 à 1958, le P.D.K.I., dirigé par une équipe progressiste, (animée par Ghani BOULOURIAN) évolue en harmonie avec les partis de gauche du Kurdistan d'Irak : P.D.K.-Irak et Parti Communiste (P.C.I.).

A partir de 1958, après l'arrestation de la plupart des dirigeants les plus progressistes (notamment Ghani BOULOURIAN et Aziz YOUSSEFI) le P.D.K.I., comme le P.D.K.-Irak, "vire à droite". Lorsqu'il réunit son deuxième Congrès en 1964 "sous l'égide de BARZANI" (3), certains délégués se voient refuser le droit de participer aux travaux...

Pendant la révolution de 1961 des Kurdes d'Irak, le P.D.K.I. constitua un réseau de soutien au P.D.K.-Irak dont le responsable était Abdalla ISSHAKI, secrétaire général du P.D.K.I., ami personnel de BARZANI. Malgré ce soutien des Kurdes d'Irak, BARZANI, accepte l'aide du Chah pour continuer sa lutte, alors que cette aide était proposée pour,

(1) - Voir à ce sujet A.R. GHASSEMILOU Bibl. 7. "Le gouvernement de Téhéran soutenu par les puissances anglo-saxonnes et plus particulièrement par les Américains était décidé à réprimer les mouvements progressistes d'Azerbaïdjan et du Kurdistan. Il faut ajouter que le régime de Téhéran en neutralisant la politique soviétique en Iran a atteint son but assez aisément". De même Archie ROOSEVELT Junior, Bibl. 7 "La cause principale et directe de l'effondrement de la République fut l'absence d'un réel soutien soviétique.

(2) - Arrêté en 1958 pour ses activités séparatistes, G. BOULOURIAN passera plus de 20 ans dans les prisons du Chah. Libéré après la révolution islamique, il sera l'un de "la bande des Sept" à quitter le P.D.K.I. après le IVe Congrès (voir p.53 et 54).

(3) - GHASSEMILOU, Abdoul Rahman, Le Kurdistan d'Iran. Bibliographie 7

bien sûr, affaiblir l'Irak, mais aussi pour que BARZANI serve de "gendarme" dans le Kurdistan d'Iran.

Cette politique d'alliance "contre nature" (1) fait naître une opposition parmi les Kurdes d'Iran. Un "comité révolutionnaire" est créé en dehors du P.D.K.I., dont faisait partie, notamment Abdoul Rahman GHASSEMLOU, actuel secrétaire du P.D.K.I. (alors en Europe). BARZANI se serait opposé à ce groupe qu'il ne pouvait contrôler. Aussi lorsque le "Comité révolutionnaire" subit les assauts de l'armée iranienne, les forces de BARZANI auraient bloqué les passages vers l'Irak et cinq membres du "Comité révolutionnaire" furent tués. Un autre aurait été arrêté, exécuté, puis livré à l'Iran par les forces de BARZANI (1968). Cette version des faits est celle que donne le P.D.K.I. et A.R. GHASSEMLOU (Bibl. 7), reprise par Chris KUTSCHERA (Bibl. 8)

La version P.D.K.-Irak est tout autre. Le groupe du "Comité Révolutionnaire" venant de Bagdad et transportant des armes aurait attaqué les Peshmergas du P.D.K.-Irak. Ces derniers ne sachant qui était ce groupe qui se dirigeait vers l'Iran lui aurait donné l'ordre de s'arrêter. Le groupe aurait refusé et tiré sur les Peshmergas du P.D.K.-Irak qui auraient riposté. Il y aurait eu des blessés des deux côtés.

L'accusation selon laquelle BARZANI aurait fait arrêter et exécuter Soulaïman MOUINI pour le livrer au Chah est réfutée catégoriquement par le P.D.K.-Irak. Soulaïman MOUINI aurait été blessé au cours de l'accrochage et récupéré par l'armée iranienne.

Au cours de la troisième Conférence du Parti (juin 1971) une nouvelle direction est élue et l'un des "interdits" de 1964 est élu secrétaire général : Abdoul Rahman GHASSEMLOU.(2)

Sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général, le P.D.K.I. prend un nouvel essor et dès 1973, le mot d'ordre stratégique qui résumera désormais les objectifs du P.D.K.I., sera adopté : "l'autonomie du Kurdistan iranien, dans le cadre d'un Iran démocratique".

Mais, alors que l'Iran est en ébullition depuis le début de 1978, les premières émeutes au Kurdistan n'ont lieu qu'en octobre. Dès lors, les Kurdes participeront totalement à la révolution. Ils mettent tous leurs espoirs dans le renversement de la monarchie et veulent contribuer à l'établissement d'un gouvernement démocratique : " sans le renversement du régime du Chah, il n'y aura ni autodétermination nationale pour les Kurdes, ni démocratie pour l'Iran" écrivait Abdoul Rahman GHASSEMLOU en 1978 (3).

(1) - Expression utilisée par tous les historiens du mouvement kurde.

(2) - A. R. GHASSEMLOU est un intellectuel kurde né en 1930 de mère assyrienne et de père musulman sunnite, notable de la ville d'Urmiah. Il professa à l'École Supérieure d'économie de Prague de 1960 à 1975 et de 1976 à 1978 enseigna le Kurde à l'École des langues orientales de Paris. Fin lettré, parlant plusieurs langues, il rentra au Kurdistan fin 1978.

(3) - GHASSEMLOU, A. R. Les Kurdes d'Iran (Bibl. 7)

Le vide politique créé par la chute du Chah, permet aux Kurdes et essentiellement au P.D.K.I. de contrôler l'ensemble du Kurdistan d'Iran et de mettre en place une administration autonome de fait.

Dès le 14 février 1979, les Kurdes envoient une délégation à Téhéran pour assurer de leur soutien le nouveau régime, mais aussi pour négocier l'autonomie du Kurdistan.

Très vite, les revendications des Kurdes s'opposent au gouvernement central. L'Imam KHOMEYNI s'en tient à un centralisme rigoureux et ne veut pas entendre parler d'autonomie qui serait "contraire à l'esprit de l'Islam".

Les premières tentatives de reprise en main de la situation au Kurdistan, par l'armée iranienne ont lieu au printemps 1979. En août de la même année, l'Imam KHOMEYNI proclame la guerre sainte "contre le peuple athée du Kurdistan" et le parti, sorti de la clandestinité le 3 mars 1979, est déclaré illégal.

Mais la perspective d'un règlement négocié n'est pas totalement bouchée. L'Imam KHOMEYNI déclare en novembre "tendre humblement la main aux Kurdes" et le 16 décembre, un projet sur le statut des minorités nationales en Iran est publié. Pour le P.D.K.I. cette offre de conciliation n'était qu'un prétexte pour laisser passer l'hiver. Effectivement, le 20 avril 1980, BANI SADR président de la république islamique ordonne une nouvelle offensive générale contre le peuple kurde. (1)

Le IVe Congrès du P.D.K.I. fut tenu en septembre-octobre 1979 et les grands principes de 1973 furent affirmés et développés. Quelques mois après le Congrès et après les élections parlementaires de Mars 1980, un certain nombre de responsables et de militants quittèrent le Parti ou plutôt ne reconnurent plus le P.D.K.I. dirigé par A.R. GHASSEMLOU comme le P.D.K.I.

Cette crise au sein du P.D.K.I. fut pratiquement passée sous silence par les dirigeants ou du moins minimisée à l'extrême. En revanche, elle fut montée en épingle par les autorités iraniennes et le TOUDEH. Pour expliquer cette scission, le P.D.K.I. prétend qu'avant le IVe

(1) - Signalons que le P.D.K.I. refusa de désarmer ses peshmergas et l'Imam KHOMEINY quant à lui refusa de négocier avec un parti dont les membres étaient armés.

Congrès, il a été infiltré par des sympathisants du TOUDEH qui voulaient le noyauter et l'inféoder au TOUDEH. Mais quelques mois après, se sentant minoritaires, un petit groupe de cadres et quelques membres, c'est à dire une "bande des sept jash" (1) mercenaires quittait le P.D.K.I. (2).

On remarquera que, parmi les "sept jash" figure Ghani BOULOURIAN ancien secrétaire du P.D.K.I., rescapé des prisons du Chah et représentant de la tendance gauche du Parti (3).

En réalité, Ghani BOULOURIAN reprochait à A. R. GHASSEMLOU ses relations avec Bagdad qu'il dévoila en produisant des preuves. Plus tard, à l'époque où l'Imam KHOMÉYNI "tendait la main" aux kurdes, Ghani BOULOURIAN voulait exploiter à fond cette carte de paix et refusait de soupçonner l'Imam KHOMÉYNI de faire diversion. Il prit la même position que le TOUDEH soupçonné d'en être un agent, et accepta la collaboration avec le Pouvoir central.

La dissolution du Toudeh en mai 1983 et l'arrestation de ses membres tranchent aujourd'hui ce débat.

Il n'est pas possible d'estimer l'importance des forces de Ghani BOULOURIAN (appelées depuis la scission "partisans du IVe Congrès"). Ce qui est certain, c'est que le groupe est présent dans le Kurdistan et le P.D.K.I. l'associe aux "Barzanistes, traîtres et mercenaires ennemis du peuple kurde". Le P.D.K.-Irak reconnaît les "partisans du IVe Congrès" comme le vrai P.D.K.I. et le seul représentant du mouvement kurde d'Iran, la bande de GHASSEMLOU associée aux Talabanistes, étant les "Jash de l'armée irakienne".

Depuis le début de la guerre déclenchée par le Pouvoir Central, les Peshmergas du P.D.K.I. et de ses alliés, (iraniens : KOMALA, Fedayines (minoritaires), irakiens : U.P.K.) résistent aux attaques de l'armée iranienne et des milices islamiques (pasdaran), mais le secteur contrôlé par les Kurdes se rétrécit de plus en plus.

- (1) - jash : mot kurde, littéralement ânon, désignant les traîtres (et mercenaires)
- (2) - Lorsque le Toudeh fut dissous en mai 1983, le Bureau Politique du P.D.K.I. inscrivait à son passif le fait qu'il avait : "tenter en vain de provoquer une scission au sein de notre parti, proférer des accusations imaginaires à l'encontre de nos dirigeants, inciter les membres et les sympathisants du toudeh à espionner les combattants du P.D.K.I....."
- (3) - A. R. GHASSEMLOU aurait confié à un journaliste : "la tendance gauche du P.D.K.I., c'est un problème..."

Dès à présent, les bases du Kurdistan autonome sont fondées.

Dans les régions libérées, le P.D.K.I. a créé des écoles où l'on apprend la langue kurde. Le premier manuel scolaire kurde pour le premier cycle a été publié dès la fin de l'année 1981.

La défense nationale est assurée par l'armée organisée des Peshmergas et par plus de soixante mille paysans kurdes.(1)

Dans le domaine de l'hygiène, le parti fit appel, dès l'été 1980 aux organismes humanitaires français : Médecins Sans Frontières (M.S.F.), et Médecins Du Monde (M.D.M.) qui effectuèrent des missions de courte durée dans le pays.

En 1981, l'Aide Médicale Internationale(A.M.I.) fut contactée et dès la fin de l'année implanta au Kurdistan, de petites équipes, relayées régulièrement. L'A.M.I. a construit quelques hôpitaux et dispensaires et s'oriente vers un travail d'éducation sanitaire de la population kurde et de formation d'infirmiers. Chaque été de vastes campagnes de vaccination sont engagées.

Des Conseils Villageois et des Comités juridiques, chargés notamment de la redistribution des terres, ont été créés.

Sur le plan de l'information, le P.D.K.I. a sa propre radio "La Voix du Kurdistan" qui émet deux fois par jour en Kurde, en Azerbaïdjanais, en Persan.

Aujourd'hui, tandis que le P.D.K.-Irak soutient de plus en plus fermement le régime islamique, le P.D.K.I. bénéficie de nouveau de l'aide logistique et matérielle de l'Irak (2).

Une fois de plus, Iran et Irak se combattent à travers les affrontements P.D.K.-Irak - P.D.K.I. qu'ils exploitent.

Mais si le P.D.K.-Irak soutient inconditionnellement le régime islamique, le P.D.K.I. ne cache pas que son alliance n'est que tactique, et ne peut-être sérieusement soupçonné d'accord idéologique avec le régime baassiste.

(1) - Information donnée par le P.D.K.I. dans ses publications.

(2) - Entre l'accord du 11 mars 1970 (entre Kurdes d'Irak et Bagdad) et l'accord d'Alger du 6 mars 1975 (entre Iran et Irak). Le P.D.K.I. utilisa Bagdad comme débouché sur le monde extérieur

Mais, par sa politique d'alliance, le P.D.K.I. joue un jeu dangereux. Alors qu'il a à sa tête un chef responsable, rompu aux contacts diplomatiques et internationaux, il s'interdit de devenir le catalyseur d'un mouvement national du grand Kurdistan. Mais ce n'est pas ce qu'il cherche et de toute manière, a-t-il le choix ?

1.2. Idéologie et Programme

a) - Programme

"Le peuple kurde lutte depuis longtemps pour la liberté et pour le droit à l'autodétermination. Le XIXe siècle tout entier porte témoignage du passé sanglant de notre nation.

Depuis le début du XXe siècle, jusqu'à la fin même de la deuxième guerre mondiale, ce combat fut mené continuellement sur tout le territoire du Kurdistan.

Au plus dur de la bataille menée par tous ceux qui, dans un monde épris de liberté, luttèrent contre la réaction et le fascisme, la création d'une organisation politique capable d'orienter les combats du peuple kurde fut ressentie comme une nécessité historique.

C'est parce qu'il avait compris cet objectif que le peuple du Kurdistan iranien, mettant à profit les conditions historiques favorables issues des vingt années de dictature de Reza Chah, fonda le "Parti Démocratique du Kurdistan".

Ainsi, la fondation du P.D.K. fut le résultat d'une nécessité historique et la preuve de la prise de conscience des pionniers du peuple kurde".

Ainsi commencent tous les programmes du P.D.K.I. adoptés à chaque Congrès, depuis la chute de la République de Mahabad.

Le premier programme du P.D.K.I., date de 1956. Depuis il n'a que peu varié. Nous présenterons le dernier en date, approuvé par le Ve Congrès tenu au Kurdistan dans "la zone libérée" en décembre 1981.

L'objectif affirmé est l'autonomie du Kurdistan, dans le cadre d'un régime iranien démocratique et le moyen adopté est l'union des forces démocratiques et patriotiques.

En 1973 le P.D.K.I. expliquait le maintien du Chah au pouvoir, par la division des mouvements démocratiques et la coupure entre les forces révolutionnaires et le peuple.

En 1981, alors que l'un des buts que s'était assigné le P.D.K.I. : le renversement du régime du Chah, était atteint, il expliquait la confiscation du pouvoir par les religieux par la brièveté de la période de soulèvement, et le manque de programme commun à toutes les forces démocratiques. Les Mollahs exploitant les sentiments religieux du peuple et le défaut d'union des opposants au Chah, ont pu ainsi accaparer le pouvoir.

Fort de cette expérience malheureuse, reconnaissant la division de l'opposition iranienne, aussi bien avant la révolution islamique qu'après, le P.D.K.I. qui inscrit à son programme le renversement de la République Islamique (1), estime fondamentales, la création d'un front uni et la préparation d'un programme commun.

Très optimiste quant au résultat de sa lutte, il entend ne plus laisser échapper la chance historique qui s'offrira à la chute "désormais inéluctable" de l'Imam KHOMEYNI et qui permettra l'instauration de la démocratie en Iran.

C'est sur ce point que se tourneront dès lors tous les efforts du P.D.K.I., concrétisés par son adhésion le 27 octobre 1981 au Conseil National de la Résistance (C.N.R.).

Le C.N.R. présidé par Massoud RADJAVI (2) devra constituer à la chute de l'Imam KHOMEYNI un gouvernement provisoire de la république d'Iran, dont le président provisoire sera BANI SADR et devra organiser des élections. En adhérant au C.N.R., le P.D.K.I. a demandé que la "République Islamique d'Iran" devienne dans le programme du Conseil, "République Islamique et Démocratique d'Iran". Le C.N.R. de son côté a accepté les revendications d'autonomie du P.D.K.I.

(1) - Comme il avait inscrit en 1973 et en 1979 le renversement du régime du Chah.

(2) - Chef des "Moudjahidines Khalq" venu en France en juillet 1981 avec Bani SADR.

L'objectif à long terme du P.D.K.I. est d'établir "une société socialiste équitable répondant à la situation particulière du pays". Il est à noter que la référence à "la situation particulière du pays" n'existait pas dans le programme du IVe Congrès (1973).

Le P.D.K.I. réserve dans son programme, un long chapitre à la définition de l'autonomie, établissant nettement les prérogatives du gouvernement Central et du gouvernement autonome.(1)

On prévoit que si ^{la} langue kurde sera la langue officielle dans le Kurdistan, toute la correspondance avec l'administration centrale y compris dans la région autonome se fera en persan.

Le P.D.K.I. garantira l'asile politique aux patriotes des autres nations, épris de liberté. Dans le cadre de son soutien aux luttes menées par les peuples opprimés (particulièrement au Moyen-orient), luttés qui seront reconnues et acceptées par le gouvernement central (de l'Iran) (2), le gouvernement autonome du Kurdistan assistera par tous les moyens, la lutte de libération des militants kurdes des pays voisins de l'Iran.

En politique étrangère, le P.D.K.I. propose une politique de neutralité indépendante. Cependant il soutiendra, la lutte anti-impérialiste et renforcera les relations d'amitié avec les pays socialistes (le P.D.K.I. avoue avoir besoin de la neutralité bienveillante de l'U.R.S.S. et sollicite son amitié et son soutien politique).

Le Programme du P.D.K.I. n'échappe pas à l'énumération de propositions tautologiques, que l'on trouve dans tout programme de Parti politique. Par exemple :

- l'augmentation de la production agricole grâce à la mécanisation et à l'adoption de méthodes scientifiques ... ;

(1) - Sont attribuées au gouvernement Central : les relations extérieures, la défense, la planification à long terme de l'économie ; au gouvernement autonome : la sécurité et l'ordre, la planification de l'économie dans la région autonome.

(2) - Souligné par nous.

- le développement du commerce intérieur... l'objectif étant de profiter de toutes les ressources financières dans l'intérêt du développement économique ;
- la hausse de niveau de vie du peuple par l'utilisation de toutes les forces et énergies ;
- le choix des sites industriels se fera en fonction de la protection du milieu naturel et du développement de la nation...
...etc....

b) - Idéologie

Si le P.D.K.I. fait largement référence à la lutte contre l'impérialisme, il ne fait aucune référence à une idéologie précise, marxiste en particulier.

Il inscrit, entre autres, à son programme :

- la liberté d'opinion, d'expression ;
- la liberté de la presse ;
- la liberté de créer des partis et des syndicats ;
- le développement d'un secteur privé de l'industrie (1) parallèlement à un secteur public et coopératif ;
- la transformation de la forme actuelle de la propriété : la terre sera la propriété de ceux qui la travaille.

La référence "aux grands féodaux et à la distribution gratuite aux paysans sans terre, des terres détenues par les ennemis du peuple" du programme de 1956 (maintenue en partie jusqu'en 1973) a disparu.

Le P.D.K.I. est donc devenu moins radical sur la question de la réforme agraire et ce que nous venons d'énumérer ne serait pas

(1) - Bien qu'il soit inscrit dans le préambule du programme : ".... l'expérience de nombreux pays sous-développés a montré que la voie du développement capitaliste était une voie érronée au détriment des intérêts des masses populaires..."

renié par un Parti social-démocrate. C'est peut-être ce qui explique que le P.D.K.I. est accusé, parfois même par ses alliés d'être un Parti "petit bourgeois".

Plus originale à l'intérieur de l'Iran et du C.N.R., est la position du P.D.K.I. vis à vis du problème religieux. Il se veut un Parti laïc, sans référence à l'Islam ou à toute autre religion : "les adeptes de toutes les religions seront égaux devant la loi, hommes et femmes sont égaux en droit dans la famille".

Cette prise de position très sincère du P.D.K.I. est à l'origine de réticences de certains de ses militants à son entrée dans le Conseil National de la Résistance.

En effet, Massoud RADJAVI, président du C.N.R., est progressiste mais aussi musulman chi'ite qui a inscrit au programme du C.N.R. "l'instauration d'une république islamique".

Le P.D.K.I. est conscient de ces faiblesses mais se donne pour tâche "de faire avancer les travaux du Conseil, afin qu'il devienne réellement la solution unique de remplacement du régime de l'Imam KHOMEYNI (1) (sous-entendu, c'est nous, P.D.K.I. qui ferons infléchir vers nos objectifs, la position des autres membres du C.N.R. et non l'inverse...).

En résumé, nous pouvons dire que le P.D.K.I. a une idéologie socialiste. Son profond souci du réalisme du possible lui assure une assise très large dans la population du Kurdistan. Il a l'appui de toutes les classes de la société qui sont sensibles à son slogan désormais très connu : "Kurdistan autonome dans un Iran démocratique". Ce slogan résume d'ailleurs mieux sa stratégie actuelle que son programme politique. Les références multiples à la lutte contre l'Impérialisme sont moins importantes que les regrets d'avoir manqué un rendez-vous en 1979 : "aucune force patriotique iranienne n'a été capable de rassembler les mouve-

(1) - Interview de A. R. GHASSENLOU - juin 1983.

ments politiques et de prendre en mains la destinée du pays".
Il se veut désormais et avant tout, un parti de gouvernement et
un politologue français dirait, dans son jargon, que le P.D.K.I.
cherche (et réussit ?) à ratisser large.

1.3. Rapports avec les autres mouvements kurdes

En 1981, le P.D.K.I. considérait qu'il y avait trois catégories de groupes au Kurdistan :

a) - Des forces progressistes responsables :

- Les "Moudjahidines du peuple ;
- les Fedayines du peuple (minoritaires) ou organisation des Guérilleros Fedais du Peuple d'Iran (minorité) ;
- les petits mouvements révolutionnaires tels que :
 - . l'Union des Communistes d'Iran (de TEHRANI) ;
 - . le Front National démocratique d'Iran ;
 - . le Parti pour la liberté du travail (de TOFAN, pro-albanais),

Le P.D.K.I. considère ces groupes comme des alliés objectifs. Ce sont d'ailleurs les forces qui composent avec RANI SADR, le Conseil National de la Résistance (C.N.R.) que le P.D.K.I. a rejoint le 27 octobre 1981.

b) - Des groupes en lutte armée contre KHOMEYNI comme le KOMALA;

Le P.D.K.I. les considère comme des groupes irresponsables, composés de troubleurs n'ayant aucune stratégie. Ce ne sont pas de véritables alliés car, "si le KOMALA donne un coup contre l'Imam KHOMEYNI, il donne deux coups contre le P.D.K.I." (1)

c) - Des groupes qui soutiennent l'Imam KHOMEYNI;

- le Toudeh (prosoviétique) ;
- l'Organisation des Guerilleros Fedais du Peuple d'Iran (majorité)
- la "bande des sept jash"

(1) - Rapport du Comité Central du Ve Congrès du P.D.K.I. (décembre 1981).

En 1983, les jugements du P.D.K.I. et en particulier de son secrétaire général A. R. CHASSELOU sont plus nuancés.

Au Kurdistan d'Iran, il ne considère plus le KOMALA comme un fauteur de troubles, mais comme un allié et la coopération entre les deux mouvements a tendance à s'amplifier. Cependant le KOMALA accuse toujours le P.D.K.I. d'être un rassemblement de "petits-bourgeois" et ne parle pas de lui en termes très chaleureux.

Il y a volonté du P.D.K.I. d'apparaître à l'intérieur et surtout à l'extérieur, comme le représentant incontesté du peuple kurde et surtout comme l'interlocuteur le plus puissant.

Tout au long de l'interview donnée en juin 1983 on sent ce sentiment de supériorité du P.D.K.I. qui exaspère les organisations qui se battent à ses côtés au Kurdistan.

Ainsi le Secrétaire général qui parlait de "la faiblesse du KOMALA..." due à son manque d'expérience" estime en 1983 que "les expériences acquises par le KOMALA pendant ces quatre ans vont les persuader que la collaboration avec le P.D.K.I. est leur seule chance de survie au Kurdistan...".

De Cheikh Ezzedine HOSSEINY il dit "il a nourri l'illusion de devenir le dirigeant incontestable du mouvement kurde...".

En revanche, alors que le peu de sympathie que nourrissait le Secrétaire général du P.D.K.I. envers TALABANI était connu, il dit en 1983 : "l'U.P.K. est le Parti Politique le plus important, le mieux organisé".

De fait l'U.P.K. a apporté son concours au P.D.K.I. en octobre 1982, lors d'affrontements avec le P.D.K.-Irak.

Le P.D.K.I. a l'appui de toute la gauche iranienne (sauf des "partisans du IV^e Congrès" et, jusqu'à ces derniers mois, du Parti Toudeh). Il a offert l'asile au Parti Toudeh, poursuivi depuis mai 1983, par le régime islamique.

Il a l'appui d'un seul groupe, parmi les Kurdes d'Irak : l'U.P.K. de TALABANI, et cela sans équivoque depuis 1982.

Le Parti de SAMI offre son aide au P.D.K.I., tout en soutenant "la Révolution iranienne" contre le régime fasciste de Bagdad.

Avec les autres partis Kurdes d'Irak, c'est en permanence la guerre, guerre verbale (jash de KHOMEINY pour les Kurdes d'Irak, jash de SADDAM (Husseïn) pour le P.D.K.I. et l'U.P.K.), mais aussi guerre tout court, surtout ces derniers mois. (Annexe 10)

Il est également soutenu par certains Kurdes de Turquie : le P.S.K.T. (Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie), ALA RIZGARI, P.P.K.K. (Pêşeng) (voir chapitre III 1ère partie).

1.4. Implantation et Représentation à l'étranger

Le P.D.K.I. a deux "bases" essentielles à l'étranger : Bagdad et Paris.

a) - Le bureau de Bagdad, dans sa structure actuelle, a été mis en place après le déclenchement, en septembre 1980, de la guerre irako-iranienne.

A l'origine et pendant longtemps le P.D.K.I. occultait "le droit de passage vers l'Europe" que lui accordait l'Irak. Et même, lorsqu'un journaliste du "Monde" parla pour la première fois du soutien de l'Irak aux Kurdes d'Iran, le Secrétaire général du P.D.K.I. utilisa son droit de réponse en partie pour s'en défendre.

A présent, il est de notoriété publique que le P.D.K.I. a un bureau à Bagdad et dans une interview de A.R. GHASSEMLOU réalisée au Kurdistan en juin 1983 par un journaliste indépendant (1), le Secrétaire général admet publiquement, pour la première fois, "la coopération du mouvement de libération nationale du peuple kurde et du gouvernement de Bagdad."

b) - Le bureau de Paris a été installé peu après un séjour en France du Secrétaire général du P.D.K.I., au printemps 1982.

En même temps, se créait une Association franco-kurde, (A.F.K.) (2) pour "promouvoir les relations culturelles et sociales". Cette Association qui a un Conseil d'Administration mais pas d'adhérents, est en fait l'Ambassade et la Boîte Postale du P.D.K.I..

La représentation du P.D.K.I. à l'étranger est composée de :

(1) - Interview de A. R. GHASSEMLOU secrétaire général du P.D.K.I. par Monsieur HENEKA journaliste indépendant - (juin 1983) - Publication du P.Q.K.I.

(2) - A ne pas confondre avec l'Association France-Kurdistan qui a le même sigle, et qui n'est pas une organisation militante.
L'Association France-Kurdistan a été créée en mars 1975 dans le but de diffuser une information de base sur les Kurdes.

- un porte-parole itinérant qui réside en France mais change tous les six mois (il ne parle souvent, ni le français, ni l'anglais...) ;
- une représentation générale permanente appelée "Comité exécutif", composée de cinq membres et dont le siège est à Paris. Ces cinq membres sont appelés à se déplacer à tour de rôle dans le monde.

Dans les principaux pays, un Comité et un représentant du P.D.K.I. sont responsables devant le "Comité Exécutif" de Paris.

Il est à noter qu'il n'est pas indispensable d'être membre du Comité Central du P.D.K.I. pour faire partie du "Comité Exécutif".

A l'étranger, le P.D.K.I. a deux sortes de publications :

- ure en Français "Kurdistan d'Iran" paraissant chaque mois et traduite en Anglais.
- ure en Kurde et en Persan.

Ces bulletins sont envoyés par la poste à toutes les adresses que possède le bureau de Paris.

Au Kurdistan le P.D.K.I. a deux journaux : **LAWAN** (La jeunesse) et **SHAHID** "Le Martyr".

Des Conférences de presse sont organisées lorsqu'un événement se produit, susceptible d'intéresser la presse Occidentale. Elles ne sont pas régulières pour ne pas banaliser les événements. Ces Conférences de Presse ont peu d'impact, du fait de l'absence d'un représentant connu et parlant Français.

La dernière, qui a eu lieu le 22 mars 1983 n'a fait l'objet (à notre connaissance) que de quelques petits articles publiés dans l'Humanité, la Croix, le Matin et un journal suisse. Elle a cependant été l'occasion de cinq minutes de projection sur F.R.3, d'un film ramené du Kurdistan.

Il a retrouvé de bons rapports avec Bani SADR (qui vit en France), malgré sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre contre les Kurdes. Le P.D.K.I. ne veut pas poser le problème de coalition politique en "termes de morale" (1) et pense que "si Bani SADR a quitté le gouvernement pour se joindre à l'opposition, c'est qu'il a modifié sa ligne de conduite pour s'aligner sur la nôtre et non le contraire".

Cette collaboration avec Bani SADR lui est violemment reprochée pour ses alliés objectifs du KOMALA et des Fedayines (minoritaires). (Plus encore que sa participation au C.N.R., considérée malgré tout, comme un "mal nécessaire" par le KOMALA).

En revanche, le P.D.K.I. n'a aucun rapport avec Chapour BAKHTIAR, premier ministre durant les derniers mois de la monarchie (31 décembre 1978 - mi février 1979) et lui aussi, réfugié en France. Profondément antimonarchique, il n'a pas non plus de contacts avec les royalistes. (2)

Il participe à toutes les manifestations culturelles qui touchent les Kurdes (vernissage de peintures kurdes, projections privés de films kurdes, colloques universitaires, journées d'études de l'Institut kurde etc...).

En 1981, le P.D.K.I. a assisté au Congrès du Parti Socialiste français à Valence et en 1983 à celui de Bourg-en-Bresse, aux côtés de deux représentants de l'U.P.K. (3). En règle générale, il participe comme invité très assidu, aux travaux des partis socialistes européens.

Le P.D.K.I. envoie un abondant courrier, malheureusement peu lu, la plupart du temps. Les rapports trop volumineux, les "appels" au style trop violent et surtout trop peu accessibles à l'esprit européen, sont très souvent jetés au panier avant d'avoir été ouverts.

(1) - C'est pourtant ce qu'il reproche au Toudeh lorsqu'il soutenait l'Iman KHOMAYNI

(2) - "Nous, Kurdes, nous refusons une fois pour toute la monarchie : c'est un régime qui n'a cessé de nous opprimer, de réprimer dans le sang chaque mouvement national kurde, au nom de la grandeur et du chauvinisme iranien."

(3) - Et, comme le soulignent amèrement les partis kurdes d'Irak, avec deux représentants irakiens : l'un pour le parti Baas au pouvoir, l'autre pour le gouvernement irakien.

En revanche, chaque passage en Europe du Secrétaire général du P.D.K.I., est l'occasion d'entretiens très suivis avec la Presse écrite et la Télévision.

Le P.D.K.I. a d'excellents rapports avec le Parti Socialiste et avec le gouvernement français. Pour la France en effet (depuis mai 1981), le P.D.K.I. est un interlocuteur crédible, à vrai dire le seul parmi les partis kurdes avec, (à un degré moindre) l'U.P.K. Le P.D.K.I. reçoit pour ses membres quelques Bourses Universitaires du gouvernement français - et une aide médicale pour les blessés.

Le P.D.K.I. veut avoir aussi de bons rapports avec le Parti Communiste, mais la position de ce dernier est très nuancée. Jusqu'en mai 1983, en effet, le P.D.K.I. était opposé au Parti Toudeh soutenu par le P.C.F.. Aussi le P.D.K.I. n'avait-il pu participer à la fête de l'Humanité de 1982.

En 1983, le TOUDEH ayant été interdit, le P.D.K.I. s'empressait de lui accorder l'asile politique et tout rentrait dans l'ordre : le P.D.K.I. pouvait participer à la fête ce qui est pour lui très important. Cependant, le P.D.K.I. est allié à l'U.P.K. elle-même, accusée de combattre les forces du F.N.D.I. dont fait partie le Parti Communiste Irakien...

En général, le P.D.K.I. a le soutien des partis de gauche des pays d'Europe, mais c'est surtout vers les organisations de la gauche irannienne qu'il développe son activité. L'essentiel de son activité à l'étranger consiste en discussions avec toutes les composantes du C.N.R. en particulier, les Moudjahidines du peuple et de son propre avis, ce n'est pas toujours de tout repos.

Le P.D.K.I. a de bonnes relations avec les organisations d'étudiants proches de l'U.P.K., et en a d'excellentes avec l'Institut kurde de Paris.

Dans son courrier de mai 1983, le P.D.K.I. a appelé les particuliers, les organisations démocratiques et humanitaires, les médias, les Partis Politiques à participer au Jour de la solidarité avec le "mouvement de libération kurde et avec la lutte des Kurdes contre le régime de l'Imam KHOMEYNI (journée organisée à l'initiative de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme). Cette dernière formule est astucieuse car sans en avoir l'air, et en dépit des intentions avouées du P.D.K.I., de lutter pour l'autonomie des Kurdes d'Iran dans le cadre de l'Etat iranien, elle associe tous les Kurdes à cette journée.

Ainsi le P.D.K.I. ne se prête pas, au moins dans cet appel, à la critique traditionnelle du mouvement national kurde qui ne travaille qu'à la reconnaissance des droits du peuple kurde à l'intérieur des frontières artificielles des quatre pays qui se partagent le Kurdistan.

Ce jour de solidarité, fixé théoriquement au 24 mai en Europe et aux U.S.A. a eu lieu en réalité le 17 juin en France pour des raisons matérielles.

Cette journée de solidarité semble avoir été un succès en Italie et en Grande-Bretagne. Dans les autres pays en particulier la France, le succès a été "honnête", sans plus.

Enfin, la représentation à l'étranger ne semble pas avoir de problèmes financiers et son infrastructure est plus que correcte.

2. KOMALA

2.1. Historique

Le KOMALA fut créé à Téhéran en 1969, à l'initiative d'étudiants kurdes d'extrême-gauche qui voulaient recommencer la lutte contre le Chah.

Ces étudiants kurdes considéraient que le mouvement kurde d'Iran était devenu "passif" depuis l'échec du "Comité Révolutionnaire du P.D.K.I." (voir p. 52) et que le nationalisme bourgeois de ses dirigeants allait à l'encontre des intérêts des masses laborieuses.

C'est donc pour "organiser les forces loyales et révolutionnaires, pour réorganiser le mouvement de résistance ainsi que pour jouir de la confiance des masses en établissant d'étroits liens avec elles, et, mettant à profit les leçons tirées des luttes passées..." qu'une organisation clandestine fut créée : le KOMALA (1).

Trois refus sont à la base de sa création :

- refus de la guérilla comme méthode absolue de lutte, considérée comme un moyen d'action petit-bourgeois ;
- refus du révisionnisme soviétique, s'opposant en cela au Parti Communiste Iranien : le TOUDEH (Pour le KOMALA, l'U.R.S.S. était socialiste jusqu'à la mort de Staline) ;
- refus du nationalisme kurde : "l'Iran étant un pays multinational, l'oppression nationale par le pouvoir central ne peut être abolie que par la construction d'une société socialiste qui reconnaîtra le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes".

A partir de 1972, le KOMALA, combattant sa tendance intellectuelle, commença à faire de la propagande parmi les travailleurs. Ses membres se définissent alors comme des "agitateurs-travailleurs".

(1) Du mot d'origine persane KOMEL : groupe.

En 1975, à la suite d'actions désordonnées, plusieurs des cadres de l'Organisation furent arrêtés. Ce n'est qu'après leur libération, quelques mois avant la chute du Chah, que le KOMALA pourra se réorganiser et reprendre la lutte. Il tiendra son premier Congrès à l'automne 1978.

Le 15 février 1979, soit quatre jours après la chute du Chah, le premier document fut publié, sous le nom de "Organisation révolutionnaire des masses laborieuses du Kurdistan d'Iran - KOMALA".

Le KOMALA sortait ainsi de sa clandestinité, le jour où mourrait un de ses membres du Comité Central, blessé au cours de l'attaque de la sous-préfecture de Sanandadj.

En souvenir de cette insurrection, le 15 février 1979 est considéré comme étant "la journée de KOMALA".

A son III^e Congrès, en 1982, le KOMALA adopta en même temps que "l'Union des Combattants Communistes" (1), "le Programme du Parti Communiste".

Le 18 mars 1983, Ibrahim ALIZADEH sous-secrétaire du KOMALA, de passage en France, a annoncé au cours d'une Conférence de Presse la naissance du "Parti Communiste Iranien".

Un "Comité organisateur du Congrès Constitutionnel du Parti Communiste Iranien" fut formé en avril 1983.

Ce Comité était formé de 7 personnes :

- 4 membres du Comité Central du KOMALA ;
- 3 membres de l'Union des Combattants Communistes.

Le Parti a été fondé en août 1983. Le KOMALA est l'organisation du Kurdistan de ce nouveau Parti Communiste Iranien.

(1) L'Union des Combattants Communistes est une organisation communiste iranienne opposée au Toudeh qu'elle considère comme un parti bourgeois.

Le KOMALA est depuis la Révolution islamique en lutte armée au Kurdistan d'Iran contre le gouvernement central.

Ses peshmergas constitueraient la deuxième force militaire du Kurdistan.

2.2. Idéologie et Programme

Le KOMALA, organisation maoïste à sa création, a fait son autocritique au cours de son IIe Congrès en mars 1981.

A sa création, le KOMALA se disant influencé par les expériences acquises de la Révolution chinoise, analysait la société iranienne, comme une société "semi-féodale" et "semi-coloniale".

On disait alors que le KOMALA était une organisation "maoïste", voire "maoïste pro-albanaise".

Mais à partir de 1975 et jusqu'au IIe Congrès, le KOMALA, tout en pensant que "les restes de rapports précapitalistes existaient toujours", considérait l'Iran comme ayant une "structure politico-économique bourgeoise-comprador (1)".

En 1981, s'accusant d'avoir dévié vers le "populisme" et "l'économisme" par ses conceptions bornées et "petites-bourgeoises" du prolétariat et de ses tâches, il fit son autocritique, qu'il diffusa largement.

A présent, le KOMALA estime que l'Iran est un pays capitaliste dominé car, selon lui, "les rapports de production capitaliste étant insuffisamment développés, il existe des formes de production précapitalistes qui sont sous la domination des rapports capitalistes". Les réformes agraires des années 1960, "ont détruit les relations semi-féodales et ont transformé les rapports de production capitalistes en rapports dominants dans les campagnes...".

(1) Dans les pays en voie de développement, la bourgeoisie comprador à la différence de la bourgeoisie nationale, fait largement appel à l'étranger, en particulier au capitalisme des pays développés.

Il explique que c'est le système capitaliste qui est le fondement de toutes les oppressions, la "dictature monarchique" et le "califat islamique" n'en étant que le résultat inéluctable.

Il inscrit à son Programme la coopération et l'unité d'action avec les autres forces révolutionnaires basées sur la Propagande et la préparation de l'insurrection armée des masses pour :

- . le renversement de la République Islamique "sans lequel, aucune amélioration dans la vie des masses ouvrières, laborieuses et opprimées n'est possible".
- . l'instauration d'une République Révolutionnaire et Démocratique et la dictature du prolétariat pour aboutir au Socialisme puis au Communisme mondial.

Le KOMALA propose au prolétariat iranien un programme marxiste qui évoluera dans "le processus de la lutte idéologique sans merci contre l'économisme et le populisme".

- A court terme, le KOMALA a pour objectif d'organiser le prolétariat et de le préparer à la prise du pouvoir politique (il a déjà créé des Conseils villageois au Kurdistan).
- A long terme, le KOMALA en tant que branche kurde au Parti communiste iranien nouvellement créé, a adopté le Programme du Parti communiste. Ce programme est très proche du programme à long terme des Fédayines (minoritaires), c'est à dire :
 - . souveraineté du peuple basée sur la démocratie des Soviets ;
 - . participation directe du peuple à l'administration des affaires du pays, avec abolition stricte de la nomination et remplacement par l'élection ;
 - . nationalisation des banques et fusion en une seule ;
 - . institution du contrôle des Soviets ouvriers sur la production dans les usines privées, comme dans celles de l'Etat ;

- . toutes les terres seront la propriété de l'Etat mais le droit de les exploiter et de les transférer sera entre les mains des organes démocratiques locaux et régionaux du peuple ;
- . liberté d'association, de réunion, de grève, de la Presse ;
- . droit des nations à disposer d'elles mêmes. Concernant ce droit le KOMALA, à la différence des Fédayines (minoritaires), ne prévoit aucune restriction.

Le sort de l'industrie et du commerce n'est pas évoqué.

L'ensemble des revendications ouvrières ainsi, exposées, et la référence au contrôle des Soviets ouvriers, dans les usines privées, expriment plus un programme à court terme d'un parti d'opposition (ou mieux d'un syndicat) dans une société capitaliste que la définition de la République Démocratique Révolutionnaire annoncée.

Le KOMALA se distingue très nettement des Fédayines dans leur appréciation du Bloc Socialiste. Pour le KOMALA, la bourgeoisie en Union Soviétique a réussi à détruire la dictature du prolétariat et à restaurer sa domination politique dans le pays. En clair, la classe ouvrière a été totalement évincée du pouvoir politique et le pouvoir de la bourgeoisie et le système capitaliste s'y sont consolidés. Tout le monde est ramené dans le bloc capitaliste, le système capitaliste reste la seule cause de toutes les calamités (misère, famine, prostitution, drogue, guerres, discriminations raciales). Le système gouvernemental annoncé : Congrès national des représentants des Soviets comme organe gouvernemental suprême reste vague ; il est surtout précédé d'une appréciation sur le Parlement que ne renierait en rien un monarque absolu : le parlement (comme l'armée) n'est qu'un instrument de répression et d'abrutissement des masses...

Les membres du KOMALA, gens très sérieux (1) se remettent toujours en question et se refusent à être sectaires. Ils se défendent d'être des intellectuels coupés du peuple, mais leur langage est la plupart du temps hermétique.

(1) A.R. GHASSEMLOU prétend reconnaître un Peshmerga du P.D.K.I. d'un Peshmerga du KOMALA à leur expression : celui qui ne sourit jamais est membre du KOMALA.

2.3. Position du Komala vis à vis du Mouvement kurde

Le KOMALA a une position très nuancée vis à vis du problème kurde, en accord avec ses théories et sa dialectique.

Il soutient le mouvement de résistance du peuple kurde, car c'est un "mouvement démocratique et révolutionnaire", émettant toutefois quelques réserves, quant à sa nature et à sa vocation.

Lors de son IIe Congrès, le KOMALA estimait que le mouvement kurde d'Iran était toujours guidé "par les idées nationalistes, petites-bourgeoises et paysannes" et qu'il était incapable d'influencer les luttes générales en Iran.

Il déplorait alors, que les travailleurs du Kurdistan n'aient pas encore pris conscience du rôle qu'il devaient avoir dans la révolution iranienne.

Cependant, le but du mouvement kurde étant de lutter contre la dictature et la répression et pour l'instauration de la démocratie au Kurdistan, le KOMALA se devait de l'appuyer.

Il lança donc un appel aux masses opprimées d'Iran, au mouvement communiste, à toutes les forces qui luttent pour la liberté "pour soutenir de plus en plus le mouvement de résistance du peuple kurde.

Au cours de son IIIe Congrès, il confirma ce soutien et toujours soucieux de s'expliquer, le précisa. Ainsi, partant du postulat que le Kurdistan autonome "sera démocratique et abolira l'appareil répressif d'Etat", le KOMALA prend une position de principe pour l'autonomie du Kurdistan "bastion de la résistance et de la démocratie". Cependant, le KOMALA qui reconnaît le droit des nations de l'Iran à disposer d'elles-mêmes, espère que la constitution du Parti de la classe ouvrière d'Iran sera un lien entre toutes les nations. Il se donne pour tâche de faire comprendre à la classe ouvrière d'Iran que ses intérêts exigent son unité politique et organisationnelle avec les autres peuples d'Iran.

En d'autres termes, le KOMALA est pour l'autonomie et même l'indépendance du Kurdistan, mais il croit que la classe ouvrière du Kurdistan doit choisir librement de rester unie à la classe ouvrière de l'Iran, au sein de l'Iran.

Il est donc clair que le KOMALA ne pose pas le problème du Kurdistan (ou d'une autre région d'Iran) en termes d'autonomie ou d'indépendance, mais en termes de luttes sociales.

Les ouvriers du Kurdistan étant une nouvelle partie de la classe ouvrière iranienne, la priorité du combat politique pour les Kurdes ne doit pas être, la conquête de l'autonomie, mais le renversement de la bourgeoisie, en coopération avec tous les peuples d'Iran : "Le peuple kurde étant l'un des nombreux peuples d'Iran ne peut rien faire sans l'aide des autres. La libération du prolétariat kurde est dépendante de la libération de tout le prolétariat iranien et ne peut être obtenue que par la création d'un parti qui dirigera la classe ouvrière iranienne."

2.4. Relations du KOMALA avec les Partis et Personnalités liés au mouvement kurde.

A - Avec le P.D.K.I.

Le KOMALA considère le P.D.K.I. comme une force qui participe au mouvement de la résistance kurde mais dont les dirigeants sont des opportunistes et des conciliateurs.

- Au Kurdistan, les relations KOMALA - P.D.K.I. sont complexes : mélange de concurrence, voire d'affrontements (jusqu'en septembre 1982) et de coopération dans la lutte armée contre le gouvernement central.

Le KOMALA accuse le P.D.K.I. d'être un parti bougeois réactionnaire "ayant mis en cause la démocratie au Kurdistan".

Le P.D.K.I. aurait attaqué des membres de PEYKAR organisation(1) qui l'aurait accusé d'être contre-révolutionnaire. Le P.D.K.I. aurait arrêté des Peshmergas du KOMALA dans des zones où ces derniers étaient majoritaires dans les Conseils villageois...

Le P.D.K.I. affirme que ces heurts eurent lieu dans le passé et n'ont jamais dépassé le cadre de conflits locaux, les deux formations cohabitant sans problème majeur, dans le Kurdistan

Le KOMALA reproche aussi au P.D.K.I. son "opportunisme et ses actions de propagande."

Le P.D.K.I. a annoncé dans une conférence de presse en Europe, la création, à son initiative, de Conseils villageois. alors que le KOMALA en aurait déjà installé depuis six mois....

Ces rancunes sont tenaces et expliquent les réserves du KOMALA vis à vis des déclarations de bonne entente du P.D.K.I.. En fait les membres des conseils villageois mis en place dans les zones libérées sont choisis par les deux organisations en fonction de l'importance de leur implantation respective dans chaque village.

A partir de la fin de l'année 1982, l'armée iranienne multipliant les offensives dans le Kurdistan, KOMALA et P.D.K.I. collaborèrent plus étroitement que par le passé et cessèrent de se combattre. Les communiqués du KOMALA faisaient état d'actions communes de leurs Peshmergas aux côtés de ceux du P.D.K.I.

Cependant, depuis décembre 1983, les affrontements armés ont repris, dénoncés par le KOMALA comme étant la riposte du P.D.K.I. à sa critique politique. De nouveau, le KOMALA accuse le P.D.K.I. de mettre en cause la démocratie au Kurdistan "en interdisant par les armes la liberté d'expression et d'opinion au Kurdistan".

-- En Europe et particulièrement en France, le KOMALA a des rapports corrects mais peu fréquents avec le P.D.K.I..

(1) - PEYKAR (lutte), petite organisation marxiste-léniniste présente au Kurdistan, en voie de disparition.

Ceci s'explique par l'appartenance du P.D.K.I. au Conseil National de la Résistance (C.N.R.).

Le KOMALA est farouchement opposé au C.N.R., en raison de sa composition (présence des Moudjahidines et surtout présence de Bani SALR) et de son programme (République Islamique).

Mais avec les Moudjahidines, cette opposition, bien que violente, n'est que verbale, et semble se réduire à des polémiques par le truchement de leurs publications respectives.

Il semblerait même que depuis quelque temps, il y ait moins d'incompréhension mutuelle.

Le KOMALA n'a pas participé à "la journée de Solidarité du peuple kurde" du 17 juin 1983 car, au contraire des Moudjahidines il n'a pas été invité à prendre la parole.

B - Avec les Fédayines (O.G.F.P.I.-minorité)

Au Kurdistan, si l'on en croit les communiqués militaires des Fédayines, publiés dans leur organe KAR (travail), les Peshmergas des deux organisations coopèrent. A l'étranger, si dans le privé, on émet des critiques envers les Fédayines (minoritaires), elles ne portent que sur des divergences idéologiques.

C - Avec Cheikh Ezzedine HOSSEINY

Cheikh Ezzedine est le chef religieux le plus prestigieux des Kurdes.

Il est considéré par le KOMALA comme une personnalité radicale et démocrate. Il a de nombreux points communs avec le KOMALA qu'il soutient activement.

Comme le KOMALA, il est pour une démocratie laïque, mais au niveau de la définition de la future république d'Iran, un point

les oppose :

. le KOMALA est pour une "République Démocratique Révolutionnaire"

. Cheikh FZZEDINE est pour une "République Démocratique d'Iran"

2.5. Représentation à l'étranger

Le KOMALA est représenté à l'étranger depuis janvier 1982, à la suite d'une manifestation spontanée de ses sympathisants en Europe.

Ces derniers, au cours d'un séminaire ont créé " l'organisation des sympathisants du KOMALA à l'étranger".

Depuis début 1983, un représentant général : Youssef ARDALAN se déplace en Europe, mais réside en France.

L'action de cette organisation de sympathisants est dirigée vers les Iraniens de l'étranger, mais aussi vers l'opinion publique et les organisations révolutionnaires internationales, afin de faire connaître le mouvement communiste d'Iran et le mouvement révolutionnaire du peuple kurde, par des actions de Propagande, d'agitation (tracts, manifestations, réunions publiques).

De fait, cette organisation est très active, elle publie de nombreux tracts, communiqués. Elle traduit dans les langues européennes l'organe théorico-politique du KOMALA : Avant-Garde, et envoie un courrier hebdomadaire à ses correspondants qui relate les derniers événements du Kurdistan. Des Conférences de presse sont organisées et en particulier en 1982, le KOMALA s'est mieux fait connaître du public, par les Conférence de Presse données par Cheikh FZZEDINE lors de sa première visite en Europe.

Cette Conférence de presse a été reprise par tous les grands journaux : le Monde, Libération, le Matin etc.. En revanche, la Conférence de Presse du 18 mars 1983 donnée par Ibrahim ALIZADEH, sous-secrétaire du KOMALA, lors de son passage en France, n'a connu aucune publicité.

En Europe le KOMALA collabore en particulier, avec l'U.P.K.(Irak), le P.K.K. (Turquie) bien qu'avec ce dernier les relations soient difficiles : le P.K.K. étant depuis quelque temps favorable à l'unification du mouvement kurde, il est donc prêt à coopérer avec toutes les forces kurdes y compris avec le P.D.K. - Irak, que le KOMALA, comme le P.D.K.I. appelle "réactionnaire".

Le KOMALA refuse cette coopération .

- En France, le KOMALA a des relations suivies avec la C.F.D.T., le Parti Communiste internationaliste, le Comité international contre la repression, le P.S.U., le P.S..

En Grande Bretagne, il n'a pas de relation avec les Partis politiques mais il très proche de deux journaux :

- "WORKER'S VOICE" organe de "C.W.O." (Communist Worker Organisation)

- "World Revolution" organe de "International Communist Current".

Bien que son courrier soit toujours régulier, (bien plus que celui du P.D.K.I.), il semblerait que depuis l'été 1983, l'organisation des Sympathisants du KOMALA soit en train de se disloquer.

**3. LES FIDA¹ IN XALQ OU ORGANISATION DES GUERRILLEROS FEDAIS DU PEUPLE
D'IRAN (O.G.F.P.I.) (1)**

3.1. Historique

"Ayant choisi la lutte armée comme tactique principale et seule réponse possible à la répression qu'imposait alors la dictature du Chah, l'O.G.F.P.I. organisa sa première action armée en février 1970 contre un poste de gendarmerie dans le village de Siakhal situé au Nord de l'Iran.

Cette action connue sous le nom de "résurgence de Siakhal" marqua la naissance de l'O.G.F.P.I..

Par la suite.... elle prit part à la résistance armée du peuple kurde.

Au cours de son existence, cette organisation a connu quelques scissions, de droite (2) comme de gauche (3), dont celle qui, en juin 1980, lui a pendant un temps, asséné un coup sérieux. Il s'agit là de la trahison et de la scission de la majorité du Comité Central qui optant pour l'idéologie du parti traître TOUDEH, se sépara du mouvement populaire".

Cet extrait de tous les préambules des "articles choisis de KAR" (travail) organe de l'organisation des Guérilléros Fédais du peuple d'Iran (à l'étranger), résume bien ce que sont les Fedayines, et la raison d'être de cette organisation dans une étude sur les partis politiques kurdes.

En effet, bien que l'O.G.F.P.I. ait été créée pour organiser des actions de guérilla dans les villes (la guérilla ayant échoué dans les campagnes), dans le but d'instaurer une République Démocratique Populaire, elle prit des positions très claires sur l'oppression des minorités nationales, kurdes en particulier.

(1) - O.G.F.P.I. dénomination utilisée par l'organisation dans ses publications en langue française, alors que les Médias utilisent plus simplement "Fedayines".

(2) - juin 1980

(3) - 2 août 1982

L'un des fondateurs de l'organisation, Ahmed ZADEH (1) était l'un des penseurs du mouvement communiste d'Iran de la fin des années 1960, qui prônait la lutte armée comme méthode exclusive pour renverser le Chah.

Jusqu'en 1979, les Fedayines étaient regroupés dans une même organisation, et représentaient un mouvement d'opposition important en Iran.

A.R. GHASSEMLOU écrivait en 1978 (2) : "l'organisation des Fedayines, la mieux implantée à l'intérieur du pays, a des prises de position révolutionnaires sans équivoque. Le mouvement démocratique et national du peuple kurde en Iran pourra dans l'avenir, coopérer étroitement avec les Fedayines".

Après le renversement de la Monarchie, à l'heure du choix entre soutien au pouvoir et retour à l'opposition, l'O.G.F.P.I., abandonnant sa tactique de guérilla urbaine (3), pensait que le moment était venu d'organiser les masses et de créer un parti.

Un petit groupe autour de Achraf DEGHANI et son mari voulant continuer la lutte armée, seul moyen de libérer totalement les peuples d'Iran, sortit de l'O.G.F.P.I..

Ce groupe garda le sigle de l'Organisation et prit le nom de son instigatrice : O.G.F.P.I. - Achrafiya.

Depuis 1980, ce groupe est dans le Kurdistan et lutte aux côtés du P.D.K.I..

En juin 1980, alors que la République Islamique était en guerre ouverte contre les Kurdes et contre toute l'opposition en Iran, l'O.G.F.P.I., fut affaiblie par une scission :

- le courant majoritaire : O.G.F.P.I. (majorité), se rangea aux côtés du Parti Toudeh et soutint la République Islamique ;
- le courant minoritaire : O.G.F.P.I. (minorité), se démarquant fortement de cette attitude envers le gouvernement, reprit la lutte armée.

(1) - Auteur du livre "Lutte armée stratégique et tactique" 1969.

(2) - GHASSEMLOU, A. R., Les Kurdes d'Iran - Bibliographie 7

(3) - Voici comment le KOMALA explique cet abandon : "l'O.G.F.P.I. n'a pas abandonné sa ligne de guérillero après et à travers une critique marxiste-léniniste, mais d'une manière opportuniste...".

Il ne sera question dans cette section que de l'O.G.E.P.I. (minorité) car seule cette organisation est présente au Kurdistan).

En 1982, aussi bien en Iran qu'en Europe, des problèmes organisationnels surgirent au sein de l'O.G.F.P.I. (minorité) et faillirent provoquer une nouvelle scission. Celle-ci n'eut pas lieu et seulement quatre membres "de tendance trotskiste" quittèrent l'organisation en août.

Depuis juin 1980, l'O.G.F.P.I. (minorité) s'est divisée en plusieurs branches, pour organiser la lutte armée contre le régime :

- la Branche du Kurdistan ;
- la Branche de l'Azerbaïdjan ;
- la Branche turkmène

Chaque branche a ses propres comités : comité des paysans, des travailleurs, des militaires, des étudiants et des écoliers.

Tous ces comités opèrent sous la direction du Comité Central qui n'est pas localisé car l'Organisation est totalement clandestine.

La branche du Kurdistan est elle-même composée de deux sections :

- les Socialistes Révolutionnaires dont les militants sont présents, mais peu nombreux au Kurdistan. Ils ne participent plus à la lutte armée, mais ont une activité de propagande ;
- les Peshmergas, kurdes pour la plupart.

3.2. Idéologie et programme

L'O.G.F.P.I. (minorité) est un mouvement marxiste-léniniste qui ne se réclame d'aucun courant international. Alors que l'O.G.F.P.I. (majorité) soutient l'U.R.S.S. aux côtés du Parti TOUNHI, l'O.G.F.P.I. (minorité) se refuse à condamner qui que ce soit. Ce refus de prendre position ou de "condamner le social-impérialisme russe" est l'un des points essentiels qui l'oppose au KOMALA toujours "ergot eur".

Le Programme des Fedayines (minoritaires) se divise en deux parties :

- Un programme immédiat pour le renversement du régime de la République Islamique et l'instauration de la République Démocratique et Populaire.
- Un programme à long terme définissant la République Démocratique Populaire.

a) - Le renversement du régime de la République Islamique se fera :
par la grève générale politique.

Pour cela, l'action de l'organisation doit tendre vers la création des comités clandestins de grève. Les "minoritaires" pensent que la Révolution Islamique de février 1979 a été victorieuse, grâce à la grève générale dirigée par de tels comités.

- Parallèlement à la préparation de la grève générale, l'Organisation doit créer des foyers de guérilla là, où les conditions géographiques sont favorables. Le Kurdistan remplit ces conditions.

Mais, si ces foyers de guérilla permettront une conquête régionale du pouvoir, la conquête générale du pouvoir passera obligatoirement par la grève et l'insurrection générale des travailleurs dans les villes.

b) - A long terme, la République Démocratique Populaire sera marxiste-léniniste (avec quelques touches trotskystes...).

On promet :

- La souveraineté populaire.

. Le système de nomination dans les administrations sera remplacé par des élections, et les élus pourront à chaque instant être démis de leur fonction par le peuple.

. La production industrielle sera mise sous le contrôle et la surveillance des ouvriers.

- La Nationalisation.

. Les banques seront nationalisées, réunies dans une banque unique.

. Le commerce extérieur sera nationalisé et centralisé.

. Les capitaux des industriels, des grands propriétaires terriens, des grands commerçants et des établissements liés au Clergé seront confisqués et nationalisés.

- Les libertés : liberté d'association, de réunion, de grève, de la Presse.

- La Laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

- Le droit à l'autodétermination des nationalités.

"Le droit à l'autodétermination, jusqu'à la séparation et la création d'Etats indépendants, sera reconnu à toutes les nations opprimées de l'Iran".

Mais ne suffira-t-il pas de déclarer que la nationalité n'est pas opprimée pour lui refuser le droit à l'autodétermination ?

La suite du chapitre sur le droit à l'autodétermination peut le laisser penser : "Les intérêts de la classe ouvrière iranienne et des masses laborieuses des nationalités opprimées d'Iran sont dans la création d'un Etat Central fort... Toute oppression, ou reconnaissance d'un

avantage spécial sur la base de la langue, culture, race, nationalité ou ethnique, seront illégales".

Malgré le vocabulaire employé (autodétermination), les Fedayines (minoritaires) restent très jacobins.

- L'encouragement à la culture collective et la création de grandes unités agricoles.

Le programme est très libéral, voire libertaire, mais "le gouvernement provisoire révolutionnaire assumera ses tâches, jusqu'à l'établissement des acquis révolutionnaires du peuple", ce qui peut renvoyer les Libertés aux calendes grecques...

L'organisation se donne également pour tâche de construire un Parti Communiste qui ne soit pas un "Parti d'intellectuels" comme celui que vient de créer le KOMALA (1), mais un "parti de masses".

(1) - Nous avons vu que le Komzla se défend d'être un groupe d'intellectuels....

3.3. Rapports avec les Partis kurdes

L'Organisation veut exprimer la volonté des masses et leurs revendications. Elle veut lutter contre toute oppression : oppression de la femme, de l'ouvrier, du peuple kurde.

Le peuple kurde opprimé revendiquant le droit à l'autodétermination, chaque branche des Fedayines (minoritaires) doit militer pour ce droit. Ainsi chaque branche doit dénoncer l'oppression et les massacres du peuple kurde.

Alors que le P.D.K.I. considère les Fedayines (minoritaires) (1) comme un allié privilégié et les classe dans le groupe des forces progressistes responsables, avec les Moudjahidines du Peuple, les Fedayines (minoritaires) sont plus nuancés dans leur classement (2). Ainsi,

- le KONALA est un allié avec lequel on peut collaborer sans réserve mais avec lequel, on ne peut envisager de fusion en raison de son adoption de la thèse déviationniste du social-impérialisme.
- L'organisation des Moudjahidines du Peuple est un allié dans l'étape de la Révolution Démocratique, "mais il faut en même temps lutter contre leur inconséquence et dénoncer leur faux caractère socialiste".

En clair, les Fedayines et les Moudjahidines collaborent pour renverser le régime de l'Imam KHOMÉYNI, mais ne peuvent se mettre d'accord sur le régime qui le remplacera.

Le désaccord est même total sur la question de la propriété privée (à maintenir dans certaines conditions, pour les Moudjahidines ; à éliminer, pour les Fedayines (minoritaires)) et sur le rôle de l'Etat ; pour les Fedayines (minoritaires), toutes les autorités seront dissoutes et remplacées par des organismes élus, y compris l'armée qui sera remplacée par l'armement général du peuple).

(1) - Voir p. 63

(2) - Les "classements" paraissent occuper une part importante dans l'activité intellectuelle des organisations iraniennes.

- Le P.D.K.I. est un allié dans les circonstances actuelles, puisqu'il lutte contre le régime islamique.

Plus généralement, c'est un allié de principe car l'O.G.F.P.I. (minorité) est une organisation qui défend les minorités nationales opprimées.

Les relations sont privilégiées du fait de la présence des Peshmergas de l'O.G.F.P.I. (minorité) dans le Kurdistan (branche du Kurdistan), le Kurdistan étant, par ses conditions géographiques et humaines, un espace adapté à la lutte armée.

De plus, les Fédayines (minoritaires) ne craignent pas, de la part du P.D.K.I., de concurrence de "clientèle". Le P.D.K.I. est un mouvement kurde et recrute donc exclusivement au Kurdistan, ce qui n'est pas le cas pour les Moudjahidines ou pour le KOMALA. Malgré leur alliance avec le P.D.K.I. les Fedayines (minoritaires) ne participent pas au Conseil National de la Résistance, taxé comme les Moudjahidines, de "petit-bourgeois" ; il s'y oppose même farouchement en raison de la présence de BANÏ SADR.

3.4. Implantation à l'étranger

Jusqu'en 1980, les Fedayines (minoritaires) étaient organisés à l'étranger, au sein de la gauche iranienne et des organisations démocratiques des pays d'accueil.

Vers la fin de l'année 1981, les sympathisants se regroupèrent au sein d'un Comité de Sympathisants pour :

- dénoncer le régime islamique et ses crimes en Iran ;
- soutenir la lutte du peuple kurde.

Des comités semblables se sont formés dans d'autres pays, en particulier aux Etats-Unis.

Depuis 1983, les Fedayines (minoritaires) et non plus les Sympathisants sont organisés à Paris, dans "un Comité des Fedayines à l'étranger". Il en est de même aux Etats-Unis, où ils sont très bien organisés et disposent de moyens financiers non négligeables.

Un porte-parole coordonne les actions des différents comités. Il coordonne également les actions ponctuelles, très rares, des comités, avec le KOMALA, les Moudjahidines ou le P.D.K.I..

Généralement, les Fedayines (minoritaires) mènent seuls, leurs manifestations. Il en est ainsi pour les plus récentes (novembre 1983) comme l'occupation des bureaux de "Iran Air" à Paris ou du Consulat d'Iran à Bruxelles.

Le "Comité à l'étranger" de Paris a des contacts sporadiques avec les Moudjahidines et le P.D.K.I..

Avec les organisations françaises de gauche, les contacts sont plus suivis (C.G.T., C.F.D.T., P.S.U., en particulier), ainsi qu'avec la Presse militante d'extrême gauche, par exemple : "Inter-peuples".

C'est des Etat-Unis que viennent les mots d'ordre de l'action à l'étranger. C'est également des Etats-Unis que sont distribués à l'étranger, sous forme d'extraits, l'organé de l'O.G.F.P.I. (minorité) : KAR (1) (le Travail) et la revue publiée au Kurdistan par la branche du Kurdistan : REGA-Y GAL (Le Chemin du Peuple).

(1) - O.G.F.P.I. (majorité) publie une revue de même nom.

CHAPITRE III

LES PARTIS KURDES DE TURQUIE

A partir du XIXe siècle, des mouvements nationalistes, en général conduits par les chefs traditionnels, se succédèrent. En particulier, de 1925 à 1939, le Kurdistan fut le théâtre de révoltes permanentes, toujours écrasées et suivies de déportations. Il faudra attendre près de vingt ans pour que les premières tentatives d'organisation de mouvements kurdes revoient le jour. La révolution des Kurdes d'Irak et la popularité de Mustafa BARZANI, héros de tous les Kurdes, redonnent espoir aux Kurdes de Turquie, malgré les dispositions de la Constitution turque de 1961. L'article 57 stipule : "Les statuts, les programmes et l'activité des partis politiques doivent correspondre aux idéaux, fondés sur les droits et les libertés de l'homme, de la république démocratique et laïque et à la norme fondamentale d'indivisibilité du territoire et du peuple de l'état. Des partis qui ne s'y tiennent pas, sont interdits à jamais...".

La loi sur les partis dans son paragraphe 89 interdit à tout parti : "d'affirmer qu'il existe à l'intérieur des frontières de la République de Turquie des minorités fondées sur des différences nationales, religieuses, culturelles ou linguistiques, d'avoir pour but de créer par la protection, le développement ou la diffusion d'une autre langue ou culture que la turque, des minorités à l'intérieur des frontières de la République de Turquie et de porter préjudice à l'unité de la nation".

En 1969, Faik BUCAK, avocat député d'Urfa, crée le Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie (P.D.K.T), à l'image des P.D.K.-Irak et de Syrie. (1) Mais ce parti est une organisation purement nationaliste et les éléments de la gauche kurde ne le rejoignent pas. Aussi, les progressistes kurdes commencent à militer au sein des organisations de la gauche turque et en particulier du Parti Ouvrier de Turquie qui devient très important au Kurdistan. En 1969, le président et le secrétaire général du P.O.T. sont kurdes. En 1971, au cours du IVe Congrès, une résolution concernant le peuple kurde est adoptée et le Congrès demande de soutenir la lutte du peuple kurde. Dans l'histoire de la République Turque, c'est la première fois qu'un parti légal, représenté au Parlement, reconnaît l'existence du peuple kurde de Turquie. Cela lui valut la dissolution pour "activité séparatiste pro-kurde" en vertu de l'article 57 de la Constitution turque.

(1) - 1969 est la date généralement donnée. Cependant, Kemal BURKAL, actuel responsable du P.D.K.T., disait dans une interview récente que la fondation du P.D.K.T. remontait à 1965/1966.

Du printemps 1969 à juin 1970, deux organisations de jeunesse sont autorisées :

- DEVRIMCI DOGU KÜLTÜR OCAKLARI : D.D.K.O. ou Foyers Culturels Révolutionnaires de l'Est (1)
- D.D.K.A.D. : organisation de femmes.

Ces organisations regroupent des étudiants et universitaires kurdes aux idéologies différentes mais qui sont d'accord pour lutter pour les droits de la jeunesse et de la femme. En fait, ces organisations non politiques de jeunesse étaient plus ou moins influencées par l'idéologie du Parti Ouvrier de Turquie. Les D.D.K.O. organisaient des campagnes pour informer les paysans et les femmes de leurs droits et libertés reconnues par la Constitution. Ils publièrent à partir de 1970, un bulletin mensuel qui contribua à sensibiliser l'opinion publique turque sur la répression qui sévissait à l'Est.

Les dirigeants des D.D.K.O. furent arrêtés en octobre 1970 et six mois après, lors du coup de force des militaires de mars 1971, les D.D.K.O. furent dissous. Les Kurdes se réorganisent alors et créent leurs propres partis, gardant l'idéologie marxiste du Parti Ouvrier de Turquie, mais lui ajoutant une dimension nationale : la libération du Kurdistan.

A peu près tous les responsables des organisations kurdes d'aujourd'hui (hormis ceux du P.D.K.T.) ont milité dans les D.D.K.O.

Depuis le coup d'Etat de 1980 la plupart des dirigeants sont en prison. Ceux qui ont échappé aux arrestations tentent de réorganiser leur mouvement au Proche-Orient, au niveau politique et en Europe au niveau socio-culturel, en créant des associations de travailleurs. Chacun des partis est plus ou moins bien implanté dans tel ou tel pays d'Europe. Mais leur nombre d'adhérents est souvent faible et ne représente sûrement pas leur force réelle. De nombreux Kurdes ne veulent pas adhérer à un parti de peur de représailles lors de leur retour en Turquie, ne serait-ce que pour des vacances estivales.

Aucun groupe ne demande l'autonomie. La demande minimum est la transformation de la Turquie en une république fédérale, mais certains groupes n'hésitent pas à demander le maximum : l'indépendance et la formation d'un grand Kurdistan.

(1) - Est pour Kurdistan. Rappelons l'interdiction du mot Kurdistan.

Tous les groupes sont marxistes et tous ont toujours été totalement clandestins. Ce dernier caractère ne facilite pas leur étude et explique les différences portant sur les dates de création d'un parti, d'une organisation ou d'une revue que l'on peut trouver d'une déclaration à l'autre.

Les partis les plus importants sont sans doute le Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie (P.S.K.T.) et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.). Le Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie, le plus ancien de tous, s'est affaibli par des divisions successives.

D'autres formations se partagent l'audience des Kurdes de Turquie mais elles sont très secondaires , pour ne pas dire inexistantes en tant qu'organisations.

Chapitre III

Les partis kurdes de Turquie

1. TÜRKIYE KÜRDİSTANI SOSYALİST PARTİSİ : T.K.S.P.

(Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie : P.S.K.T.)

1.1. Historique

Le Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie a été créé sous ce nom en 1974 par d'anciens militants kurdes du Parti Ouvrier de Turquie, dissout en juillet 1971. Après l'échec de la révolution des Kurdes d'Irak, le peuple kurde était démoralisé et sans espoir et le nouveau parti se donna pour tâche de mobiliser les ouvriers et les paysans.

Dès sa création, le Parti choisit d'agir dans la clandestinité totale et jusqu'en septembre 1980, date de sa découverte par la police turque, personne ne le connaissait sous ce nom. Les fondateurs du Parti animalent une association culturelle légale qui éditait une revue bilingue : RIYA AZADI (en kurde) ou ÖZGÜRLÜK YOLU (en turc) : le chemin de la liberté. Théoriquement n'importe qui pouvait être membre de cette association, mais on savait que le mouvement appelé indifféremment RIYA AZADI ou ÖZGÜRLÜK YOLU, du nom de la revue, couvrait un parti politique. Sa revue éditée en Turquie et diffusée au Kurdistan (clandestinement) joua un rôle important dans la prise de conscience du peuple kurde et dans la sensibilisation des forces progressistes turques, à la question kurde.

A partir de 1976, une organisation légale de jeunesse, DEVRİMCI HALK KÜLTÜR DERNEĞİ : D.H.K.D. - (Association Culturelle Révolutionnaire du peuple) fut créée par le mouvement RIYA AZADI pour propager les idées du Parti, sans en dévoiler le nom. En 1977, on pouvait compter dans le pays (Kurdistan et Anatolie), une vingtaine de D.H.K.D. qui avaient un rôle politique et social auprès des ouvriers et des paysans.

L'organisation centrale des D.H.K.D. publiait en Turquie un journal bilingue kurde-turc, destiné aux masses : ROJA WELAT (Soleil de la Patrie)

qui fut diffusé au Kurdistan, pendant seize mois entre 1977 et 1978 malgré l'interdiction de parution en langue kurde, l'emprisonnement du rédacteur en chef, la perquisition des locaux. Lors de la mise en vigueur de la loi martiale (décembre 1978), l'impression et la vente du journal furent interdits et les locaux mis sous scellés. ROJA WELAT et les D.H.K.D. n'existent plus. RIYA AZADI est maintenant édité en Suède et diffusé en Europe, et clandestinement au Kurdistan.

Après le coup d'Etat de 1980, le Parti, en diffusant un tract déclarant son existence, se fit connaître sous le nom de TÜRKİYE KÜRDİSTANI SOSYALİST PARTISI (Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie), mais les Kurdes et les Turcs continuent parfois à l'appeler RIYA AZADI ou ÖZGÜRLÜK YOLU. De nombreux dirigeants et militants ont été arrêtés et sont toujours détenus dans les prisons turques. Le Secrétaire du P.S.K.T., Kemal BURKAİ s'est exilé en Suède, d'où il coordonne les activités du parti.

1.2. Idéologie et programme

Parti marxiste, partisan du système socialiste mondial, le P.S.K.T. se veut l'organisation politique et l'avant-garde de la classe ouvrière et de la paysannerie qu'il veut mener à la révolution socialiste. Analysant la société du Kurdistan comme une société semi-féodale et précapitaliste, son objectif à court terme est de "libérer le Kurdistan de l'oppression coloniale et liquider les forces réactionnaires dans la société kurde pour restaurer la liberté et la démocratie en Turquie et dans le Kurdistan de Turquie". Pour cela, il prône la création d'un front unitaire national démocratique du Kurdistan, qui doit prendre place en Turquie au sein d'un front démocratique et national, regroupant tous les socialistes et progressistes des deux peuples kurde et turc, ainsi que les autres minorités, afin d'obtenir pour toutes les nations, le droit à l'autodétermination. Tous les socialistes et progressistes, quelle que soit leur origine peuvent appartenir au front, à condition qu'ils soient anti-impérialistes, anti-colonialistes et anti-féodaux.

Le P.S.K.T. veut, dans les circonstances actuelles, mener une action politique en faisant la propagande de son idéologie, car le moment n'est pas venu de commencer la lutte armée.

En février 1980, le P.S.K.T. a signé une déclaration avec deux autres mouvements kurdes progressistes : D.D.K.D. et K.U.K. - (voir p. 107 et 112) connue sous le nom de "Déclaration du Front Unitaire National-Démocratique du Kurdistan, U.D.G. (Ulusal Demokratik Güçbirliği, en langue turque). Cette déclaration définit la plate-forme sur laquelle les organisations kurdes de Turquie doivent s'unir et affirme que :

- le caractère déterminant de notre siècle est le passage du capitalisme au socialisme ;
- les nouveaux alliés de l'impérialisme sont les dirigeants de la Chine ;
- le peuple travailleur du Kurdistan mènera la révolution nationale-démocratique à la victoire. (le peuple travailleur englobe les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie et les intellectuels) ;
- la révolution du Kurdistan doit être anti-impérialiste, anti-féodale et anti-fasciste ;
- les peuples turc et kurde étant tous deux exploités par les impérialistes, les forces progressistes et démocratiques turques et kurdes doivent être solidaires.

Le Front U.D.G. est resté à l'état de projet bien que les trois organisations continuent à collaborer. L'unité achoppe sur des problèmes de définition de la société kurde ou des moyens de lutte.

La révolution préconisée par le P.S.K.T. devant être à la fois socialiste et nationale, le P.S.K.T. ne se veut pas d'une façon intransigente, le champion de l'indépendance. Il envisage comme possible et bonne la fédération d'une république kurde avec la république turque sur le modèle soviétique. La solution la meilleure à la question nationale kurde ne doit pas être définie dans l'abstrait, elle dépendra

des conditions historiques et des intérêts du prolétariat. Ainsi, la fédération de deux Etats démocratiques est à choisir de préférence à l'indépendance d'un Kurdistan dirigé par les bourgeois et les propriétaires.

1.3. Rapports avec les autres mouvements kurdes.

Le P.S.K.T. s'applique à ne pas limiter ses activités au Kurdistan de Turquie. Il soutient les partis kurdes d'Irak et d'Iran sans mettre en question leur aspiration à l'autonomie. Il préconise l'union de tous les partis patriotiques et progressistes du peuple kurde pour organiser une lutte commune. Il exclut des partis progressistes, les Partis Démocratiques du Kurdistan de Turquie, d'Irak ou de Syrie, qu'il qualifie de "partis colonialistes-bourgeois, organisés par les éléments féodaux de la société kurde, alliés à la bourgeoisie". C'est ainsi que des affrontements armés eurent lieu au Kurdistan, entre 1975 et 1980, entre militants du P.S.K.T. et militants du Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie et du P.K.K.. La situation n'est pas meilleure depuis le Coup d'Etat de 1980. Bien que les Partis kurdes, aient été très durement touchés par la répression, P.S.K.T. et P.D.K.T. continuent à se demander des comptes.

Le P.S.K.T. a de bons rapports avec le P.D.K.I. qu'il soutient, au Kurdistan et à l'étranger, dans sa lutte actuelle contre la République Islamique. Il entretient également de bons rapports avec l'U.P.K.. Depuis 1978, il coopère avec les autres partis kurdes de Turquie, (sauf la petite formation maoïste : KAWA), en vue de constituer un front. Des divergences portant sur l'analyse de la situation politique et économique du Kurdistan, sur la finalité de la lutte et sur les moyens d'action, sont un obstacle à la constitution d'un front.

Le P.S.K.T. n'a aucune relation avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) qu'il taxe d'organisation terroriste et anarchiste.

incapable de diriger le Kurdistan. En fait, le P.K.K. est le grand rival du P.S.K.T., aussi bien au Kurdistan qu'à l'étranger.

A long terme, dans le cas où le Kurdistan de Turquie serait libéré le premier, le P.S.K.T. a inscrit dans son programme l'aide aux autres mouvements kurdes de libération afin d'aboutir à l'unification d'un grand Kurdistan Socialiste.

1.4. Implantation à l'étranger

Les militants du P.S.K.T. réfugiés en Europe, surtout après le Coup d'Etat de 1980 commencent à s'organiser. Ils créent des associations de travailleurs là, où ils sont assez nombreux. La principale association KOMKAR (voir p. 143) se trouve en Allemagne fédérale où les travailleurs turcs et kurdes sont plus nombreux que dans tout autre pays d'Europe. En France, les sympathisants sont peu nombreux, une trentaine environ dans tout le pays. Depuis février 1983, ils ont pris le contrôle de l'Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en France (U.E.T.K.F.) (voir p. 138). En Suède où réside le secrétaire du parti, ils ont aussi créé une association de travailleurs qui a un journal. La revue du Parti RIYA AZADI est actuellement éditée en Suède et distribuée dans le monde et entre clandestinement au Kurdistan. Le secrétaire du Parti a des relations avec les organismes internationaux et avec la Presse de gauche.

En France, des contacts sont établis, mais le manque d'expérience des sympathisants et la clandestinité des responsables est un handicap. Il semble que les sympathisants du P.S.K.T., par le biais des associations qu'ils contrôlent, tournent plutôt leurs efforts vers la gauche turque et le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran. Ainsi KOMKAR a signé une plate-forme commune aux organisations de la gauche progressiste turque et kurde (BIRKOM (1), P.P.K.K.). Une conférence de presse prévue pour le 20 juin 1983 devait précéder une manifestation des sympathisants de ces organisations dans toute l'Europe. Une

(1) - Organisation européenne du front uni de résistance antifasciste créé le 1er juin 1982 "pour libérer les peuples de la Turquie et du Kurdistan du joug de la junte fasciste et créer une démocratie du peuple par laquelle sera mis fin au système d'exploitation et d'oppression par le grand capital et les monopoles impérialistes et construire une société indépendante et libre".

BIRKOM dont le siège à Paris regroupe l'extrême gauche turque et le P.K.K..

série de réunions durant le mois de juin devait les préparer. BIRKOM s'étant désisté, le projet fut abandonné. Des grèves de la faim organisées durant l'été dans toute l'Europe pour protester contre les tortures dans les prisons turques, ne furent pas coordonnées et furent un fiasco. Le P.S.K.T. accuse BIRKOM de s'éloigner de l'esprit de coopération.

Les sympathisants du P.S.K.T. manifestent leur volonté de dialogue en participant à toutes les manifestations qui rassemblent les Kurdes : manifestations politiques, fêtes populaires, visites à l'Institut Kurde de Paris, réunions de solidarité avec les Kurdes d'Iran etc... En revanche ils ignorent les sympathisants du P.K.K. et même les dédaignent.

2. PARTIYA KARKERAN KURDISTAN : P.K.K.

(Parti des Travailleurs du Kurdistan)

2.1. Historique

Fin 1978, début 1979, un tract circula dans le Kurdistan qui annonçait la création du Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) et énonçait les principes qui le guidaient.

Une deuxième publication du P.K.K., brochure de cinquante huit pages en langue turque aurait également circulé en 1980. Le P.K.K. annonça sa fondation en ces termes : "Depuis des siècles, le peuple du Kurdistan a mené une guerre de libération contre la domination étrangère et ses collaborateurs locaux. De façon à élever le combat au niveau d'une guerre de libération nationale pour laquelle la situation est mûre, et de façon à combiner le combat avec la lutte de classe, le Parti des Travailleurs du Kurdistan a été fondé. C'est la nouvelle organisation du prolétariat du Kurdistan". En fait la création du P.K.K. était la concrétisation d'un courant politico-idéologique né dès 1972 à Ankara parmi des étudiants kurdes et turcs. Les membres du P.K.K. furent connus sous le nom de APOCULAR, "disciples de APO", APO étant le nom de code de l'un des fondateurs du parti : Abdullah OZALAN, aujourd'hui secrétaire général du P.K.K..

Dès sa création, le P.K.K. eut recours au terrorisme, non seulement contre la droite turque mais aussi contre les féodaux kurdes. La série d'attentats qui eut lieu au Kurdistan dès 1979, fut attribuée la plupart du temps aux APOCULAR qui n'ont pas toujours démenti. Les actions terroristes ont été très couvertes par la presse turque et étrangère et ont contribué à la mauvaise réputation du P.K.K., mais aussi à sa popularité dans les couches sociales les plus exploitées du Kurdistan.

Le P.K.K. se veut internationaliste et à ce titre quelques Turcs militent en son sein, tel Kemal PIR membre du Comité-Central du P.K.K.

mort le quarante cinquième jour d'une grève de la faim en septembre 1982 à la prison de Diyarbakr. Au cours de son procès Kemal PIR affirma qu'il prit part "au combat des révolutionnaires kurdes contre le colonialisme turc, car il savait que la libération de la Turquie ne serait possible que par la libération du Kurdistan ". Ce langage est celui que tiennent tous les militants turcs du P.K.K..

Dès 1979, plusieurs centaines de militants furent arrêtés et après le Coup d'Etat de 1980, la répression toucha en particulier le P.K.K. qui opérait au grand jour.

Aujourd'hui la plupart des dirigeants et de nombreux militants sont en prison. Cinquante six condamnations à mort ont été prononcées à leur encontre depuis mai 1983. Ceux qui ont pu fuir se sont souvent réfugiés au Liban dans les Camps Palestiniens. Depuis que l'O.L.P. a quitté Beyrouth, ils tentent de réorganiser leur mouvement en Europe.

2.2. Idéologie et programme

La guerre nationale de libération du Kurdistan dirigée par le P.K.K., fait partie intégrante de la révolution mondiale socialiste dont les trois piliers sont : les pays socialistes, les mouvements de libération nationale et les mouvements de travailleurs. Pour le P.K.K., l'impérialisme est la cause de tous les maux de notre époque : racisme, inégalités sociales, partition du Kurdistan. Le P.K.K. se déclare être non seulement un mouvement de libération nationale mais surtout un mouvement pour la libération d'une classe.

Dans l'annonce de sa création, le P.K.K. définit clairement ses objectifs et ses moyens de lutte.

A - Objectifs

- organiser et mener la lutte du peuple kurde ;
- libérer le Kurdistan de l'impérialisme et du colonialisme (entendons par cela, les Turcs et les féodaux kurdes) ;
- établir la dictature du prolétariat dans un Kurdistan indépendant et unifié ;
- réaliser une société sans classe.

B - Moyens

La terreur révolutionnaire est une méthode de lutte indiscutable et doit être employée aussi bien contre l'Etat Turc que contre les bourgeois et les féodaux. "Contre la violence réactionnaire, nous proposons la violence révolutionnaire, pour protéger, défendre la dignité nationale du peuple kurde". Dans sa revendication d'indépendance, le P.K.K. est accusé d'être en contradiction avec lui-même. En effet si dans son programme il est clairement dit que la solution recherchée pour le Kurdistan est l'indépendance, dans le programme du Front unifié de lutte dont il fait partie (BIRKOM) on envisage l'indépendance mais aussi la fédération et même l'autonomie.

Le P.K.K. se dit marxiste-léniniste mais le P.S.K.T. lui refuse cette qualification. Il a même écrit un livre pour démontrer que le P.K.K. ne connaissait rien au marxisme-léninisme et qu'il n'avait aucune idéologie précise.

Le P.K.K. tint son 1er congrès en août 1982 quelque part au Proche-Orient.

Si sa ligne idéologique est toujours la même "en tant qu'expression des intérêts de la lutte de libération nationale du peuple kurde et en tant que ligne de la classe prolétarienne", la tactique révolutionnaire a quelque peu changé. Le P.K.K. oriente désormais ses efforts vers la formation idéologique et politique de ses cadres et vers les relations avec les forces progressistes

et révolutionnaires du Moyen-Orient, voulant faire du Kurdistan "un fond de lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le colonialisme fasciste turc et la réaction au Proche et Moyen-Orient". En d'autres termes, le P.K.K. veut transformer le parti en un mouvement de résistance puissant contre le colonialisme et faire du Kurdistan un champ de bataille révolutionnaire. De nombreux militants réfugiés à l'étranger depuis le Coup d'Etat, seraient retournés clandestinement au Kurdistan de Turquie décidés à se battre avec l'énergie du désespoir.

2.2. Rapports avec les autres mouvements kurdes

Le P.K.K. s'est trouvé très isolé des autres mouvements kurdes qui lui reprochaient son terrorisme aveugle. Il a utilisé la violence non seulement contre les fascistes turcs et les éléments féodaux, mais aussi contre des membres d'autres organisations progressistes kurdes. C'est que le P.K.K. condamne presque toutes les organisations, les accusant d'être réactionnaires ou réformistes. Il considère que trois courants politiques sont présents dans la société kurde :

- des courants "chauvinistes et sociaux chauvinistes" qui représentent la bourgeoisie dominante du pays. Sont compris dans cette catégorie tous les Kurdes qui font partie des organisations politiques dominées par les Turcs de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Le terme "social chauviniste" désigne les organisations communistes et socialistes turques qui ne soutiennent pas le droit inconditionnel à l'autodétermination des Kurdes, en particulier le Parti Communiste Turc ;

- les courants réformistes nationalistes. Ils comprennent presque toutes les organisations kurdes qui, selon le P.K.K., sont basées sur les couches féodales et bourgeoises comprador de la société kurde. Le P.K.K. nomme, RIYA AZADI (P.S.K.I.), D.D.K.D., et RIZGARI.
- les courants marxistes-léninistes. Le P.K.K. n'explique pas ce que sont ces courants. Il précise seulement que ce sont les seuls qui soutiennent sans équivoque, le principe d'autodétermination.

Il est clair que le P.K.K. base ses relations avec les autres mouvements, moins sur le critère de luttes de classes que sur celui de l'indépendance du Kurdistan.

Le P.K.K. est souvent accusé par les partis kurdes, de combattre quelques féodaux, mais d'accepter le soutien de certains autres. Ainsi lorsqu'il classe parmi les nationalistes féodaux, D.D.K.D., RIZGARI, RIYA AZADI, il ne mentionne pas K.U.K. considéré généralement comme plus conservateur que les autres, ou le P.D.K.-Turquie connu pour ses relations avec les milieux féodaux. Le P.K.K., parti internationaliste, marxiste-léniniste, s'oppose au Kurdistan aux mouvements franchement marxistes-léninistes, mais coopère avec les partis les plus liés aux milieux féodaux : le P.D.K. - Turquie et le P.D.K.-Irak chez qui il trouve parfois refuge.

En Europe, le P.K.K. fut également très isolé de la plupart des mouvements kurdes. Mais, depuis près d'un an il semblerait que ses relations avec les autres tendent à se normaliser. En tout cas il en a la volonté, même si certains partis (P.S.K.T., P.D.K.I.) continuent à lui reprocher ses erreurs. Le fait qu'il appartienne à BIRKOM pourrait être un facteur de rapprochement avec le P.S.K.T. et ses alliés par exemple. Lorsque le P.S.K.T. signe un tract avec BIRKOM, il le signe indirectement avec le P.K.K. et les deux partis peuvent coopérer pour des actions ponctuelles. C'est ainsi que le P.S.K.T. et le P.K.K. ont manifesté à plusieurs reprises avec toute la gauche turque et kurde dans plusieurs villes d'Europe.

2.4. Implantation à l'étranger

Le P.K.K. est bien implanté en Europe depuis un ou deux ans, en particulier en France, en Allemagne Fédérale, en Suède et depuis le départ des Palestiniens de Beyrouth, en Syrie.

Totalement clandestin depuis les arrestations massives de 1980-1981, il est impossible de savoir où se trouve sa direction.

Il publie à Cologne l'organe du parti : SERXWEBUN (Indépendance) journal bilingue kurde-turc, diffusé un peu partout, y compris au Kurdistan. (1)

Le P.K.K. considère que son rôle à l'étranger est, d'une part, d'alerter l'opinion publique. Pour cela il cherche à avoir de nombreuses relations avec la Presse et il y arrive. La plupart des informations données par les journaux sur la situation du Kurdistan de Turquie ou sur les prisonniers politiques, proviennent du P.K.K. sans que les journalistes fassent la distinction entre les partis. Il organise aussi des manifestations spectaculaires : grèves de la faim, occupations de sièges de partis politiques ou de journaux. Par exemple, en France, en 1982 et 1983 ses militants ont occupé le siège du Parti socialiste, le siège des journaux : le Monde, le Matin, Libération. D'autre part, il veut informer et mobiliser les Kurdes vivant à l'étranger. Il remplit ce rôle par le biais des associations de travailleurs créées sous son impulsion. De fait, de nombreux travailleurs kurdes et même turcs se sensibilisent au problème kurde en Europe et certains Kurdes apprennent leur langue en Europe. Le P.K.K. recrute sa clientèle en particulier parmi les ouvriers les plus défavorisés, provenant des régions les plus pauvres du Kurdistan.

A l'étranger, le P.K.K. a de bons contacts avec toute la gauche turque (sauf le Parti Communiste de Turquie), avec les organisations de gauche du Moyen-Orient en particulier les organisations palestiniennes, avec le Parti Communiste Irakien et avec le P.D.K.-Irak. Il a des

(1) - Ce journal mensuel a commencé à paraître en janvier 1982.

relations suivies avec le Parti Communiste Français et avec le Parti Socialiste qui juge parfois les militants du P.K.K. "envahissants".

Les organisations de travailleurs sont le véritable terrain de lutte du P.K.K.. La mobilisation de ses militants entraîne parfois des rejets, mais aussi souvent des adhésions massives.

Le P.K.K. a fêté à la mi-novembre 1983 le cinquième anniversaire de sa création au cours d'une soirée internationale à Hambourg. De nombreux représentants d'Amérique latine étaient présents, des Palestiniens, des Kurdes d'Irak et des sympathisants du P.K.K. venus de plusieurs pays d'Europe formaient l'Assemblée qui comptait environ quatre mille personnes.

3. LE PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN-TURQUIE : P.D.K.T.

Le Parti Démocratique du Kurdistan-Turquie créé en 1965 par un avocat, député d'Urfa, Faïk BUCAK et un comptable Saïd ELICI, à l'image des P.D.K. d'Irak et de Syrie, est un parti taxé de bourgeois nationaliste par la plupart des partis kurdes.

En 1969, alors que la tendance barzaniste dirigeait le parti avec Saïd ELICI comme secrétaire, un groupe animé par le docteur SIWAN, en désaccord avec la direction, provoqua la première scission du parti. Le docteur SIWAN créa une organisation rivale du P.D.K.-Turquie, mais reprit, pour le nouveau parti, le même nom : Parti Démocratique du Kurdistan, qui deviendra en 1977 le Parti des Travailleurs du Kurdistan pris en 1983, l'Avant-garde des Travailleurs du Kurdistan (P.P.K.K.).

Le P.D.K.-Turquie fut de nouveau affaibli au moment de la création du P.S.K.T. lorsque certains de ses membres le quittèrent pour rejoindre la nouvelle formation.

La vieille tendance barzaniste se scinda à son tour en 1979. Les fidèles de BARZANI restèrent au sein du parti, les autres se regroupèrent pour former un nouveau parti : K.U.K. (Nationaux-Démocrates-Révolutionnaires).

Le P.D.K.-Turquie reste conservateur, bien qu'à son congrès d'octobre 1977 il se soit déclaré "ouvert aux principes marxistes-léninistes". A ce même Congrès, il s'est prononcé pour l'indépendance du Kurdistan et cette position est sans doute la raison de la bienveillance du P.K.K. à son égard.

Si le P.D.K.-Turquie existe toujours, il ne semble plus représenter une force politique réelle dans le pays et il est généralement considéré comme une section du P.D.K.-Irak. Il a une représentation pour l'étranger en Suède et les militants exilés en Europe travaillent dans les associations du P.D.K.-Irak.

4. PARTIYA PESENGA KARKERI KURDISTAN : P.P.K.K.

(Avant-Garde des Travailleurs du Kurdistan)

4.1. Historique

Le P.P.K.K. est un parti politique connu sous ce nom depuis son Congrès de février 1983 tenu clandestinement au Proche-Orient.

L'origine de ce parti remonte à 1969, lorsque le docteur SIWAN en désaccord avec la tendance barzaniste du Parti Démocratique du Kurdistan-Turquie provoqua sa scission. Il créa un autre parti du même nom, qui fut dissous comme tous les partis politiques après le Coup de force des militaires de 1971.

Il tint son premier Congrès en 1975 mais ne s'organisa réellement qu'en 1977 date à laquelle il prit son nom : PARTIYA KARKEREN KURDISTAN : P.K.K., Parti des travailleurs du Kurdistan, nom qui sera repris un an plus tard par les APOCULAR. Il le conservera jusqu'à son dernier congrès où il deviendra le PARTIYA PESENGA KARKERI KURDISTAN : P.P.K.K..

Dès sa création, le parti étant clandestin, les militants se regroupèrent selon le schéma classique en Turquie, au sein d'organisations légales de jeunesse : DEVRIMCI DEMOKRATIK KULTUR DERNEGI ou D.D.K.D. (Association culturelle démocratique et révolutionnaire) et de femmes : DEVRIMCI DEMOKRATIK KADINLAR DERNEGI ou D.D.K A.D. (Association démocratique et révolutionnaire de femmes). En fait, en Turquie et à l'étranger on ne connaîtra pratiquement pas le nom du parti, les militants étaient connus jusqu'en 1983 exclusivement sous le nom de D.D.K.D.. A présent, on les appelle en général les PESENG.

En 1982, une crise interne importante divisa les militants, qui se répercuta en Europe au sein de leurs associations de travailleurs. Le Congrès de février 1983 ne réunit qu'une partie des membres

des D.D.K.D., et consacra la scission. Le secrétaire général, arrêté après le Coup d'Etat et toujours en prison, fut démis de ses fonctions et remplacé. La fraction des D.D.K.D. qui n'assista pas au Congrès ne reconnaît pas le nouveau secrétaire. Elle se distingue des PESENG et dit représenter les D.D.K.D..

Le Parti, très affaibli par les arrestations de 1980, l'est encore plus depuis la division de ses membres à l'étranger, division provoquée par des divergences portant sur l'organisation du Parti, sur la nature du pouvoir en Turquie, sur les structures économiques et sociales du Kurdistan et sur les relations avec le Parti Communiste de Turquie.

Avant leur dissolution, les D.D.K.D. publiaient en Turquie une revue littéraire : TIREC, une revue pour la jeunesse : D.D.G. et, de janvier 1980 à septembre 1980, une revue politique théorique : JINANU : Vie nouvelle (cinq numéros furent publiés en sept mois). A présent le P.P.K.K. a un organe politique interne : PESENG BO SORES (Avant-garde pour la révolution) imprimé à l'étranger, ainsi qu'une revue pour enfant HÉLIN. Les associations de travailleurs du P.P.K.K. publient une revue pour les masses : ARMANC (objectif).

4.2. Idéologie et Programme

Si le nom du parti a déjà changé à deux reprises, son idéologie et ses revendications sont toujours les mêmes : "Indépendance du Kurdistan dans la lutte armée".

Les D.D.K.D. et D.D.K.A.D. luttèrent pour les revendications sociales et économiques des ouvriers, des paysans, des étudiants et des femmes, justifiant ainsi leur existence légale. Ils considéraient cependant comme un devoir d'aider le parti qu'ils couvraient.

Le P.P.K.K. est un parti marxiste prosoviétique comme le P.S.K.T. Ces deux partis sont proches et collaborent aussi bien au Kurdistan

qu'à l'étranger. Leurs divergences portent essentiellement sur leur analyse de la société au Kurdistan; sur les moyens de lutte et sur sa finalité.

Pour le P.P.K.K., le capitalisme est au pouvoir au Kurdistan, il faut donc le renverser en faisant une révolution "nationale". Un parti, et seul un parti, peut, par la lutte armée faire cette révolution, l'objectif final étant l'indépendance.

A l'intérieur des D.D.K.D. les divergences qui provoquèrent la scission de 1982 portaient sur des points de détail. Par exemple, les futurs PEŞENG appelaient "fasciste" le coup d'Etat du 12 septembre 1980, les autres l'appelaient "militaire".

Le P.P.K.K. semble regrouper plus d'étudiants et d'enseignants que de travailleurs.

4.3. Rapports avec les autres mouvements kurdes.

Avant le Coup d'Etat de 1980, le P.P.K.K. (qui s'appelait encore Parti des Travailleurs du Kurdistan : P.K.K.) avait des relations en Turquie avec les organisations de la gauche turque, proches du Parti Socialiste Ouvrier Turc (T.S.O.P.) et avec I.G.D., association progressiste des jeunes liée au Parti Communiste Turc (T.K.P.).

Depuis 1980, le P.P.K.K. se rapproche plutôt des organisations kurdes : P.S.K.T., K.U.K., RIZGARI, TEKOSIN, ALA RIZGARI. Nous avons vu que sous le nom de D.D.K.D., le parti a signé avec le P.S.K.T. et K.U.K. la déclaration du l'U.D.G.. Avec les autres partis du Kurdistan, P.P.K.K. a sensiblement les mêmes relations que le P.S.K.T..

4.4. Implantation à l'étranger

Il semblerait que le parti soit complètement démantelé en Turquie. Les sympathisants réfugiés à l'étranger, bien que très actifs sont

peu nombreux. A Paris on compte deux ou trois sympathisants représentant les deux tendances (PESENG et D.D.K.D.). La tendance PESENG fait partie de l'Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes de France.

En Suède et en Allemagne ils sont plus nombreux et ont pu former leurs propres associations : les K.K.D.K.. Leur revue ARMANC était publiée régulièrement en Suède et distribuée à l'extérieur. Après la crise interne de 1982 qui a vu fleurir jusqu'à trois ARMANC, la publication fut interrompue pendant près de six mois. Il semblerait à présent que seuls les sympathisants de PESENG aient repris la publication.

Les PESENG n'ont pas de rapports spéciaux avec la presse ou avec les partis politiques. A Paris, ils participent comme le P.S.K.T. aux activités de l'Institut Kurde de Paris.

5. AUTRES FORMATIONS KURDES DE TURQUIE

5.1. KURDISTAN - ULUSAL - KURTULUSÇULARI : K.U.K.

(Nationaux - Démocrates - Révolutionnaires)

K.U.K. fut fondé entre 1979-1980, lorsque l'aile gauche marxisante du P.D.K.T. le quitta.

K.U.K. se veut l'organisation de la lutte patriotique du Kurdistan.

Dès sa création, K.U.K. coopéra avec le P.S.K.T. et fut l'un des trois signataires de la déclaration de l'U.D.G.. Il tint sa première Conférence à l'étranger probablement à Damas en octobre 1982 et adopta l'indépendance comme solution au problème du Kurdistan. Ses sympathisants sont assez nombreux pour créer des associations de travailleurs. C'est le cas en Allemagne où ils sont à l'origine des KOC-KAK (voir page 149). Dans les autres pays d'Europe, ils sont très peu nombreux. par exemple en France ils ne seraient que deux ou trois. Ils ne rejoignent pas le P.S.K.T. d'une manière générale, car ils auraient gardé une idéologie bourgeoise.

5.2. RIZGARI (Libération)

RIZGARI est une organisation créée en 1976 par un groupe d'intellectuels kurdes, avec une revue du même nom, pour lutter pour l'indépendance du Kurdistan. La revue bilingue RIZGARI fut interdite dès la parution de son premier numéro.

A partir de 1979 RIZGARI définit nettement son objectif : la fondation d'un Parti Communiste du Kurdistan indépendant des deux blocs communistes, qui mènera la lutte pour l'indépendance.

Le 1er mars 1983, le responsable de RIZGARI exilé en Suède annonça la fondation du Parti Communiste du Kurdistan. Dans un point de vue écrit sur la fondation du parti, RIZGARI s'assigne pour but de réunir

tous ceux qui croient au Socialisme et au Kurdistan indépendant.

Les divergences de RIZGARI et du P.S.K.T. portent sur la position de ce dernier en faveur de l'Union Soviétique, sur leur analyse différente de la société du Kurdistan : pour RIZGARI, la société kurde en Turquie est soumise au colonialisme (alors que pour le P.S.K.T. nous avons vu qu'elle est semi-féodale et pré-capitaliste), sur la solution à apporter au problème du Kurdistan : RIZGARI demande exclusivement l'indépendance des quatre parties du Kurdistan.

Avec le P.P.K.K., les divergences portent surtout sur la position respective des deux partis vis à vis du bloc communiste. RIZGARI qui ne veut se rattacher ni aux maoïstes, ni aux trotskystes, ni aux soviétiques, reproche au P.P.K.K. son soutien à l'Union Soviétique.

Au Kurdistan, RIZGARI a des rapports étroits avec le P.D.K.-Irak. Le Parti a quelques exilés en Europe particulièrement en Suède, en Allemagne et en Hollande. En France, ils sont de l'ordre de deux ou trois. L'organe du Parti Communiste du Kurdistan YEKÎTÎ (union) est publié en Europe. Il en est à son troisième numéro.

5.3. ALA RIZGARI (Drapeau de la liberté)

ALA RIZGARI est le nom d'un groupe qui a quitté RIZGARI avant la fondation du Parti Communiste du Kurdistan. Cette scission a été provoquée par des divergences portant essentiellement sur le rôle d'un parti. Pour RIZGARI, seul le parti communiste peut mener la lutte pour l'indépendance, alors que ALA RIZGARI pense que les organisations démocratiques peuvent jouer ce rôle.

Le responsable de ce groupe vit actuellement en Syrie et les quelques militants sont dispersés en Europe, le plus grand nombre étant en Autriche et en Suède.

ALA RIZGARI s'est surtout fait connaître du public par sa collaboration avec des partis kurdes plus importants : P.S.K.T., K.U.K., P.P.K.K..

5.4. KAWA (1) ; DENGÊ KAWA (la voix de KAWA)

KAWA et DENGÊ KAWA sont deux petites formations, l'une pro-chinoise l'autre pro-albanaise, qui luttent à la fois contre l'Union Soviétique et pour l'indépendance du Kurdistan. Ces formations marginales ne représentent rien au Kurdistan. En Europe, quelques sympathisants se trouvent en Suisse et en Autriche. Ils publient un journal : KAWA et DENGÊ KAWA.

On ne trouve pas, en général, la signature de ce groupe sur les déclarations communes de la gauche kurde et turque.

5.5. TEKOSIN (la lutte)

TEKOSIN est également une petite formation composée d'une centaine de personnes au Kurdistan mais qui ne représente aucune force réelle. Elle serait en voie de disparition bien que quelques Kurdes en Europe et au Proche-Orient se réclament de ce mouvement (Suède, Autriche, Syrie).

En Europe TEKOSIN coopère avec le P.S.K.T. et ses alliés.

Pendant l'été 1963, les responsables de cinq organisations kurdes de Turquie ont adopté à Damas un programme commun et ont demandé à leurs sympathisants d'Europe de l'adopter. Ce sont : P.S.K.T., P.P.K.K., ALA RIZGARI, K.U.K, TEKOSIN.

(1) - KAWA : nom d'un héros kurde.

CHAPITRE IV

LES PARTIS KURDES DE SYRIE

AVERTISSEMENT

Les historiens et les journalistes ou même les nationalistes kurdes qui s'intéressent au mouvement national du Kurdistan, ignorent totalement (ou feignent d'ignorer), les organisations kurdes de Syrie. Cette étude ne peut être très précise car les partis conscients sans doute de leur extrême faiblesse, ne tiennent pas à donner des informations sur eux, ni même à éclairer un point d'histoire. On reste toujours dans le vague, sûr ainsi de ne pas se compromettre.

1. LE MOUVEMENT KURDE DE SYRIE DE 1957 à 1972

Le Parti Démocratique du Kurdistan de Syrie (P.D.K.-Syrie) a été créé à la fin de l'année 1957, peu de temps avant la signature de l'Acte d'Union avec l'Egypte et l'installation du BAAS aux postes de commande. Le nationalisme arabe était alors exacerbé sous la direction des Nassériens qui triomphaient déjà à Damas.

"Si nous avons fondé le Parti Démocratique Kurde de Syrie, c'est parce que dès 1949, les pouvoirs militaires successifs n'ont fait que piétiner la démocratie en Syrie et ont supprimé graduellement les droits dont y jouissaient les Kurdes. Dès 1955, les autorités, dominées ou influencées par le chauvinisme baassiste, sont allées jusqu'à faire briser les disques de musique kurde des cafés dans les régions kurdes et à condamner à des peines de prison, des Kurdes trouvés en possession de livres écrits en leur langue". (1)

Telle fut la déclaration de Noureddine ZAZA, le principal fondateur du parti, lors des interrogatoires qui suivirent son arrestation du 8 août 1960.

Le Parti Démocratique du Kurdistan de Syrie fut fondé à l'image du P.D.K.-Irak, avec l'aide de Jalal TALABANI membre du P.D.K.-Irak, alors réfugié en Syrie. A cette époque il n'y avait qu'un parti kurde en Iran et qu'un parti kurde en Irak, tous deux appelés P.D.K..

Les principaux fondateurs du Parti venaient d'un milieu social favorisé. Ainsi Noureddine ZAZA était un universitaire rentré d'Europe en 1956, fils d'un propriétaire terrien, Osman SABRI le plus âgé était un poète connu, Hamid Hadj DERWICH, un étudiant en droit, fils de famille, Rachid HAMO, un instituteur autodidacte (ancien membre du Parti Communiste Syrien), Cheikh Mohamed ISSA MAHMOUD (chef religieux).

A sa création, le P.D.K.S. fut doté d'un comité exécutif provisoire qui devait fonctionner jusqu'à la convocation du Congrès ; Noureddine ZAZA en fut le premier Président. Le Parti eut une activité clandestine : recrutement de membres ; publications d'ouvrages rédigés en kurde et en arabe ; pour sensibiliser les Kurdes aux problèmes spécifiques de la Syrie, mais aussi du monde

(1) - ZAZA Noureddine, *Ma vie de Kurde*, Bibliographie 9

en général ; impression de tracts, de bulletins dénonçant l'oppression etc..

Très vite le nouveau parti s'opposa à l'union de la Syrie et de l'Egypte dans les termes imposées par NASSER. "L'Union de l'Egypte et de la Syrie, loin de barrer la route à la politique de génocide culturel des Kurdes, en instaura une plus raciste, plus fasciste et plus tyrannique encore. Aujourd'hui, il n'y a plus d'officiers kurdes dans l'armée, plus de fonctionnaires de haut rang dans l'administration, plus d'instituteurs et de policiers kurdes dans les régions kurdes... L'avenir nous paraît très sombre et nous force à nous unir". (1)

A la suite d'une surveillance de plusieurs mois, les responsables du Comité exécutif d'Alep furent arrêtés le 5 août 1960 et torturés. Le Parti Démocratique fut découvert et en quelques jours plus de cinq mille personnes furent arrêtées et interrogées. Nouredine ZAZA fut arrêté le 8 août 1960, Osman SABRI et Rachid HAMO probablement un jour plus tôt.

Nouredine ZAZA sera relâché le 8 août 1961, puis de nouveau arrêté avant son élection à l'Assemblée de la jeune République Arabe Syrienne (décembre 1961) pour avoir prononcé un discours électoral en langue kurde. Elu, mais invalidé, de nouveau pourchassé, il quittera définitivement la Syrie en 1963 et se tiendra à l'écart de tout parti politique. (2)

Osman SABRI resta en prison un peu plus longtemps que Nouredine ZAZA car il avait fait adhérer des militaires au P.D.K.S.. Il en fut de même pour Rachid HAMO. Considéré comme le père des Kurdes, le véritable chef du P.D.K.S. de 1957 à 1959, Osman SABRI délaissera le parti à sa sortie de prison en 1961. Selon les uns, il en aurait été exclu, (3) selon d'autres il aurait fondé son propre parti, selon d'autres encore, malade, il aurait abandonné la lutte politique. Quoi qu'il en soit, le souvenir de Osman SABRI est très vivace chez les Kurdes, jeunes et moins jeunes.

Hamid Hadj DERWICH qui avait échappé aux premières arrestations dirigea le P.D.K.S. de 1961 à 1965. Il fut arrêté en 1965 et relâché dix mois plus tard.

(1) - In Ma vie de Kurde. Bibliographie 9

(2) - Un autre membre du P.D.K.S. avait été élu à l'Assemblée : Cheikh Mohamed ISSA MAHMOUD

(3) - D'autres sources fixent l'exclusion du Parti d'Osman SABRI en 1965 après la première division du P.D.K.S.

On l'accusera dès lors de collaboration avec le régime de Damas.

En règle générale, dès la fin des années cinquante et surtout avec l'élaboration du plan de la ceinture arabe (voir page 7), les Kurdes, membres du P.D.K.S. ou non, furent traqués et poursuivis par les "Mabahess" (services de renseignements) comme "traîtres, saboteurs à la solde de l'étranger, séparatistes visant à détacher une partie de la Syrie pour l'annexer à un Etat étranger". En ce sens, la lecture du chapitre IV intitulé "Les Partis Politiques en Djazira" d'un document secret daté de 1963 (1) est exemplaire : "Le Parti Démocratique Kurde (2) est aujourd'hui la formation la plus répandue parmi les Kurdes et présente le plus grand danger... Il est clair que le centre du Parti se trouve en Irak, d'où il se répand en sections dans les pays et Etats voisins... que le P.D.K. n'est qu'une section importante du parti communiste mondial... et que dans l'esprit de ses fondateurs on rêve qu'il soit le parti communiste du futur Etat du Kurdistan..." L'auteur conclut que le P.D.K.S. constituant un obstacle insurmontable sur la voie de la sainte conquête arabe, "ne peut être exterminé qu'en exterminant les Kurdes".

Pourtant, les objectifs des fondateurs du Parti étaient fort modérés, à savoir : la reconnaissance des Kurdes de Syrie comme un groupe ethnique ayant droit à sa propre culture. Ils voulaient sensibiliser l'opinion publique syrienne sur le retard économique des régions kurdes et ils demandaient au gouvernement syrien que l'administration de ces régions soient moins systématiquement arabe. De fait, les fonctionnaires militaires et civils kurdes étaient licenciés, les académies militaires et de police étaient fermées aux jeunes Kurdes, des régions kurdes étaient vidées de leurs habitants kurdes et repeuplées d'Arabes, des Kurdes habitant la Syrie depuis plusieurs générations se voyaient refuser la nationalité syrienne.

Les arrestations des dirigeants, l'absence de "zone libérée" comme en Irak, le fait aussi que ce parti ait été fondé par des chefs de familles furent des handicaps majeurs pour le bon fonctionnement du P.D.K.S.. La rumeur fixe à l'année 1961 les premiers désaccords dans la direction, désaccords qui ne

(1) - Signé Mohamed Jalab HILAL chef de la police politique de Djazira, devenu par la suite ministre. ce document découvert en 1968 par le P.D.K.S. fut traduit et annoté par I.C. VANLY et publié en Français sous le titre "La Persécution du peuple kurde par la dictature du BAAS".

(2) - Contrairement aux autres Partis du Kurdistan d'Irak, d'Iran ou de Turquie les Kurdes de Syrie appellent leurs partis indifféremment "du Kurdistan" ou "Kurde".

se situaient pas au niveau des idées, mais au niveau des personnes. Les Kurdes de Syrie n'ont jamais été exigeants dans leurs revendications. Ils ont toujours lutté pour les principes élémentaires de justice et de sécurité à l'intérieur de la Syrie dont ils sont l'une des minorités. Mais les antagonismes furent fondés sur des rivalités de clans, de familles.

La première division du P.D.K.S. qui a provoqué plus tard son éclatement en de multiples partis, eut lieu en 1964. Tandis que le P.D.K.S. pro-BARZANI comme à ses débuts, fonctionnait tant bien que mal, deux groupes appelés "gauche" et "droite" en seraient sortis. La plupart des Kurdes interrogés s'accordent pour placer :

- à gauche :

Osman SABRI (avec des réserves, voir supra), Mela (Mollah) NEYO, responsable du P.D.K.S. dans la région de Qamishli en Djazira. (Plus tard il ira combattre au Kurdistan d'Irak pendant la quatrième guerre : 1969-1970)

- à droite :

Hamid Hadj DERWICH, (soutenu par le poète CÜRERXWİN) et Rachid HAMO.

Cette crise est une conséquence de la crise interne du P.D.K.-Irak. Hamid Hadj DERWICH qui avait fait ses études avec TALABANI se plaça dans son camp, s'opposant à BARZANI.

Le P.D.K.S. appelé "Le Parti" était en fait le seul parti kurde pris en considération par le gouvernement de Damas qui l'assimilait d'ailleurs au P.D.K.-Irak. Il tint son premier congrès en 1967 où furent précisés ses objectifs. Outre la lutte pour l'égalité de droits entre Kurdes et Arabes et pour le rétablissement d'un régime démocratique, le P.D.K.S. inscrivait à son programme, la lutte contre l'impérialisme et le soutien aux mouvements de libération nationale en collaboration avec les forces progressistes de la société kurde en Syrie et du peuple syrien. Le "Parti" se disait neutre et demandait à la "droite" et à la "gauche" de le rejoindre. Mais en 1970, de nombreux Kurdes, las sans doute des querelles de boutiques quittèrent les partis.

2. LE MOUVEMENT KURDE DE SYRIE DE 1972 A 1980

En 1972, l'une des années de paix au Kurdistan d'Irak, BARZANI invita dans son fief les dirigeants du P.D.K.S. divisé et subdivisé, pour essayer de remédier à l'émiettement du mouvement kurde de Syrie. Il ne réussit pas à réunir les antagonistes sous sa bannière, mais un nouveau Parti Démocratique du Kurdistan de Syrie fut créé, dirigé par un notable Daham MIRO. Il tint son premier Congrès en septembre 1972 sous le patronnage de BARZANI. En cautionnant le nouveau parti, BARZANI espérait que de nombreux patriotes le rejoindraient en dépit des positions respectives des anciens dirigeants. Ce calcul se révéla juste en partie, le P.D.K.S. nouvelle formule rassembla diverses personnalités telles que Hamid SINO rentré d'Allemagne, Cheikh Mohamed ISSA MAHMOUD et son frère Cheikh Mohamed BAQI. Mais Mela NEYO et Hamid Hadj DERWICH ne réintégrèrent pas les rangs du P.D.K.. Certains prétendent même que l'appellation "gauche" et "droite" daterait de la rencontre de 1972. BARZANI exaspéré de ne pouvoir unir les Kurdes de Syrie, aurait mis à gauche du P.D.K.S. tous ceux qui ne voulurent pas y adhérer. Hamid Hadj DERWICH aurait protesté ; "mais ne ne suis pas à gauche moi !" - "Si tu n'es pas à gauche, tu es à droite". aurait rétorqué BARZANI...

Peu après leur retour d'Irak, la plupart des dirigeants du P.D.K.-Syrie furent arrêtés et passèrent plusieurs années en prison. D'après certaines rumeurs, Daham MIRO serait mort en prison à la suite de tortures. Selon d'autres il aurait été libéré en 1980. Il semble que Hamid SINO, Cheikh Mohamed BAQI et Cheikh Mohamed ISSA MAHMOUD aient pu demeurer clandestinement en Syrie, Cheik Mohamed BAQI aurait été le secrétaire général du P.D.K.S. jusqu'à ce que le parti se divise. Hamid SINO et Cheikh Mohamed ISSA MAHMOUD se séparèrent de Cheikh Mohamed BAQI. Hamid SINO aurait alors pris en main le parti jusqu'à son arrestation en 1975. Libéré depuis 1981 il se soigne actuellement en Arabie Saoudite.

Le nouveau P.D.K.-Syrie eut très vite une mauvaise réputation dans certains milieux nationalistes kurdes. On accusa ses dirigeants, en particulier Daham MIRO d'avoir fait adhérer n'importe qui au P.D.K., laissant ainsi les services spéciaux syriens l'infiltrer. On l'accusa même de collaboration

avec Damas. Son arrestation en 1974 peut mettre en doute la véracité de cette accusation.

En 1975, année de la défaite des Kurdes d'Irak et de l'éclatement de leur P.D.K., Jalal TALABANI tenta à son tour d'unir les Kurdes de Syrie. Il prit contact en Syrie avec "la gauche" et les dirigeants du P.D.K.-Syrie, essayant de se placer (après BARZANI qui l'avait fait en 1972), comme le maître à penser du mouvement kurde de Syrie. Un Congrès fut tenu auquel Hamid SINO fidèle à BARZANI refusa de participer. Le Parti Socialiste (1) fut créé qui comprenait Mala NEYO et Ismet SEIDA.

Certains membres du ce nouveau parti allèrent combattre dans les rangs de l'U.P.K. au Kurdistan d'Irak (Aziz CHEIKHKESS mort au combat en 1978, Nouri YEZIDÏ). Salah BADREDDINE quant à lui est souvent désigné, à tort semble-t-il, comme un membre de ce parti "pro-TALABANI". En réalité, proche du BAAS irakien et des Palestiniens pro-irakiens (Front de libération Arabe constitué en avril 1969), il vécut soit un Irak, soit au Liban, de 1973 à 1980.

(1) - Le nom n'est sans doute pas complètement exact, aucun des Kurdes interrogés ne le connaissant avec précision...

3. LE MOUVEMENT KURDE DE SYRIE DEPUIS 1980

Depuis le début des années quatre-vingt, tous les prisonniers politiques kurdes ont quitté les prisons syriennes. Les anciens militants ou nouveaux venus au mouvement nationaliste vivent actuellement en Syrie, en général à Damas ou à Qamishli. Chaque personnalité a son propre parti, non en considération de ses idéaux ou de ses prises de position en faveur de tel ou tel système, mais en fonction de son clan, de sa ville, de sa région. Ainsi, les partis kurdes de Syrie se comptent par dizaines, ce qui fait dire aux Kurdes d'Irak qu'ils "se multiplient comme des champignons" ou que le mouvement kurde de Syrie est comme "de la soupe". Les plus connus ou les moins inconnus sont :

- Le P.D.K.-Syrie. Il semble le plus important sur place, mais il doit sans doute sa notoriété plus à son nom qu'à son assise. Chez les Kurdes de Syrie (comme chez les Kurdes d'Union Soviétique), le nom de BARZANI est resté prestigieux entre tous. Le nom de ses dirigeants actuels est tenu secret (1). Vivant en Syrie, ils ne désirent sans doute pas être arrêtés comme tous leurs prédécesseurs.
- Le Parti de Hamid Hadj DERWICH appelé indifféremment : "la droite" ou "le Parti Progressiste". Hamid Hadj DERWICH vit à Qamishli. Fidèle à ses alliances il soutient depuis toujours les Kurdes d'Iran (P.D.K.I.) et à travers TALABANI dont il a toujours été proche, l'U.P.K..
- Le parti de Salah BADREDDINE. Contrairement à Hamid Hadj DERWICH, Salah BADREDDINE a souvent changé de camp et d'alliances. Proche des Kurdes d'Iran (P.D.K.I.) et de certains Kurdes de Turquie (D.D.K.D.) jusqu'en 1980, il s'est séparé d'eux depuis qu'il a soutenu le TOUDEH, parti communiste d'Iran (prosoviétique) contre le P.D.K.I.. Salah BADREDDINE est depuis toujours, accusé par la majorité des Kurdes d'Irak, de collaboration avec Bagdad.

(1) - Les Partis Démocratiques du Kurdistan (Syrie, Irak, Turquie) ont adopté depuis 1975 la tactique du secret. On ne dit pas qui est qui, ni où il est, même lorsque cela est de notoriété publique.

- Le Parti de Ismet SEIDA, crée en 1975, sous l'impulsion de Jalal TALABANI, appelé parfois "Parti Socialiste" ou "Parti Démocratique de la gauche kurde". Ismet SEIDA vit à Qamishli et entretient des relations étroites avec l'U.P.K.
- Le Parti de Mela NEYO à Damas.
- un Parti qui serait dirigé par un certain KEMAL
- un autre dirigé par Cheikh BAKR. etc...

Tous ces partis ont une activité en Syrie. Ils ont des publications distribués à peine clandestinement. Tous auraient des contacts avec le gouvernement syrien qu'ils jugent anti-impérialiste, tous ont la même orientation.

Les Kurdes de Syrie demandent pour eux-mêmes l'autonomie culturelle, l'égalité des droits, la liberté pour les Kurdes au sein de l'Etat syrien. Ils pensent que si leurs frères d'Irak, d'Iran ou de Turquie ont leur autonomie, ils obtiendront eux aussi des droits en Syrie. Ils apportent donc leur soutien parfois très actif aux révolutions kurdes d'Irak, d'Iran ou de Turquie. Ainsi, on trouve souvent des Kurdes de Syrie, militants de base ou membres importants dans les grands partis du Kurdistan et chaque parti kurde de Syrie a des liens avec un parti du Kurdistan d'Irak, d'Iran ou de Turquie.

En Europe, les Kurdes de Syrie militent selon leurs tendances au sein des associations d'étudiants ou de travailleurs kurdes existant dans les pays d'accueil. En Allemagne des étudiants kurdes de Syrie ont tenté à plusieurs reprises de créer leurs propres associations, mais ils n'ont pu parvenir à un résultat durable.

Le Parti progressiste de Hamid Hadj DERWICH est soutenu en Suède par le poète CEGERXWIN ; le P.D.K.-Syrie semble être intégré dans la sixième section du P.D.K.-Irak. Ismet SEIDA serait représenté dans les pays de l'Est et en Allemagne fédérale. ce n'est pas vérifié.

En réalité, tous ces partis ne semblent pas avoir une réelle importance. Les rivalités personnelles sont telles que bien des jeunes, conscients de la concurrence stérile des clans, mais incapables de la dépasser, se tournent vers les mouvements kurdes des pays voisins qui, bien que divisés, ne sont pas marginalisés comme les partis de Syrie. En aidant les Kurdes des autres parties du Kurdistan, ils travaillent bien sûr pour eux à long terme, mais ils satisfont surtout le besoin d'exprimer leur nationalisme. Ce besoin, ils ne peuvent le satisfaire en Syrie, puisqu'aucun leader d'envergure ne parvient à se défaire de ses attaches partisans pour rassembler sous son nom les partis kurdes de Syrie. Le temps est loin où l'un des fondateurs du P.D.K.S. déclarait : "L'avenir nous paraît très sombre et nous force à nous unir"...

Que souhaitent les Kurdes de Syrie en 1983 ? Combattre le régime de Damas, suivant en cela leurs frères en lutte contre les gouvernements centraux ou accepter le statu quo ? La minorité alaouite au pouvoir ménage les autres minorités. Les Kurdes bénéficient de cette politique et ne subissent plus les brimades des années cinquante à soixante-dix. Par ailleurs il faut noter que Damas est toujours le point de chute de presque tous les partis politiques kurdes d'Irak et de Turquie.

DEUXIEME PARTIE

ORGANISATIONS NE SE RATTACHANT A AUCUN ETAT

CHAPITRE I

ORGANISATIONS D'ETUDIANTS ET DE TRAVAILLEURS

1. ORGANISATIONS D'ETUDIANTS

A l'étranger, deux principales organisations d'étudiants se partagent, en 1983, la clientèle kurde : K.S.S.E et A.K.S.A..

Ces organisations ne sont pas de réelles unions corporatives d'étudiants. Elles défendent surtout la question nationale du Kurdistan, sous ses aspects culturels et politiques, et de ce fait nous retrouverons les clivages politiques des Kurdes.

Ainsi, les deux organisations nées pendant et après la "Révolution" des Kurdes d'Irak sont contrôlées par les deux principaux partis du Kurdistan d'Irak : le P.D.K. - Irak pour la K.S.S.E. ; l'U.P.K. pour A.K.S.A..

C'est en 1949, que la toute première tentative d'association d'étudiants kurdes eut lieu en Europe.

Pour aider l'un des leurs qui avait provisoirement des difficultés financières, cinq étudiants kurdes se mirent en contact. Ils décidèrent alors, de fonder une association, ayant pour but d'aider les nouveaux venus du Kurdistan à s'établir en Europe. A ce but d'entraide, ils associèrent la volonté de diffuser au sein de leurs Universités, des informations sur le peuple kurde.

Deux de ces étudiants prirent par la suite une part très active dans le mouvement kurde, l'un en devenant le porte-parole de la Révolution kurde d'Irak : I.C. VANLY, l'autre en fondant le P.D.K. de Syrie : Noureddine ZAZA (1). L'association fut dissoute en 1950, lorsque l'étudiant qui avait sollicité de l'aide, résolut ses problèmes financiers. En fait, elle cessa de fonctionner car une partie des adhérents (sur cinq...) ne voyait pas la nécessité d'avoir en Europe une organisation proprement kurde. Ils pensaient que les Kurdes pouvaient militer au sein des Organisations iraniennes, turques, syriennes ou irakiennes.

En 1956, les étudiants qui voulaient une organisation proprement kurde, furent assez nombreux et purent fonder une nouvelle association : la K.S.S.E..

(1) Originaire de Maden en Turquie et réfugié en Syrie.

Il fit ses études en Suisse avant de retourner en Syrie où il fit de la prison à plusieurs reprises. Il vit actuellement en Suisse où il écrit : "Ma vie de Kurde".

Jusqu'en 1975, la K.S.S.E. sera la seule association d'étudiants kurdes à l'étranger, et s'associera au mouvement kurde pendant toutes les années de guerre.

Mais après l'échec de la Révolution et l'éclatement du P.D.K.-Irak en 1975, une seconde organisation réunira certains opposants à BARZANI : A.K.S.A.. En réaction à cette politisation d'un mouvement qui est censé représenter un peuple, une nation, un combat à l'étranger au niveau étudiant, une troisième organisation a vu le jour en France en 1976 : l'Union des Etudiants Kurdes en France.

En septembre 1978, une association naissait en Belgique sous l'impulsion d'une jeune militante kurde de Syrie : l'Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en Belgique : U.E.T.K.B., appelée couramment TEKOSER du nom de sa revue.

Nous étudierons donc successivement dans l'ordre de leur création :

- K.S.S.E. : Kurdish Student's Society in Europe
Société des Etudiants Kurdes en Europe
- A.K.S.A. : Association of Kurdish Students Abroad
Association des Etudiants Kurdes à l'Etranger
- U.E.K.F. : Union des Etudiants Kurdes de France
- TEKOSER : Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en Belgique.

1.1. K.S.S.E. : Société des Etudiants Kurdes en Europe

A. Historique

Elle fut créée en 1956, à l'initiative de Nouredine ZAZA et I.C. VANLY, par dix-huit étudiants originaires des quatre parties du Kurdistan. Elle tint son premier Congrès, en août 1956, à Wiesbaden (R.F.A.), où fut élu pour un an son premier président : Ismaïl ZAMDJI, membre du Parti Communiste Syrien.

A partir de l'année suivante, et jusqu'en 1963, le Président élu de K.S.S.E., sera I.C. VANLY.

C'était à l'origine, une association culturelle, mais aussi nationaliste par sa nature même. Défendre les droits culturels d'un peuple.

vivant dans des pays qui les refusent, est à l'évidence, un choix politique.

Le premier numéro de la revue de K.S.S.E. insistait sur la nécessité pour les Kurdes à l'étranger d'avoir leur propre organisation pour défendre leurs droits.

Après 1958 (année de la chute de la royauté en Irak), et en particulier vers 1961, la K.S.S.E. prend un tournant plus radical. Elle se politise ouvertement, se défendant toutefois d'être au service d'un parti.

Pendant toutes les années soixante, le mouvement révolutionnaire des Kurdes d'Irak, représentait l'espoir de tout le peuple kurde et de nombreux Kurdes des quatre parties du Kurdistan y participaient. La K.S.S.E. soutint dans la mesure de ses moyens la lutte armée en Irak et joua un rôle important avant la création par le P.D.K. - Irak de "La Représentation générale à l'étranger". Son impact dépassa largement le poids spécifique de l'organisation elle-même, et les grands partis kurdes des quatre pays qui se partagent le Kurdistan se faisaient représenter. En réalité, à part le P.D.K. d'Iran, ces partis avaient été fondés à l'image du P.D.K. - Irak, par des partisans de BARZANI.

A partir de 1959, lorsque le P.D.K. - Irak eut une presse libre en Irak, son journal XEBAT lui ouvrit ses pages.

La K.S.S.E. eut un impact aussi bien sur l'opinion publique kurde et internationale que sur les gouvernements en guerre déclarée ou larvée contre les Kurdes. Les ambassades de ces gouvernements (Irak surtout) dénonçaient officiellement ce "centre de propagande kurde" qu'était la K.S.S.E., lui donnant ainsi de l'importance et à travers elle, élevant le problème kurde à un niveau international. Mais les dirigeants, conscients qu'une organisation d'étudiants ne pouvait assumer un rôle politique, essayèrent toujours pendant ces années de s'en tenir aux objectifs de la fondation de K.S.S.E. et de lui conserver son indépendance financière. La K.S.S.E. ne fonc-

tionnait qu'avec les cotisations de ses adhérents.

C'est ainsi que, délimitant clairement le rôle de K.S.S.E., son président, I.C. VANLY, fonda en 1962, un "Comité pour la défense des droits du peuple kurde" aux objectifs politiques définis : le soutien à la Révolution kurde d'Irak.

Le Comité diffusa de nombreux documents dénonçant l'oppression des Kurdes de Syrie, de Turquie, d'Iran et d'Irak. Il envoyait régulièrement des déclarations aux journaux, aux instances gouvernementales et internationales.

Les Conférences de Presse de son fondateur étaient reprises dans de nombreux pays (Inde, Afrique du Sud, Europe) et à cette époque, le mouvement national kurde était très "couvert" par la Presse, mais toujours indépendamment du mouvement étudiant.

Lorsque I.C. VANLY fut, en 1964, mandaté personnellement par BARZANI pour être son porte-parole et son délégué à l'étranger, il n'était plus Président de K.S.S.E..

De 1963 à 1967, la direction de K.S.S.E. fut encore assurée par un Président : Kamal FUAD, partisan de TALABANI (et actuellement membre de l'U.P.K.). Depuis 1967, elle est assurée par un Comité Directeur.

La suppression du poste de Président s'explique par le fait que la crise interne du P.D.K. - Irak (1964) eut, bien que tardivement, des répercussions en Europe.

En 1963, les amis de J.TALABANI étaient majoritaires dans la K.S.S.E.. Ils commencèrent à être moins nombreux dès 1966, à l'époque où TALABANI, dissident du P.D.K. était accusé de collaborer avec Bagdad.

En 1967, au Congrès de la K.S.S.E., les trois tendances des partis du Kurdistan d'Irak : P.D.K. - Irak, P.D.K.-dissident (TALABANI) et Parti Communiste, réussirent à faire un compromis : la direction serait collégiale. On peut considérer que, dès ce Congrès et en faisant ce compromis, la K.S.S.E. déviait de ses objectifs sans

ambiguïté. Par la suite, la tendance "barzaniste" prendra le contrôle de l'Association.

Au XIIIe Congrès, en 1969 sur sept membres du Comité directeur, cinq étudiants sont pro-BARZANI, deux sont communistes. La direction de la K.S.S.E. est donc entre les mains du P.D.K.-Irak et le restera jusqu'à la scission de 1975.

Malgré les querelles au Kurdistan et à l'étranger des partisans de BARZANI et des partisans de TALABANI, la K.S.S.E. restera unie pendant toutes les années de guerre. Mais la minorité lui reproche d'écarter ou de délaissier les Kurdes d'Iran, coupables d'être des opposants dans l'Iran du Chah qui aidait BARZANI. On aurait même négligé les sympathisants des autres Partis d'Irak et de Turquie. Dès avant la défaite, la K.S.S.E. est donc accusée d'être inféodée au P.D.K. - Irak qui la finance et définit son budget.

En 1975, après l'accord d'Alger qui provoqua l'effondrement de la Révolution, la résistance kurde est profondément ébranlée et les étudiants réunis pour leur congrès annuel se divisent. L'émir Kamuran BEDIR KHAN (1), intellectuel kurde de Syrie, très respecté de tous, était présent à ce Congrès. Il essaya en vain d'éviter la rupture.(2)

Le prétexte à cette division fut trouvé dans un portrait de Mustafa BARZANI, symbole de la Révolution, accroché comme chaque année dans la salle de réunions. Les opposants demandèrent le retrait du portrait. Le Comité directeur de K.S.S.E., suivi par la majorité des congressistes, ayant refusé, les opposants se retirèrent.

En réalité, le portrait de BARZANI n'était vraiment qu'un prétexte. Les étudiants étaient comme tout le peuple kurde profondément meurtris par la capitulation des chefs. Ils voulaient analyser les causes du désastre, en assumer la responsabilité. Ils refusaient d'attribuer l'échec de la Révolution à un "Complot international" (3).

(1) - Il fonda à Paris en 1949, le "Centre d'études kurdes".

(2) - Montant à la tribune il aurait ainsi apostrophé les Congressistes : "Vous avez des problèmes, mais la tête qui n'a pas de problème est une courge".

(3) - Ce qui est toujours la thèse des partisans de BARZANI.

Tous ceux qui se disaient "progressistes" se joignirent à cette nouvelle force : les partisans de TALABANI, mais aussi les Kurdes d'Iran. Ils voulaient, au sein de K.S.S.E., militer non pour un parti, mais pour un Kurdistan "anti-impérialiste et progressiste". Ainsi K.S.S.E. aurait eu de nouvelles relations avec les étudiants iraniens, turcs et arabes.

Mais à leur idée, la condition nécessaire pour parvenir à s'organiser sur la base d'une nouvelle plate-forme, était que l'ancienne direction fasse son autocritique. Elle refusa et les "progressistes" se retirèrent.

B. Composition et organisation

En 1969, l'organisation comptait environ cinq cents membres originaires de l'une ou l'autre partie du Kurdistan, répartis en quinze branches en Europe (les plus importantes à cette époque étaient selon I.C. VANLY celles de l'U.R.S.S. - R.F.A. - G.B - Tchécoslovaquie).

En 1975, au moment de la scission, la K.S.S.E. avait près de trois mille adhérents. Aujourd'hui, il est impossible de connaître le nombre exact d'adhérents. Certaines sources les chiffrent à quatre cents, d'autres à mille cinq cents. Il semble que ce dernier chiffre soit le plus près de la réalité.

Les adhérents de chaque pays d'Europe sont regroupés en sections (la section France compte en 1983, trente adhérents). Chaque section est dirigée par un Comité directeur élu à la Conférence que la section doit réunir au moins une fois l'an.

La K.S.S.E. tient un Congrès bisannuel en août, souvent, à Berlin pour des raisons pratiques (1).

Au cours de ce Congrès, le Comité directeur de la K.S.S.E. est élu. Il comprend neuf membres permanents et deux suppléants. Le Comité

(1) Pour les étudiants des pays de l'Est, il est facile d'aller à Berlin-Est et de là, passer à Berlin-Ouest les trois jours du Congrès.

directeur élit le Secrétariat, lui-même composé de trois personnes : un secrétaire, un sous-secrétaire, un trésorier.

Le Comité directeur fixe le nombre de représentants de chaque section qui participeront au Congrès. Par exemple il peut y avoir un représentant pour dix membres d'une section. Ce rapport (un sur dix) n'est pas fixe. Aussi, même si l'on connaît le nombre de participants et le nombre de sections présents à chaque congrès, il n'est pas possible de connaître le nombre des membres de la K.S.S.E.. Le dernier congrès de K.S.S.E. a réuni environ cent cinquante adhérents à Berlin, au cours de l'été 1982.

Aux Etats-Unis et au Canada, une association regroupe des étudiants kurdes de tendances "pro-BARZANI" ou indépendants. C'est la K.S.S.A.C. (Kurdish Student Society in America and Canada). Elle se fait représenter au Congrès de K.S.S.E. en Europe. Elle publie un magazine littéraire : KURD, en kurde et en arabe.

Depuis 1975, les étudiants membres de K.S.S.E., sont des sympathisants du P.D.K. - Irak. Ils ne sont pas nécessairement membres du Parti, ou originaires d'Irak.

On compte au sein de K.S.S.E. des Kurdes de Turquie et de Syrie, proches des P.D.K. de ces pays, ainsi que des membres ou des sympathisants du Parti Communiste Irakien (P.C.I.).

Dans certains pays de l'Europe de l'Est, la K.S.S.E. est dirigée depuis 1981 par des membres du P.C.I.. On appelle couramment cette tendance : la K.S.S.E. - Prague. Un comité de coordination a été créé au cours du Congrès de 1982 pour préparer la réunification. La K.S.S.E. est domiciliée à Berlin.

C. Activités

La K.S.S.E. a un organe d'expression anglaise KURDISTAN qui paraît une fois par an et un mensuel DENGÊ KOMALA publié par le Comité directeur général, ainsi que des brochures, des déclarations,

des tracts dans diverses langues orientales et européennes. De plus elle fait circuler en Europe les publications du P.D.K.- Irak et des partis kurdes proches du P.D.K..

Avant 1975, elle a publié des dossiers d'information dans toute l'Europe :

- le Kurdistan en lutte
- les Kurdes de Turquie
- la situation au Kurdistan d'Irak

L'ensemble de l'Association est membre de l'Union Internationale des Etudiants et chaque section a des liens avec les organisations étudiantes des pays où elle se trouve et les organisations humanitaires. En France en particulier, elle a des liens avec l'U.N.E.F. (Renouveau).

La K.S.S.E. a des rapports épisodiques avec la presse. En fait dans ce domaine elle se confond avec le P.D.K. - Irak.

Lorsqu'un événement se produit au Kurdistan, des messages sont envoyés aux journaux, aux agences de presse (peu lus, la plupart du temps).

La K.S.S.E. organise des soirées, des rencontres, des manifestations et la fête traditionnelle du Nouvel An kurde (et iranien) : NEWROZ qui, en 1983 a été un succès à Paris et dans plusieurs villes d'Europe.

A Paris, les membres de K.S.S.E. refusent, sans doute pour des raisons personnelles, toute collaboration avec l'Institut Kurde de Paris qui, à leurs yeux n'est pas démocratique.

1.2. A.K.S.A. : Association des étudiants Kurdes à l'étranger

A. Historique

En 1975, au cours du XVIIe Congrès de K.S.S.E., les étudiants opposés à BARZANI quittèrent la salle de réunion. A leurs yeux, le Congrès était annulé.

Ils élirent un Comité : "le Comité préparatoire du XVIIe Congrès", composé de cinq personnes (originaires de Turquie, de Syrie, d'Iran et d'Irak), pour préparer le XVIIe Congrès.

Le XVIIe Congrès de K.S.S.E., fraction dissidente, eut lieu à Francfort (R.F.A.) au cours de l'été 1976. Une nouvelle association fut créée sous le nom de A.K.S.A. (Association of Kurdish Students Abroad) et le programme proposé par un certain nombre de Kurdes d'Iran fut adopté.

La nouvelle Organisation se voulait indépendante de tout parti, et se donnait pour but d'orienter le mouvement étudiant kurde "dans la voie de la démocratie et du progrès".

Mais la nouvelle organisation ne peut s'implanter dès 1976, surtout en Europe.

Dans quelques pays, en particulier en France et en Belgique, les étudiants, membres de la K.S.S.E. éclatée, n'étaient pas assez nombreux pour former une section K.S.S.E. et une section A.K.S.A. (2 ou 3 de part et d'autre).

En 1978, il y eut une tentative pour constituer une section-France de A.K.S.A. Huit étudiants, membres de l'Union des Etudiants Kurdes de France créée en 1976, après la scission de K.S.S.E. (voir p. 129), quittèrent l'Union pour des raisons personnelles et annoncèrent la création de la Section-France de A.K.S.A. . Elle n'aura que deux semaines d'existence. En effet, six étudiants sur les huit voulaient avoir une attitude critique vis à vis des partis politiques kurdes.

Le représentant de l'U.P.K. refusant ce principe, se retira et l'association fut dissoute. Par la suite une partie de ces huit étudiants ne militeront plus dans aucune association.

La section-France de A.K.S.A. ne sera réellement constituée qu'en 1980 avec de nouveaux arrivants en France, membres ou sympathisants de l'U.P.K.

Dès 1977, plusieurs scissions eurent lieu au sein de A.K.S.A., en particulier en Suède et en Allemagne. Ces scissions furent provoquées, soit par des divergences portant sur la conception du rôle d'une association, soit parfois par des différends d'ordre idéologique.

Ainsi en 1977, on pouvait compter au moins deux A.K.S.A. en Suède. En 1978, certains militants (en majorité des Kurdes d'Iran) qui considéraient que l'Organisation avait déjà dévié de ses objectifs, créèrent un "Comité de défense des principes de A.K.S.A.". Ces principes peuvent être résumés ainsi :

- A.K.S.A. ne doit faire aucune discrimination entre les Kurdes des quatre États ;
- A.K.S.A. doit être démocratique ;
- A.K.S.A. ne doit pas être animée par une idéologie ;
- A.K.S.A. doit être neutre, bien que progressiste.

En 1979, la plupart des membres de ce comité étant retournés en Iran, le "Comité" fut dissous pendant le XIX^e Congrès (en réalité le troisième de A.K.S.A.).

A.K.S.A. est actuellement, comme ailleurs, dominée par les partisans de l'U.P.K. (TALABANI), mais des Kurdes d'Iran, de Turquie et de Syrie (proches bien sûr de TALABANI) en font également partie.

En Allemagne, A.K.S.A. qui comprenait dans sa direction des Kurdes de toutes tendances, se divisa en 1978 en deux sections :

- une section proche de KOMKAR (P.S.K.T.) et de certains Kurdes de Syrie ;
- une section proche de l'U.P.K. (TALABANI).

Au cours du XVIIIe Congrès (le deuxième après celui de 1976), un groupe de sympathisants du P.S.K.T. (Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie) voulurent dénoncer la Chine et l'Albanie et expulser de l'association les "Trotskystes et les Maoïstes". Cette cause de rupture peut sembler anodine. Elle est en réalité un sujet de discussion très important pour les sympathisants ou membres du P.S.K.T. .

A la fin du Congrès, ce groupe disait qu'il avait expulsé "l'aile talabaniste". Celle-ci disait avoir créé une nouvelle section. En 1982, au XXIIe Congrès tenu à Francfort, les deux sections se sont regroupées, sûrement pas après un accord idéologique, mais sans doute par le départ des "polémiqueurs" (fin des études, retour au pays). Mais cela A.K.S.A., qui veut donner l'image d'une organisation unie, ne l'avouera pas.

B. Organisation

A.K.S.A. est composée de vingt-sept sections comptant environ mille membres aux Etats-Unis et en Europe.

Elle est dirigée par le "Comité de la Direction Générale dont les membres sont répartis dans plusieurs pays d'Europe.

Le Comité de la Direction Générale est élu au cours du Congrès annuel tenu de préférence en Allemagne, mais aussi en Autriche. Le Congrès de 1983 a été tenu en août à Berlin.

Chaque section envoie au Congrès un représentant pour cinq adhérents. La section-France compte vingt-six adhérents, la section Italie en compte quarante-cinq.

Au cours de chaque Congrès, les discussions portent sur les activités de l'année écoulée, ou améliore les statuts et on décide de la ligne générale (par exemple en 1982 la décision fut prise, de ne pas collaborer avec les étudiants du TOUDEH).

Chaque section est autonome, mais ses actions doivent être en accord avec la ligne générale. Elle a le droit de publier sa propre revue. En France il n'y en a pas pour des raisons financières; en Italie c'est DENGÉ XWENDKAR (la voix de l'étudiant).

Chaque section est dirigée par un Comité élu pour un an et fonctionne grâce aux deux tiers des cotisations de ses membres, le premier tiers servant à financer le Comité de la Direction Générale.

C. Activités

A.K.S.A. semble être actuellement l'organisation étudiante, sinon la plus importante, du moins la plus active. Les sympathisants de tous les partis politiques kurdes, à l'exception du P.D.K. - Irak et de ses alliés, acceptent en principe d'y adhérer.

On peut inscrire à l'actif de l'organisation :

- sa participation à des Journées de Solidarité; par exemple en Espagne : les journées de solidarité avec le peuple kurde, organisées par la mairie de Barcelone. En Europe et aux Etats-Unis, journée de solidarité avec le peuple kurde d'Irak du 24 mai 1983;
- sa participation à des colloques universitaires : par exemple le dernier en date organisé à l'Université libre d'Amsterdam;
- sa participation à des manifestations devant les Ambassades d'Irak et de Turquie (en Allemagne et en Grande-Bretagne).

La section-France de A.K.S.A. tient un stand à la Cité Universitaire de Paris.

Toutes les sections organisent la fête annuelle de NEWROZ.

A.K.S.A. a des rapports avec les organisations étudiantes arabes progressistes, avec la gauche irakienne et avec les organisations palestiniennes (avec une sympathie particulière pour le Front Démocratique de HAWATMEH et le Front Populaire de G. HABBACHE). Elle n'a pas de relation avec l'O.L.P. qui n'est pas prête à faire des déclarations contre Saddam HUSSEIN, mais le reconnaît comme représentative du mouvement palestinien.

En réalité, A.K.S.A. mène de pair ses propres actions et celles de l'U.P.K. Ce sont souvent les mêmes personnes qui représentent soit l'association (A.K.S.A.), soit le parti politique (U.P.K.), selon la nature de la manifestation.

Ainsi, c'est le représentant de l'U.P.K. qui va au Congrès du Parti Socialiste, mais c'est A.K.S.A. qui participe aux "Journées de Solidarité avec le peuple kurde". Dans les deux cas, c'est la même personne.

A.K.S.A. publie le journal de l'association à Londres : "VOICE OF KURDISTAN" en anglais et en kurde (sorani).

La section de Suède publie ASO (horizon) entièrement en Kurde (sorani).

1.3. L'Union des Etudiants Kurdes de France : U.E.K.F.

A. Historique

L'Union des Etudiants Kurdes de France née en 1976, fut la seule présence culturelle et politique des Kurdes en France jusqu'en 1978.

En 1976, tous les étudiants en désaccord avec K.S.S.E. n'adhérèrent pas à A.K.S.A. déjà dominée par les partisans de TALABANI. Un groupe d'étudiants kurdes en France, considérant qu'une organisation d'étudiants doit être démocratique et représentative de tous les courants d'opinion et ne doit pas dépendre d'un seul parti politique, prit l'initiative d'une tentative de conciliation entre 1975 et 1976. Après plusieurs mois de démarches, un Congrès fut tenu à Paris où furent invités tous les courants du mouvement étudiant. Kendal NEZAN, futur fondateur et président de l'Institut Kurde de Paris et Abdoul Rahman GHASSEMLOU, secrétaire général du P.D.K.I. et professeur de kurde à l'INALCO (1) étaient présents. Les organisateurs du Congrès espéraient que le mouvement étudiant kurde en Europe pourrait s'unir autour des principes de démocratie et d'indépendance vis-à-vis des partis politiques.

Mais l'unité ne fut réalisée qu'en France avec l'Union des Etudiants Kurdes en France, qui regroupait une vingtaine d'étudiants originaires des quatre pays qui se partagent le Kurdistan, y compris les deux ou trois partisans de TALABANI et de BARZANI.

En 1978, après deux ans d'union de fait (le cœur n'y était pas chez les partisans de TALABANI et de BARZANI), un certain nombre d'étudiants en désaccord avec les responsables de l'Union ou avec leurs méthodes de travail se retirèrent. Les Kurdes de Turquie proches de K.U.K., P.S.K.T. ou P.P.K.K., eux aussi en désaccord avec la direction, restèrent au sein de l'Union pour des raisons pratiques (ils étaient trop peu nombreux pour créer leur propre organisation).

En 1981, à la demande de certains travailleurs kurdes qui partici-

(1) INALCO: Institut National des Langues et Civilisations Orientales.

paient aux activités de l'Union sans en être membre, l'U.E.K.F. est devenue l'Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en France (U.E.T.K.F.)

En février 1983, les sympathisants du P.S.K.T. (anciens contestataires) prirent la direction de l'Union au cours du Congrès annuel. La nouvelle équipe reproche à l'ancienne d'avoir été "anti-démocratique", arguant du fait que, selon les statuts "l'Union est dirigée par un Conseil de membres élus à l'Assemblée générale", Conseil qui n'existait pas. L'Union fonctionnait par groupes de travail et pour cela était qualifiée de trotskyste par quelques sympathisants du P.S.K.T.. L'ancienne équipe devenue minoritaire par l'arrivée en France de nouveaux Kurdes de Turquie s'est retirée de l'Union et participe actuellement aux activités de l'Institut Kurde de Paris. L'Union compte actuellement une trentaine d'adhérents originaires pour la plupart du Kurdistan de Turquie.

B. Organisation

L'Union est une association régie par la loi de 1901. C'est une association d'étrangers, soumise jusqu'en 1981 à l'autorisation des autorités françaises. Depuis la modification de la loi, il n'y a plus de discrimination entre français et étrangers : il suffit de déposer ses statuts pour être en règle.

Elle a été créée dans un but culturel et social et s'appliquait, même si elle n'y réussissait pas toujours, à s'en tenir à ce rôle. Jusqu'à la fin de 1982, elle avait un local : Mala Kurda (la maison des Kurdes) qu'elle voulait ouvert à tous.

Depuis décembre 1982, elle n'a plus de local et ses activités culturelles sont momentanément suspendues.

Un Congrès était prévu pour modifier les statuts, qui n'a pas encore eu lieu.

Plusieurs tendances politiques sont représentées au sein de l'U.E.T.K.F. :

le P.S.K.T., le P.P.K.K. (Pêşeng), ALA RIZGARI, K.U.K., le P.D.K.I..

C. Activités

L'ancienne équipe a à son actif la réalisation d'affiches sur le Kurdistan (plus de 15 000), de posters, de cartes postales, la formation d'un groupe folklorique. Elle a organisé des séminaires auxquels ont participé A.R. CHASSEMILOU, I.C. VANLY, Kendal NEZAN. Elle a repris la publication et fait la mise à jour des dossiers sur le Kurdistan publiés auparavant par la K.S.S.E. unie. Jusqu'en 1982, elle organisait la fête traditionnelle kurde de NEWROZ, des concerts. Elle participait aux fêtes nationales d'autres pays, pour la France, à la fête de l'Humanité et de Force Ouvrière. Cette dernière participation lui était reprochée par la nouvelle équipe dirigeante, sympathisante du P.S.K.T. et "anti-trotskyiste".

En 1983, l'U.E.T.K.F. a participé à la fête de l'Humanité avec un grand stand mais n'a pas organisé de fête de NEWROZ.

On peut considérer que depuis 1983, l'activité de l'U.E.T.K.F. est nettement orientée vers des buts politiques. L'objectif essentiel des nouveaux responsables de l'Union est de lutter et de travailler avec les autres organisations kurdes ou turques qualifiées par eux de progressistes (ce que refusait l'ancienne équipe dans le cadre de son activité exclusivement culturelle et sociale).

Ainsi, des tracts communs ont été signés par les organisations turques progressistes et l'Union.

Les responsables de l'U.E.T.K.F. participent aux travaux des travailleurs turcs et espèrent exercer sur eux une influence. Ils pensent qu'en faisant une bonne alliance à l'étranger avec les révolutionnaires turcs, ils travaillent à l'établissement de la démocratie au Kurdistan, l'un des buts de la lutte que mène le P.S.K.T.. Ainsi l'U.E.T.K.F. a des relations avec KOMKAR, BIRKOM (et à travers ce mouvement, avec le P.K.K. qui en fait partie), toutes les associations européennes proches du P.S.K.T. et A.K.S.A..

De nombreuses réunions eurent lieu en juin, qui devaient aboutir à une conférence de presse commune et à une série de manifestations de toute la gauche turque.

Ces projets n'ont pas vraiment aboutis. Seule une manifestation a pu être organisée en commun en septembre 1983 pour marquer l'opposition de la gauche turque et kurde au Coup d'Etat du 12 septembre 1980. Mal organisée, elle ne fut pas du tout suivie par la Presse. L'U.E.T.K.F. a de bons rapports avec les syndicats C.G.T., C.F.D.T., avec le Parti Communiste Français.

Depuis septembre 1983, il semble que l'Union soit de moins en moins active, l'absence de résultats tangibles ayant un effet démobilisateur sur les militants.

1.4. L'Union des Etudiants et des Travailleurs Kurdes en Belgique :

TEKOŞER (le militant)

TEKOŞER est une petite organisation de Kurdes de Turquie créée en Belgique en septembre 1978 dans un but exclusivement social et culturel.

A. Organisation

L'Union compte quinze membres étudiants ou anciens étudiants pour la plupart, tous originaires de Turquie et a un local à Zellik. Le Comité directeur est composé de trois personnes : une présidente (Kurde de Syrie, d'origine turque), un secrétaire et un trésorier. Depuis le 17 octobre 1983, une permanence est assurée tous les jours par trois personnes : un Belge et deux Kurdes, rémunérés par le gouvernement belge en vertu de la loi cadre exceptionnelle votée en 1981 et reconduite depuis (bénéficient de cette loi, les personnes au chômage qui ont droit aux indemnités et qui travaillent dans une association culturelle.)

B. Activités

L'Union a des activités exclusivement socio-culturelles et fait tout un travail d'information du public kurde et belge. Elle publie une revue d'information trimestrielle en kurde et en turc : **TÊKOŞER** (le militant).

Elle écrit des articles en français et flamand dans les revues belges et publie des dossiers d'information sur le Kurdistan. Elle participe aux conférences de presse données sur la Turquie, le racisme. Elle a un groupe folklorique qui apporte sa contribution à diverses fêtes populaires, journées de solidarité, etc...

Depuis le 17 octobre 1983, elle assure un service social qui reçoit environ dix personnes par jour. Des cours de kurde sont donnés une fois par semaine suivis par quatre Belges. Des cours de français sont donnés trois fois par semaine le jour, suivis par trois femmes kurdes, et deux fois par semaine le soir, suivis par huit personnes.

TÊKOŞER n'a pas de relations régulières avec les autres associations d'Europe car elle refuse de militer pour un parti quel qu'il soit. Cependant l'Union participe à toutes les manifestations qui peuvent aider à faire connaître la culture kurde. Ainsi **TÊKOŞER** a participé à la fête d'ouverture de l'Institut Kurde de Paris.

TÊKOŞER semble être la seule organisation kurde qui ne soit la couverture d'aucun parti politique ou qui ne serve aucune personnalité en particulier. C'est en tout cas la seule qui nous ait donné des chiffres exacts et qui n'ait pas essayé de se donner plus d'importance qu'elle n'en a .

Organisations d'étudiants et de travailleurs

2. ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS

Si les Organisations d'étudiants comportent le plus souvent une majorité de Kurdes d'Irak, d'Iran ou de Syrie, il n'en est pas de même pour les Organisations de travailleurs. Parmi les immigrés turcs, immigrés économiques pour la plupart, on compte environ 10 % de Kurdes. Ces derniers qui s'organisaient il y a quelques années au sein d'associations turques, ont depuis quelques temps leurs propres organisations.

Depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, de nombreux réfugiés politiques sont arrivés en Europe, membres ou sympathisants des divers partis politiques. Ils tentent de se réorganiser dans des associations de travailleurs et défendent à travers elles leurs idéologies. C'est pourquoi, de petites associations d'une dizaine de personnes suivent les divisions des partis qui les animent et se divisent elles aussi.

Nous allons passer en revue les associations de travailleurs fondées sous l'impulsion du P.S.K.T. (Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie), du P.P.K.K. (Avant-Garde des travailleurs du Kurdistan), de K.U.K. (Nationaux - Démocrates - Révolutionnaires) et du P.K.K. (Parti des travailleurs du Kurdistan). Lorsqu'ils sont trop peu nombreux, les sympathisants des divers mouvements militent au sein des associations dont ils sont le plus proche. Par exemple en France, l'U.E.T.K.F. regroupe presque toutes les tendances du mouvement kurde de Turquie. Il en est de même pour TEKOSER en Belgique.

2.1. KOMKAR, Fédération des Travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale

KOMKAR est une organisation fondée en janvier 1979 à Francfort, par la fédération de diverses organisations kurdes existant à l'époque en Allemagne Fédérale.

C'est une organisation de travailleurs qui regroupe quelques trois mille adhérents répartis en Unions et en Comités dans plusieurs villes allemandes avec des sympathisants dans quelques pays d'Europe.

KOMKAR a le statut de "Eingetragener Verein" (Union reconnue par la loi) et fonctionne comme telle : elle est enregistrée auprès des tribunaux et possède la personnalité juridique. Les Unions sont très structurées et ne sont formées que par des sympathisants du P.S.K.T.. Elles ont

chacune un local. Les comités qui rassemblent des Kurdes de divers horizons politiques en accord avec les activités de KOMKAR, n'ont pas de local.

KOMKAR regroupe des ouvriers de toutes tendances, mais sa direction est nettement marxisante et ne s'en cache pas. Dès sa création, son comité administratif était composé en majorité de sympathisants du P.S.K.T. (Parti Socialiste Kurde de Turquie). A présent KOMKAR est franchement contrôlé par ce parti.

C'est l'organisation kurde la plus importante en R.F.A. et dans le monde, par le nombre de ses adhérents et par l'audience qu'elle a à l'étranger (Allemagne bien sûr, mais aussi Australie et Etats-Unis).

KOMKAR regroupe des Kurdes de Turquie (99 % des adhérents environ), mais aussi de Syrie et du Liban, et se veut ouvert aux autres minorités de Turquie qui travaillent en Allemagne et aussi aux Turcs qui sont en accord avec son programme.

KOMKAR poursuit essentiellement quatre objectifs :

a) Organiser les Travailleurs kurdes en Allemagne socialement et politiquement par :

- des cours de langue : allemand, kurde.
- une permanence chargée d'aider à régler les problèmes matériels : logement, emploi, droits sociaux etc...
- des conférences politiques où la "situation des Kurdes de Turquie est analysée et où une stratégie pour l'acquisition des droits nationaux et démocratiques est définie".
- des conférences syndicales : les membres de KOMKAR sont encouragés à adhérer aux syndicats allemands plus, pour les former à la vie syndicale dans l'hypothèse de leur retour en Turquie, que pour défendre leur intérêts en Allemagne. KOMKAR veut préparer ses membres à une vie militante.

- b) Développer la culture kurde en formant des groupes folkloriques, des chorales, en organisant des concerts de musique, en publiant des brochures et des livres en kurde. KOMKAR édite un journal mensuel : DENGÊ KOMKAR (la voix de KOMKAR) en langue kurde et le diffuse largement dans le monde. (Les Kurdes d'Australie le reçoivent régulièrement). Ce journal entre clandestinement dans les quatre parties du Kurdistan et renforce les liens entre les émigrés et les Kurdes restés au pays.

A l'actif de KOMKAR, on peut citer aussi des études sur le Kurdistan, la traduction en allemand du livre de I.C. VANLY "la question nationale du Kurdistan de Turquie", la réédition de la grammaire kurde de KURDOIEV, des recherches sur le Kurdistan d'Iran.

KOMKAR, organisation militante, traduit dans les principales langues européennes : les manifestes, tracts ou déclarations du Parti ou des organisations qu'elle soutient. Elle a ainsi traduit dès sa publication en 1980, la déclaration du Front Unitaire National Démocratique (U.D.G.). En rendant ainsi accessible au public européen ou américain de telles déclarations, KOMKAR entend soutenir le combat "contre l'oppression et l'exploitation au Kurdistan".

- c) Informer la population allemande et européenne de la situation des Kurdes de Turquie, par des conférences de presse, des rapports envoyés aux organisations internationales, des publications en langue allemande de livres, pamphlets etc...

Un bulletin bimensuel de KOMKAR : KOMKAR-INFO, diffusé en allemand, à l'intention du public allemand.

En novembre 1981, l'organisation a soutenu et coordonné la grève de la faim poursuivie par vingt-trois travailleurs immigrés kurdes de Turquie en Allemagne Fédérale qui protestaient contre les massacres perpétrés par l'armée turque au Kurdistan.

- d) Obtenir que la langue kurde soit enseignée dans les écoles allemandes au même titre que la langue turque et que la radio et la télévision allemande ait des émissions en kurde.

Ce dernier point sera difficile à satisfaire car, en dehors du Croate, aucune langue n'est reconnue en R.F.A. sans l'accord entre les gouvernements intéressés.

Cependant, un Kurde vient d'être nommé Conseiller Culturel pour les émigrés kurdes à Berlin (début 1983).

La fédération vit sur ses propres ressources : cotisations, vente des publications, produits des diverses activités.

Du fait du nombre important de ses adhérents, KOMKAR dispose de moyens financiers suffisants et peut, dans certains cas, aider les populations kurdes en difficultés. Ainsi KOMKAR a pu envoyer des vêtements et des médicaments au Kurdistan d'Iran.

KOMKAR a bien accueilli l'annonce de la création de l'Institut Kurde de Paris et se fit représenter à la fête d'ouverture.

Ses sympathisants en France participent à toutes les manifestations de l'Institut, émettant toutefois quelques réserves sur les statuts qu'ils jugent antidémocratiques.

2.2. KOMELA KARKEREN WALAT PAREZEN KURDISTAN : K.K.W.K.

(Association des Travailleurs Patriotes du Kurdistan)

Cette association n'existe sous ce nom qu'en France. Elle a été créée en juillet 1982 par des sympathisants du P.K.K. et a un local. A Paris, elle regroupe environ cent personnes, Kurdes de Turquie en général, mais sans exclusive (il y a quelques Kurdes de Syrie émigrés de Turquie), et Turcs.

A Strasbourg, à Metz et à Dreux des K.K.W.K. sont en train de se mettre en place.

K.K.W.K. se veut une association socio-culturelle, sans liaison avec aucun parti politique. En fait elle est dirigée par des sympathisants du P.K.K. et bien que se voulant ouverte à tous, les sympathisants des autres partis kurdes ne la rejoignent pas (ils y sont même violemment opposés).

K.K.W.K. a les mêmes buts que KOMKAR et utilise les mêmes moyens à plus petite échelle.

Des cours de Français et de Kurde sont organisés, une revue en français est publiée : DOSSIER DU KURDISTAN qui en est à son cinquième numéro. Cette revue est distribuée aux Kurdes "patriotes", mais aussi à quelques Français étudiants ou journalistes. C'est la seule revue en français publiée régulièrement par un parti politique kurde et malgré ses imperfections, elle constitue un très bon outil de travail.

L'association représente le P.K.K. à l'étranger car c'est elle qui organise les manifestations publiques, les occupations de locaux, les grèves de la faim, etc... et surtout la fête annuelle de NEWROZ. Cette fête a rassemblé à Paris près de 2 000 personnes en 1983, chiffre que n'ont pu atteindre A.K.S.A. et K.S.S.E. pour leur propre fête.

K.K.W.K. n'a pas de rapport en tant que telle, avec les partis politiques, mais entretient des relations de coopération avec K.S.S.E. et parfois avec A.K.S.A.

A Paris, l'existence de cette association semble répondre à un réel besoin de nombreux ouvriers kurdes et turcs, souvent illettrés. Environ cinquante d'entre eux sont présents chaque soir au local où ils se trouvent plus à l'aise, parmi des gens de la même couche sociale, qu'à l'Institut Kurde de Paris.

Le P.K.K. par le biais de cette organisation et bien qu'il s'en défende, entretient un centre de propagande et réalise ainsi de façon concrète l'un de ses buts : recruter des adhérents.

Les membres de K.K.W.K. sont très combattifs. Ils sont présents partout où l'on peut s'intéresser aux Kurdes en général et aux prisonniers de Turquie en particulier, même s'ils ne sont pas les bienvenus. Par exemple, ils étaient présents en 1983 à la Fête de l'Humanité, alors qu'ils n'avaient pas loué de stand, vendant leurs publications et distribuant leurs tracts, à deux pas du stand de l'Union des Etudiants et des Travailleurs du Kurdistan en France, qui les ignorait.

De telles associations existent dans plusieurs pays d'Europe. Il y en a au moins neuf en Allemagne (Nuremberg, Hambourg, Cologne, Karlsruhe, Hanovre, Mannheim, Berlin, Osnabrück), une en Suède, à Stockholm qui publie une revue en kurde : BERXWEDAN, une en Hollande à La Haye.

Toutes ces associations n'ont pas le même nom : ce sont tantôt des centres culturels, tantôt des associations de travailleurs.

Toutes, en tout cas, travaillent essentiellement pour le P.K.K., pas exclusivement selon elles, car elles se donnent pour tâche de faire connaître, à l'étranger et dans les milieux turcs, le problème de tous les Kurdes.

Ces associations ont aussi la volonté d'oeuvrer pour l'unification du mouvement kurde et même leurs détracteurs le reconnaissent. Pour cela, à Paris par exemple, K.K.W.K. avait pris l'initiative de faire défiler ensemble pour le premier mai, tous les mouvements kurdes. Des rencontres ont eu lieu entre l'U.P.K., le P.K.K. et le KOMALA. Le P.D.K.I., invité à se joindre à ces groupes, ne s'est pas rendu aux réunions car il était déjà engagé aux côtés des organisations iraniennes. Cette tentative d'union a donc échoué.

En revanche, l'homologue de K.K.W.K. en Suède ne fait pas partie de la Fédération des Organisations Kurdes en Suède, infirmant ainsi ce que nous venons de dire. De même en France, K.K.W.K. a signé le manifeste d'opposition distribué lors de la création de l'Institut Kurde de Paris. Si dans l'abstrait, ses adhérents sont d'accord avec les objectifs de l'Institut, ils sont absolument contre sa direction, refusant même le dialogue.

En dépit de ces contradictions, il semble que les associations contrôlées par le P.K.K. soient en train d'accroître leur audience parmi les travailleurs. Le dynamisme des militants, leur foi en la réussite ou peut être seulement leur stratégie de désespoir incitent de nombreux travailleurs à les rejoindre ou tout au moins à les soutenir.

2.3. KOMALA KARKEREN DEMOKRATEN KURDISTAN : K.K.D.K.

(Association des Travailleurs Démocrates du Kurdistan)

Lorsque les DEVRIMCI DEMOKRATIK KULTUR DERNEGI (D.D.K.D.), organisations légales du Parti des Travailleurs du Kurdistan (devenu le P.P.K.K. ou PÊŞENG) furent dissous, une partie de leurs militants se réfugia en Europe, en particulier en Allemagne.

Là, où ils sont assez nombreux comme en Suède et en Allemagne, ils se sont regroupés en associations de travailleurs : KOMALA KARKEREN DEMOKRATEN KURDISTAN : K.K.D.K.. Il y en a huit en Allemagne et une en Suède qui se sont fédérées : YEKITI KOMELA KARKEREN KURDISTAN (Union des associations de travailleurs du Kurdistan).

Dans les autres pays, les militants de PESENG travaillent au sein des associations indépendantes ou proches du P.S.K.T., à Paris, par exemple en France l'U.E.T.K.F.. La fédération des K.K.D.K. publie une revue en Suède : ARMANC (objectif - but).

Durant l'année 1982, les divisions du parti (P.P.K.K.) se répercutèrent sur les K.K.D.K. et chaque tendance publia son ARMANC. A Paris, les trois ou quatre militants n'ont pas échappé à la division. L'un se dit membre de D.D.K.D. (ancienne direction), l'autre se dit membre de PESENG (nouvelle direction).

En Europe, les adhérents des K.K.D.K. ont en général les mêmes relations que ceux de KOMKAR.

2.4. KOMALA KARKERAN KURDISTAN LI SWED : K.K.K.S.

(Association des Travailleurs du Kurdistan en Suède)

Cette association regroupe 300 travailleurs kurdes sympathisants du P.S.K.T.. Notons qu'ils ne se disent pas sympathisants ou membres du P.S.K.T., mais "en accord avec le manifeste du P.S.K.T.". C'est une organisation culturelle dont le but est la "sauvegarde de la culture kurde et l'établissement de liens avec la société suédoise. La K.K.K.S. publie une revue bilingue kurde (kurmandji) - turc : ROJA NU (jour nouveau), édite des livres sur le Kurdistan et les poèmes de CEGERXWIN.

2.5. KOMPLE ÇANDI KARKERAN KURDISTAN : KOC - KAK

(Association Culturelle des Travailleurs du Kurdistan)

Ces associations n'existent que dans quelques villes allemandes (en particulier à Duisburg et à Berlin) et en Suède et déclarent, comme les autres, n'avoir qu'un but culturel.

Il est à noter qu'en Allemagne les K.O.Ç. - K.A.K. ne font pas partie de KOMKAR.

2.6. FEDERATION DES ORGANISATIONS KURDES EN SUEDE

En Suède où vivent environ cinq mille Kurdes, on compte plus d'une vingtaine d'associations kurdes dont la plupart se sont fédérées en 1981.

Depuis le Coup d'Etat de 1980 en Turquie et depuis la guerre du Kurdistan d'Iran, de nombreux réfugiés ont demandé et demandent à la Suède, le statut de réfugiés politiques.

Mais devant la division des mouvements kurdes, le gouvernement suédois a réagi et leur a demandé de s'unir, en échange de certains avantages matériels (un local, par exemple).

Toutes les organisations kurdes des Partis Politiques, d'étudiants et de travailleurs, à l'exclusion de celles du P.K.K. et du P.D.K.-Irak, se sont donc regroupées au sein de la "Fédération des Organisations Kurdes en Suède". Le P.D.K.-Irak explique son refus d'appartenir à cette Fédération par le fait que nombre des associations qui en font partie seraient plus ou moins fantômes: l'U.P.K. et le P.D.K.I. (nominément cités) créeraient des associations qui ne représentent rien pour exagérer leur importance.

Les principaux partis et organisations fédérés sont :

- Komela Karkêren Kurdistan li Swed (Turquie)
- Yekîti Komela Karkêren Kurdistan (Turquie)
- Koç Kak (Turquie)
- A.K.S.A. (mixte)
- K.S.S.E. - Prague (mixte)
- Rîzgarî (Turquie)
- P.S.K.T. (Turquie)
- Pasok (Irak)
- Association des Kurdes de Syrie (proches de Hamid Hadj DERWICH)
- Ala Rîzgarî (Turquie)
- Komala (Iran)
- P.D.K.I. (Iran)
- U.P.K. (Irak)
- Tekogin (Turquie)
- K.U.K.
- Autres associations indépendantes de tout parti politique.

Toutes les organisations n'ont pas la même importance, certaines ne sont composées que de deux ou trois personnes. La principale par le nombre de ses adhérents et par ses activités est : KOMELA KARKERAN KURDISTAN LI SWED (K.K.K.S.), association de travailleurs du Kurdistan en Suède, sympathisants du P.S.K.T.

Plusieurs tendances sont représentées au sein du Comité Directeur : le P.P.K.K. (Turquie), le P.S.K.T. (Turquie), K.U.K. (Turquie), Ala Rizgari (Turquie) et un indépendant.

Le Président de la Fédération est le Président de K.K.K.S. (organisation de travailleurs sympathisants du P.S.K.T.).

L'existence d'une fédération unique en Suède permet d'estimer de manière plus précise qu'ailleurs (1), le nombre de Kurdes immigrés.

Sur 5 000 personnes :

- 80 % sont des réfugiés politiques ;
- 60 à 70 % sont originaires de Turquie ;
- 15 à 20 % sont originaires d'Irak ;
- 7 à 8 % sont originaires de Syrie ;
- 2 % sont originaires d'Iran.

Bien que les Kurdes aient certaines facilités en Suède, ils se plaignent que ce pays accorde plus d'aide à la Fédération des travailleurs turcs ou grecs. Ils reconnaissent cependant que la faute incombe à leurs divisions.

Le Parti Communiste de Suède (V.P.K.) envisage d'inscrire la question kurde à l'ordre du jour des débats au parlement.

La Fédération a sa propre revue entièrement en Kurde (Kurmandji) : BERBANG (l'Aube). Elle a un but exclusivement culturel.

2.7. Autres organisations

Dans quelques pays où les Kurdes sont peu nombreux, des associations les regroupent quelles que soient leur origine et leurs sympathies politiques.

(1) Sauf peut-être en Allemagne, les chiffres avancés sont très souvent fantaisistes. On annonce 30 000 Kurdes en France sans preuve aucune.

Par exemple en Australie, l'association Komela Kurde Australia : A.K.A., formée en 1980, regroupe une centaine de personnes, principalement des ouvriers émigrés de Turquie, nostalgiques de leur pays.

Ses objectifs sont :

- le développement de la langue et de la culture kurde ;
- la représentation des Kurdes dans cette société multinationale qu'est l'Australie ;
- l'information des Australiens sur le problème kurde ;
- l'assistance aux nouveaux immigrants.

Cette association a des contacts avec les organisations kurdes du Kurdistan et de l'extérieur ainsi qu'avec les mouvements progressistes australiens.

Elle n'a pas les moyens de publier une revue mais diffuse des revues kurdes venant d'Europe et du Kurdistan et assure une émission d'une demi-heure chaque samedi sur une radio locale.

Elle vient de publier un cours de Kurde kurmandji du premier niveau accompagné d'une cassette.

Elle a formé un groupe folklorique qui assure des spectacles de danses et de chants.

CHAPITRE II

**YEKÛN - PARTIYA AZADI A PESKETINA KURDISTAN
(PARTI POUR LA LIBERTE ET LE PROGRES DU KURDISTAN)**

Le parti YĖKBÛN (être un UNION en Kurde) présente deux originalités :

- Il se veut kurde pour tous les Kurdes, sans limites géographiques, sans référence aux Etats qui se partagent le Kurdistan.
- Il refuse toute solution préconçue du problème kurde, affirmant le droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination du peuple kurde.

YĖKBÛN a été créé au printemps 1979 et a tenu son premier congrès du 27 au 31 juillet 1979, à l'initiative d'intellectuels kurdes, exilés en Europe.

Ismet Cherif VANLY (1), juriste et historien en serait l'animateur.

C'est un ^{peut} Parti, comme l'Union des Démocrates du Kurdistan. Il n'est pas possible, pour le moment, de connaître le nombre et le nom de ses adhérents.

YĖKBÛN est, de toute évidence, un club d'intellectuels plus qu'un parti de masse et l'un des problèmes qu'il devra résoudre est son implantation au pays.

En veilleuse depuis sa création, ses animateurs ont participé à de nombreuses réunions en 1983, pour donner au Parti une nouvelle impulsion et élargir son assise.

Le colloque sur "la répression culturelle et le Problème Kurde", à l'université libre d'Amsterdam, a été l'occasion de rencontres fructueuses entre l'animateur de YĖKBÛN et de nombreux intellectuels kurdes, de toutes tendances et des représentants de Partis Politiques, quand ce n'en était pas le Secrétaire Général. (2).

On peut imaginer que les années qui viennent verront le développement de ce parti et l'adhésion des nombreux Kurdes qui sont las des divisions idéologiques et tribales. C'est en tout cas le but que se fixe YĖKBÛN.

(1) - I. C. VANLY est né en Syrie de parents originaires de la région du Lac de Van en Turquie. Il représente BARZANI en Europe en 1964-1965 et fonda à l'étranger un "Comité pour la défense du peuple kurde". Pendant les années de guerre (1961-1970) il fut très actif dans les milieux internationaux et en particulier aux Nations-Unies. Auteur de livres et de nombreux articles, il se consacre à la recherche historique et prépare aujourd'hui un livre sur les mouvements kurdes.

(2) - A. R. GHANSEMLOU de passage en Europe y assistait.

IDEES ET PROGRAMME :

Le seul document publié par YEKBUN comprend, en introduction, une analyse intéressante des échecs des mouvements et révoltes kurdes. On peut relever, en particulier parmi les causes, des échecs :

- l'adoption par nombre de partis, de programmes et de philosophies, ne tenant guère compte des réalités de la société kurde.
- l'existence, au sein de certains partis, de la "mentalité tribale" que l'auteur du texte définit à peu près ainsi : la mentalité tribale n'est pas le système tribal qui a pratiquement disparu depuis la deuxième guerre mondiale, mais un état psychique hérité peut-être de ce système. Il s'agit d'une tendance du caractère kurde qui pousse les individus à s'assembler dans des groupements à caractère personnel avec passion, sinon fanatisme. Ces groupements créent des dissensions, voire des conflits, même entre des mouvements à objectifs similaires :
- l'habitude de compter sur l'aide financière étrangère, ce qui entraîne l'effondrement des mouvements, lorsque l'aide étrangère est supprimée.
- le jeu dangereux de tirer parti des contradictions existant entre les gouvernements des Etats administrant les différentes parties du Kurdistan. En effet, tant que les dits gouvernements n'auront pas reconnu le fait national kurde avec le droit à l'autodétermination de cette nation, ils pourront tomber d'accord à tout moment pour s'opposer ensemble à tout mouvement kurde.
- la fuite devant le droit à l'autodétermination.
 Bien que la nation kurde soit profondément et intensément consciente de son unité morale, nationale, linguistique et culturelle et qu'incontestablement elle entende exercer son droit à l'autodétermination, les Partis politiques ont jusqu'ici écarté pratiquement le droit à l'autodétermination ou le mettent au second plan.

Au contraire, ils choisissent "la" solution au problème kurde, s'arrogeant ainsi le droit de parler et de choisir pour le peuple.

Cette solution étant le plus souvent l'autonomie interne, les Partis se ferment les portes des Nations-Unies et s'interdisent toute possibilité réelle d'action sur le plan international.

Alors que le problème kurde est, par excellence un problème de libération nationale, la lutte pour obtenir un quelconque aménagement à l'intérieur des frontières d'un Etat déterminé, reste un problème interne pour cet Etat, au regard du droit international. (1)

Le Parti se définit lui-même comme un "parti socialiste progressiste et démocratique travaillant au service du peuple et des masses laborieuses".

Son programme politique tire les conclusions de l'analyse évoquée précédemment c'est-à-dire :

- Le YEKBÛN oeuvrera pour constituer un Front National rassemblant les partis et les organisations du Kurdistan (art. 4).
- Le YEKBÛN luttera pour que le droit à l'autodétermination soit reconnu au peuple kurde et pour que celui-ci puisse exercer librement ce droit (art. 9).

Mais on trouve aussi un programme économique (que ne désapprouverait pas un parti français comme le P.S.U.).

- liquidation des restes du système tribal en liquidant notamment la grande propriété dont profitent les chefs de tribu et les cheikhs ; limiter la propriété terrienne.
- Nationalisation de l'industrie kurde, du commerce extérieur et du secteur principal de distribution du commerce intérieur mais, autorisation du développement du secteur privé au moyen d'entreprises familiales, petites et moyennes, à condition de mettre une limite maximale au projet.
- Nationalisation des banques.

(1) - On reconnaît là, l'empreinte d'un juriste.

- Instauration de la participation des travailleurs à la gestion et aux bénéfices des entreprises privées et publiques.

- Nationalisation de la profession médicale et gratuité des soins.

Par ailleurs, si certains articles expriment une pensée politique réfléchie des problèmes au Tiers Monde tels l'encouragement de l'enseignement professionnel (pendant deux ans au moins après l'école primaire), d'autres sacrifient à la tautologie.

Ainsi, la lutte contre le chômage dans les villes par l'industrialisation, le développement de l'artisanat et du secteur tertiaire...etc.

Comme moyen de lutte, YEKBUN n'exclut aucune possibilité, allant même jusqu'à la constitution d'un gouvernement kurde provisoire pour l'ensemble du Kurdistan ou pour une partie du pays, et en travaillant à le faire connaître dans les milieux internationaux. (1).

Le Programme de YEKBUN est imprégné de la conviction que le peuple kurde parviendra un jour à s'unir, non derrière des idées sociales ou politiques précises, mais derrière le sentiment profond d'être Kurde et d'avoir le droit à l'autodétermination.

Bien que ce Parti soit absent au Kurdistan, ses objectifs ont peut-être un certain impact sur les orientations actuelles des partis kurdes (2).

En effet, le YEKBUN est ouvert à tous les partis qui veulent agir pour l'entente de la nation kurde. Or, aucun parti kurde n'oserait dire que ce n'est pas ce qu'il recherche, même si cette idée n'est pas concrétisée par les actions de chacun.

L'animateur de YEKBUN, a des contacts avec tous les mouvements kurdes, sans exclusive, qui lui envoient leurs publications.

Invité avec d'autres personnalités kurdes à jouer un peu les médiateurs dans les conflits inter-Kurdes, il avait l'intention, si la réunion avait lieu, de proposer "des structures nationales permanentes".

(1) - On reconnaît là encore l'empreinte de I. C. VANLY pour qui l'information et l'aide internationales sont essentielles pour ne pas dire indispensables.

(2) - Nous avons vu que l'U.P.K. vient d'adopter le slogan d'autonomie.

Une revue DENGÊ YEKITIYE en langue kurde (Kurmandji) dont le premier numéro est sorti au début de cette année, serait la revue de YEKBUN.

Elle ne semble pas avoir été diffusée largement parmi la diaspora. En tout cas, peu de Kurdes la connaissent.

En conclusion, les statuts et le programme de YEKBUN expriment la pensée d'hommes aspirant à la liberté et au progrès.

On y dénote un certain humanisme (helvétique ?) (1), qui tranche avec l'extrémisme de la plupart des autres formations kurdes.

(1) - I.C. VANLY inspirateur du Parti, a fait ses études en Suisse, où il séjourne depuis de nombreuses années.

CHAPITRE III

L'INSTITUT KURDE DE PARIS

L'Institut Kurde de Paris a été créé en février 1983, à l'initiative de M. Kendal NEZAN, intellectuel kurde de Turquie vivant en France depuis plusieurs années, avec l'aide des autorités françaises.

Les objectifs de cet Institut sont la sauvegarde et la diffusion de la culture kurde par :

1. des recherches sur la langue et la culture kurde avec deux programmes prioritaires : l'élaboration d'un dictionnaire Kurde-Français et la création d'une bibliothèque .
2. l'enseignement de la langue kurde aux enfants de la Diaspora et pour ce faire la formation de moniteurs.
3. la diffusion d'informations sur le problème kurde dans ses aspects historiques, culturels et politiques.

Cet Institut veut rassembler les spécialistes dans les domaines les plus divers tels que la langue, la musique, l'histoire etc...

Les créateurs de l'Institut pensent qu'ils satisfont au besoin fondamental (en partie tout au moins) des Kurdes en Europe qui n'avaient pas (ou peu) de contacts avec leur culture d'origine. (Ce besoin a été plus ou moins satisfait avec l'aide des gouvernements occidentaux pour d'autres catégories d'immigrés).

Cet Institut a aussi pour vocation d'être les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale du peuple kurde que l'on pourrait comparer au Centre de Documentation Palestinien que l'O.L.P. avait créé à Beyrouth.

Dans ce sens, cet Institut est très différent d'une organisation politique qui elle, cherche à organiser la population et à définir une stratégie pour mettre en oeuvre une politique donnée.

Malgré tout, l'Institut devrait avoir à long terme une action politique au sens large :

- par l'action de sensibilisation auprès de la grande presse et des organismes internationaux
- et par la prise de conscience des Kurdes de la Diaspora.

Les Kurdes, loin de leur milieu d'origine pourraient avoir tendance à perdre leur langue, leurs particularismes et donc leur raison d'appartenir à une nation.

La rencontre dans un Institut Kurde n'ayant aucun lien avec les Etats d'origine peut, au contraire, développer une sensibilité kurde et favoriser l'idée de travailler à l'indépendance d'un Grand Kurdistan plutôt qu'à l'autonomie dans chaque état.

La création de cet Institut a été, en général bien accueillie par les Kurdes (mise à part l'hostilité déclarée ou plus discrète de certains partis politiques kurdes : P.K.K., P.D.K.-Irak : déclarée ; U.P.K. : discrète). Mais, une méfiance réciproque est perceptible : les partis politiques du Kurdistan craignant peut être la concurrence sur leur clientèle et l'Institut refusant la collaboration des mouvements existants, sans doute de peur d'être noyauté par un parti et de devenir une simple officine de propagande.

Les statuts actuels reflètent bien cette crainte du noyautage. Par exemple, nul ne peut être membre de l'Institut sans avoir l'agrément de la direction et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ne peut être fixé que par cette même direction.

Ces statuts risquent de perpétuer la direction actuelle et d'entraîner une sclérose, voire la fin de l'Institut, avec le retrait des fondateurs (comme cela fut le cas avec le "Centre d'Etudes Kurdes" de l'Emir Kamuran BEDIRKhan).

L'équipe dirigeante est sans doute consciente de cela puisqu'elle travaille à l'établissement de nouveaux statuts qui pourront être perçus par la communauté kurde comme moins injustes. Mais, le problème n'est pas simple. Certains partis politiques, axés sur leur souci de propagande ou de prédominance, ne sont pas encore des interlocuteurs faciles et ne seront sûrement pas, à supposer qu'ils adhèrent à l'Institut des adhérents neutres. Pour le moment c'est le statu quo. L'Institut fonctionne avec l'équipe qui l'a fondé et bénéficie du soutien au moins tacite de nombreux mouvements, associations et personnalités. On peut noter particulièrement le soutien pas toujours actif :

- des partis kurdes de Turquie et leurs associations, à l'exception du P.K.K.
- du P.D.K.I. (Iran)
- des associations culturelles, TEKÖSER, A.K.A.
- des intellectuels : particulièrement Ismet Cherif VANLY, Nouredine ZAZA, de Suisse,

- Ibrahim AHMED de Londres, Kamal FUAD de Berlin, CIGERXWIN de Stokholm,
 - du cinéaste Yilmaz GUNEY
 - de personnalités politiques comme SAMI, Abdoul Rahman GHASSEMLOU, Youssef
 ARDALAN (représentant du KOMALA à l'étranger).

Nous l'avons dit, ce soutien peut n'être que tacite, mais il démontre bien l'aptitude de l'Institut à être un lieu de rassemblement.

L'Institut a déjà à son actif, une série d'émissions culturelles sur le Kurdistan, sur France Culture et France Musique (12 mai 1983), un colloque sur les problèmes de la langue kurde, une exposition de peintres kurdes.

Chaque jour, une trentaine de Kurdes, le plus souvent originaires de Turquie, passent un moment à l'Institut, soit pour travailler à la Bibliothèque, soit pour consulter les journaux que l'Institut reçoit (journaux kurdes, mais aussi turcs et français), soit tout simplement pour boire le thé.

Des permanents et des bénévoles travaillent aux publications de l'Institut:
 - Bulletin de liaison et d'information, mensuel en français, allemand, anglais, kurde, italien et turc composé pour une large part d'une revue de presse,

- HÊVÎ (ESPOIR), revue culturelle bi-annuelle paraissant dans les trois dialectes Sorani, Kurmandji et Zazai (1).

- ETUDES KURDES, revue bi-annuelle et bilingue arabo-persane.

Les rédacteurs de la revue HÊVÎ, dont le premier numéro est sorti en décembre 1983 s'appliqueront à emprunter du vocabulaire à chaque dialecte, essayant par là, non pas d'unifier la langue, car ils n'ont pas cette prétention, mais de créer des conditions de rapprochement des différents dialectes.

(1) - La zazai est la langue parlée par les populations ZAZA à l'ouest du Kurdistan (Dersin). Certains linguistes ne la considèrent pas comme une langue kurde.

"Sans la démocratie, la juste et bonne solution de la question kurde n'est pas possible, mais tant que la question kurde ne sera pas résolue, aucune vraie démocratie ne sera possible."

Parez VANLY

Lettre à Sa Majesté Impériale le Chah d'Iran.

CONCLUSION

L'inventaire rapide que nous venons de faire des Organisations, mouvements et partis kurdes d'aujourd'hui, peut rappeler l'inventaire de Prévert... Un lecteur moins poète se demandera pourquoi trois pages sur ce parti et une, sur celui-là ? La réponse est simple. En dehors du Kurdistan d'Iran où des élections passées ont montré la force du P.D.K.I., rien ne permet d'affirmer l'importance de tous ces partis clandestins.

Que dire de YEKBUN ? Il ne représente sans doute rien aujourd'hui, mais si demain des élections libres avaient lieu ?

En Irak, deux forces se disputent la première place au Kurdistan. D'un côté, le vieux Parti Démocratique du Kurdistan dirigé par Massoud, fils de Mollah Mustafa BARZANI (le général BARZANI, le DE CAULLE kurde...), jeune, trente-sept ans, qui prétend disposer de plus d 20 000 peshmergas. Il est sans doute maître du Nord du Kurdistan, et bien implanté dans les villages.

Avec lui, le Parti Communiste Irakien, son vieux rival et allié, qui a rejoint les maquis kurdes après son rejet du pouvoir par le parti Baas en 1978, est une force avec laquelle il faut compter.

De l'autre côté, l'Union Patriotique du Kurdistan, dirigée par Jalal TALABANI, l'ancien "Jeune loup" du P.D.K., est sûrement mieux implantée parmi les intellectuels, dans les villes et dans le Sud-Est du pays. La réputation de politicien amoral et de traître (Jash) de TALABANI limite sans doute son influence dans les milieux faiblement politisés.

En Turquie, rien ne permet d'évaluer l'influence de tel ou tel parti, ni les événements récents, ni l'histoire. Aux élections législatives du 6 novembre 1983, aucun parti kurde ne fut autorisé à présenter des candidats, toute référence au séparatisme étant interdite par la nouvelle loi électorale. (1)

(1) L'interdiction ne s'appliquait pas seulement aux Kurdes, mais aussi aux partis marxistes ou communistes, ou dirigés par des personnalités ayant eu des fonctions publiques avant le Coup d'Etat de 1980, etc... et l'interdiction de mouvements kurdes ne date pas d'aujourd'hui.

On peut noter cependant que le parti le plus à gauche (ou le moins à droite), le Parti du Peuple de CALP a fait son meilleur score dans le Kurdistan.

Au nombre des prisonniers politiques, le P.K.K. arrive en tête, mais cela peut être plus la conséquence de sa tactique (terrorisme), que de son impact populaire. Le P.P.K.K. ou Pêşeng a aussi un bon nombre de prisonniers en Turquie, mais du propre aveu de ses sympathisants, il est complètement démantelé à l'intérieur. A l'étranger, le P.S.K.T. paraît plus influent parmi les travailleurs, si l'on en croit l'importance des associations qu'il contrôle. Cela peut simplement signifier que ses sympathisants ont mieux réussi que les autres à fuir la Turquie des militaires ou à s'organiser à l'étranger. Mais le P.K.K., décimé après le Coup d'Etat, semble ces derniers mois se reconstituer à l'étranger.

En Syrie, si le P.D.K.S. a pu jouer un rôle dans le passé, ses divisions et subdivisions font que les Kurdes de Syrie eux-mêmes ne s'y retrouvent plus et à l'étranger, ils préfèrent, pour la plupart, adhérer à des mouvements kurdes d'Irak ou de Turquie.

Le nationalisme kurde se développe dans un espace hostile, face à deux nationalismes exacerbés : celui de la Turquie fascisante des Jeunes Turcs et celui de la grande Nation Arabe, et face à la monarchie centralisatrice du Chah d'Iran, remplacée aujourd'hui par la "monarchie islamique".

Aujourd'hui, le régime turc reste fidèle au principe nationaliste fascisant de Mustafa KEMAL.

La Syrie arabe qui héberge les opposants séparatistes ou autonomistes de ses voisins, par tactique politique, ne reconnaît toujours aucun droit à ses Kurdes au nom de l'idéologie panarabe. "Nous avons une vocation panarabe, et tout ce qui est arabe est nôtre. Oui, nous sommes le coeur, nous sommes au coeur du monde arabe !" (1).

(1) Déclaration du Président Hafez el ASSAD à Karim PAKRADOUNI reportée dans livre : La Paix manquée au Liban. Le Mandat d'Eliaç SARKIS 1976-1982, Editions F.M.A. Beyrouth 1983.

En Irak, nous l'avons déjà dit, la situation est curieuse. Si le parti au pouvoir, le Ba'ṭh al'arabī, Parti de la Renaissance Arabe (Baas), se réclame du panarabisme, il est nationaliste irakien dans les faits. Il n'a pas la faveur de beaucoup de Kurdes bien qu'il leur soit le plus favorable (ou le moins défavorable) de tous les partis irakiens ⁽¹⁾ au pouvoir, depuis la création de l'Irak. Saddam HUSSEIN (2) explique : "il y a deux raisons qui justifient la décision d'autonomie : les principes du Parti (Baas) et le respect des desiderata du peuple. L'autonomie pour les Kurdes ne s'oppose pas à la recherche de l'unité du peuple arabe et cette autonomie sera toujours une condition essentielle dans toute négociation entre l'Irak et tout autre pays arabe. Car nous savons que si les Kurdes se sentent menacés dans leur autonomie par les Arabes, ils se soulèveront contre les Arabes, ce qui n'est pas de notre intérêt."

Nous l'avons vu, cette autonomie octroyée est beaucoup de façade. Des villages kurdes ont été détruits, des régions arabisées et une partie de la population a été déportée. Mais bien qu'il soit mieux vu de porter la kufiah arabe que le turban kurde à Kirkouk, il existe dans cette ville une radio, un journal, une télévision kurdes. A la gloire de Saddam HUSSEIN diront les opposants ! Oui, mais ni plus ni moins que les journaux en langue arabe. On voit aussi des films anglais sous-titrés en arabe à la télévision kurde, mais cela peut s'expliquer par la rareté des documents vidéo en langue kurde...

L'Iran d'aujourd'hui est toujours aussi centralisateur que celui d'hier. Le principe centralisateur de l'Islam, sous la bannière du chiïsme, ne facilite guère l'appréhension de l'autonomie définie par des critères de culture.

Il n'est pas facile de faire reconnaître une aspiration nationaliste dans un espace géographique où les Etats ne respectent en rien les

(2) FUAD MATAR, Saddam HUSSEIN : the man, the cause and the future. Bibliographie 10.

(1) "partis" et non "pouvoir". En effet, les débuts du régime du général KASSEM en 1958 ont été plus favorables aux Kurdes en garantissant, pour la première fois dans l'histoire de l'Irak, leurs droits nationaux (art. 3, Constitution provisoire de 1958).

critères de nation généralement acceptés : langue, culture, histoire, géographie. Aucun de ces critères ne peut justifier les limites entre l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'Iran. Le mythe de l'Etat-Nation, né en Europe et contesté aujourd'hui, n'est pas forcément adapté au Moyen-Orient. Peuples arbitrairement rattachés à des Etats arbitraires, la moindre retouche des frontières entraînerait une complète déstabilisation de toute la région et ne pourra être acceptée tant que les gouvernants de ces Etats sacrifieront à la volonté de puissance, le respect des droits de l'homme. De plus, la société internationale n'aime pas les changements de frontière.

Témoin, la dernière résolution du Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui considère la proclamation de la République Turque de Chypre par la minorité turque comme "légalement nulle et non avenue" (18 novembre 1983).

Le peuple kurde, à cheval sur des frontières, occupe des montagnes qui semblent les unir. Ce facteur d'unité est réel dans les chants, les poèmes et les épopées kurdes qui alimentent le romantisme et les phantasmes des Kurdes. Il l'est beaucoup moins dans la vie quotidienne : les montagnes drainent les eaux, les routes et les hommes vers l'extérieur et le paysan kurde d'Irak va à la ville à Bagdad, quand le Kurde d'Iran va à Téhéran. Les frontières actuelles ne sont peut-être pas si absurdes... Où sont les limites naturelles de la nation kurde ?

En Irak, le piémont kurde est largement peuplé de Turcomans qui, venant des confins asiatiques, sont restés sur le chemin de passage des fondateurs de la Turquie. Ces populations renforcées au cours des nombreuses occupations ottomanes, font aujourd'hui tampon entre les Kurdes de la montagne et les Arabes de la plaine. Elles furent, avec le pétrole, l'une des causes du différend entre le mouvement national kurde et le gouvernement central qui provoqua la cinquième guerre du Kurdistan. En effet si Kirkouk est une ville kurde, elle est sentie comme turcomane par les Turcomans, irakienne pour Bagdad et ^{elle est} pétrolière pour tous.

En Iran, les Lores et les Bakhtiars établis au Sud de Kermanschah sont-ils des Kurdes ?

En Turquie, même avant les déplacements de population, les limites n'étaient pas nettes : le lac de Van par exemple, est-il turc ou kurde ou arménien ?

Tout le monde parle kurde, mais il y a sans doute plus de ressemblance entre le Persan et le Kurde Sorani, qu'entre ce dernier et le Zazai parlé par les populations ZAZA de la région de Dersim, qui se disent kurdes. La langue qui devrait être un facteur d'unité attend encore son LUTHER ou son MALHERBE. L'Institut Kurde de Paris réussira-t-il, comme il en a la volonté, à contribuer à l'unification de la langue ? Les différents alphabets, latin pour le Kurmandji, arabe pour le Sorani qui peuvent paraître à priori une difficulté supplémentaire, ne devraient pas en être une. Les journaux de Kuala Lumpur qui paraissent en écriture latine pour certains ou en écriture arabe pour d'autres, montrent s'il en est besoin qu'il est possible d'écrire quotidiennement une même langue (le Malais) avec deux alphabets. La nouvelle revue **HEVÎ** de l'Institut Kurde de Paris publiée simultanément dans trois dialectes est une première contribution à leur coordination.

Le mouvement kurde, perçu à l'étranger comme un mouvement de libération nationale est plus orienté vers la révolution sociale que vers la conquête d'une identité nationale, en dehors des grandes périodes de combat. Dans ces périodes, si les programmes des partis restent à gauche, le charisme des chefs (Qazi MOHAMMED, Mustafa BARZANI, Abdoul Rahman CHASSEMLOU peut-être), élargit l'assise des mouvements qui deviennent plus purement nationalistes tout en étant plus modérés sur le plan social. Le Kurdistan de Turquie qui n'a pas connu cette situation depuis longtemps (1937) se distingue justement par le langage extrémiste employé par tous ses partis. Plus encore que leurs frères d'Irak ou d'Iran (mis à part les militants du KOMALA), ils sont anti-impérialistes, anticapitalistes, antiréactionnaires, etc... et les différences entre leurs idéologies sont difficiles à discerner : on se divise entre autres, parce qu'on soutient l'Union Soviétique ou la Chine ou l'Albanie...

En fait, ces différences idéologiques cachent souvent des ambitions personnelles, les luttes des chefs étant toujours annoncées comme luttes d'idées. La division des Kurdes d'Irak illustre mieux que toute autre ce phénomène.

Dans cette compétition, l'idéologie de gauche idéaliste et scientifique est plus attrayante pour un jeune militant épris d'action qu'une idéologie purement nationaliste. Un certain langage marxiste où tout peut être exprimé par le verbe sans retour constant aux faits, convient parfaitement aux Kurdes de Turquie incapables d'organiser une vraie résistance à cause de l'étendue du territoire, de l'éparpillement de la population et surtout de la présence massive de l'armée turque. Sans perspectives immédiates de réussite, ils demandent immédiatement le plus, sachant qu'ils n'obtiendront même pas le moins. Les plus convaincus iront aider leurs frères d'Irak ou d'Iran, épousant leurs querelles et leurs alliances.

Mais le langage marxiste, plus ou moins violent, ou sincère, ou compris, n'est même pas un facteur d'unité entre les Kurdes. Chacun travaille pour soi, vestige de mentalité tribale, manque de maturité politique ou tout simplement manque de conviction ? Un grand nombre de Kurdes semble avoir accepté la partition d'un pays qui n'a jamais réellement existé. Il nous semble d'ailleurs que les revendications d'autonomie au sein de l'État irakien ou iranien en sont la preuve. Le Kurde d'Iran est sans doute plus proche d'un Perse par la langue ou les traditions que d'un Kurde de Tuncelli ou de Diyarbakir (Diyarbakir)

Mais lorsqu'il y a guerre, guerre du golfe ou guerre du Kurdistan d'Iran, pourquoi le mouvement kurde n'est-il pas unifié comme le fut le mouvement algérien ? Les Algériens firent taire leurs divisions internes, portant essentiellement sur les questions sociales, pour constituer un Front de Libération Nationale qui les mena à la victoire. Peut-être souffraient-ils plus indiscutablement d'une injustice à travers la colonisation, que les Kurdes ? Les opposants kurdes en Turquie ne sont pas plus durement traités que les opposants turcs et si, comme les Kurdes d'Irak ou d'Iran ils aspirent à la démocratie, la gauche turque, arabe ou iranienne y aspire aussi.

Le Kurdistan est par sa position géostratégique, acculé à rechercher de l'aide là où elle se trouve. Le mouvement kurde se sert donc de la rivalité des Etats voisins qui eux-mêmes les manipulent. Le drame du peuple kurde est que ce qui ne devrait être qu'une tactique, devient une stratégie qui va vers la négation de l'idée même d'un grand Kurdistan. BARZANI qui avait su unifier, malgré des réticences, le mouvement kurde, n'a pas évité l'écueil, laissant un P.D.K. qui fut puissant, déchiré et affaibli. GHASSEMLOU, politicien averti se défend de répéter l'histoire, mais en aura-t-il les moyens ?

La division du mouvement kurde ne facilite par le rôle des Représentants à l'étranger. Faire comprendre le problème d'un peuple lointain n'est pas chose facile et le faire quand les responsables se déchirent demande beaucoup de savoir-faire. Malheureusement pour le mouvement kurde, ses représentants sont souvent inexpérimentés et la Presse et les autorités ne leur accordent que peu de crédit.

Pour la Presse et les autorités, la personnalité d'un représentant est déterminante, ainsi que la qualité des contacts personnels qui doivent s'établir. Mais lorsque le représentant n'est pas unique, lorsqu'une Conférence de Presse donnée pour dénoncer l'entrée de l'armée turque en territoire irakien (1er juin 1983) réunit cinq ou six porte-parole du mouvement kurde qui se querellent en public, que doit penser la Presse et à travers elle, la société internationale ?

Et puis, pour le monde occidental le Kurdistan est loin, bien plus loin que la Pologne et les Kurdes ne sont souvent que les romantiques guerriers d'un pays de chimères.

Eric Rouleau, dans LE MONDE du 23 février 1982, s'indignait de l'égo-centrisme des peuples qui les rend insensibles aux malheurs des autres. Ainsi relevait-il que la presse occidentale, qui s'était mobilisée pendant les 444 jours de captivité des diplomates américains à Téhéran ne consacre que quelques lignes aux événements du Kurdistan. (Les Kurdes ne sont pas seuls à être ignorés ou presque des médias, les Somaliens de l'Ogaden et les Erythréens en lutte contre l'Ethiopie ne font pas non plus la une des journaux).

L'Institut Kurde de Paris, bien que ce ne soit pas sa fonction, peut jouer le rôle d'agence de presse kurde. Par exemple, lorsque l'armée turque est entrée dans le Kurdistan d'Irak en juin 1983, certains journaux ont donné des informations fournies par l'Institut.

Il faudra bien que tous les mouvements kurdes acceptent de collaborer avec lui, non en tant que Partis mais en tant que Kurdes pour que l'Institut justifie l'importance qu'il se donne, c'est-à-dire qu'il soit une sorte d'Ambassade. Dans ce sens l'Institut peut être la chance que les Kurdes de toutes tendances devraient saisir pour parvenir enfin à s'unir d'abord à l'étranger puis au Kurdistan.

L'exemple de la création de la Tchécoslovaquie en 1918 nous montre ce rôle fondamental que peuvent jouer les émigrés pour la formation d'une patrie.

L'idée d'un Etat rassemblant Tchèques et Slovaques commença à s'affirmer dans les premières années du XXe siècle. La résistance intérieure ne pouvant être que passive, les patriotes menèrent leur action hors de l'Empire austro-hongrois par la création du "Conseil National Tchécoslovaque" en France et aux Etats-Unis (1916). Ce sont eux qui permirent le 29 juin 1918 l'admission officielle de la Tchécoslovaquie parmi les alliés et le 28 octobre 1918 la proclamation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

L'Institut Kurde qui bénéficie du soutien d'un grand nombre de mouvements et qui, en moins d'un an a su acquérir une certaine notoriété, saura peut-être un jour canaliser les espoirs de tout le peuple kurde.

Et bien qu'il se garde de faire de la politique, sera-t-il l'initiateur d'un futur Conseil National Kurde ?

ANNEXES

ANNEXE 1

COMPOSITION ET PROGRAMME DU FRONT NATIONAL DEMOCRATIQUE IRAKIEN

(F.N.D.I.) (1)

Le F.N.D.I. constitué le 28 novembre 1980, est composé des organisations suivantes :

- Parti Communiste Irakien (P.C.I.)
- Parti Démocratique du Kurdistan-Irak
- Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak (P.S.K.I.)
- Pasok ou Parti Socialiste Kurde (P.S.K.)

Ces partis se sont rapprochés pour lutter ensemble dans le but de :

1. Renverser la dictature et mettre en place un gouvernement de coalition nationale représentant tous les éléments luttant contre l'impérialisme, la réaction, la dictature.
2. Résoudre le problème kurde sur la base de la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple kurde et des minorités, en :
 - arrêtant l'arabisation des régions kurdes ;
 - garantissant au peuple kurde :
 - . l'auto-administration à l'intérieur des unités administratives peuplées en majorité de Kurdes ;
 - . le retour des personnes déplacées ;
 - . la nationalité irakienne aux Kurdes Faylis, Ouméris et Gouis (2) (al Fayliyîn, al Umeriyîn, al Guiyîn) ;
 - . le droit d'étudier dans sa propre langue (droit revendiqué pour toutes les nationalités).

(1) - in "Peshwerga" n° 16 mai et juin 1983

(2) - Ce sont des tribus kurdes établies en Irak depuis le début du siècle, originaires du Kurdistan de Turquie ou d'Iran ou même de la région frontalière irako-turque avant la création de l'Irak et de la Turquie moderne. Ces kurdes n'ont pas la nationalité irakienne. Les Faylis ont même été renvoyés en Iran à plusieurs reprises notamment au début du dernier conflit irako-iranien et vivent dans des camps de réfugiés.

3. Reconstruire une armée et une police démocratiques dans leurs structures et dans leurs tâches, sans discrimination de nationalité, de religion, de race.
4. Adopter une politique économique progressiste basée sur une planification scientifique.
Les revenus du pétrole doivent assurer une économie nationale indépendante qui permettra de libérer l'économie de la dépendance pétrolière et des liens avec l'économie capitaliste.
5. Contribuer à la lutte de la nation arabe contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction de manière à annuler l'accord de Camp David.
.Soutenir l'O.L.P.
6. Jeter les bases d'une politique étrangère indépendante, contribuant à la détente internationale ;
.Militer pour la paix dans le monde ;
.Soutenir les pays hostiles à l'impérialisme et ses blocs militaires agressifs ;
.Consolider les liens d'amitié et de coopération avec les pays socialistes, l'Union Soviétique en particulier.

ANNEXE II

EXTRAITS DU COMMUNIQUE DU FRONT NATIONAL DEMOCRATIQUE IRAKIEN
SUR LES ACTIONS CRIMINELLES DE L' UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN

Le 1er mai 1983, une agression criminelle contre les forces du Front Démocratique Irakien (P.C.I., P.D.K., P.S.K. , Pasok) a été commise par la direction de l'Union Patriotique du Kurdistan. Cette agression était dirigée principalement contre le quartier général du comité central du Parti Communiste Irakien et contre les forces du Parti Socialiste Kurde (P.S.K.) ; elle est la culmination d'une série de provocations, d'action criminelle, et d'agressions engagées depuis décembre 1982 et d'une façon systématique par la direction de l'U.P.K. et ses peshmergas (guerillas) contre les partisans et militants politiques appartenant aux différents du Front National Démocratique.

.....

Le F.N.D.I. met en garde ceux qui collaborent avec la direction de l'U.P.K. ou participent à la réalisation de ses plans criminels que leur attitude sera désormais le critère qui déterminera la position du F.N.D.I. Tout en exprimant notre confiance à la justesse de notre lutte et à sa victoire, nous appelons toutes les forces amies de notre peuple au sein du mouvement de libération arabe, des gouvernements patriotes de Syrie, Libye et du Yémen Démocratique ainsi que l'O.L.P. et tous les détachements de la résistance palestinienne, les partis nationalistes progressistes kurdes et toutes les forces progressistes dans le monde à dénoncer les actions de l'U.P.K. et appuyer la lutte de notre peuple contre la dictature et les complots impérialistes - réactionnaires.

.....

Victoire à la lutte de notre peuple pour renverser la dictature, mettre fin à la guerre et réaliser la démocratie pour l'Irak et l'autonomie réelle pour le Kurdistan.

Comité Suprême

Front National Démocratique Irakien

6/5/1983

ANNEXE III

EXTRAITS DE LA DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE IRAKIENDU 8 MAI 1983

Le 1er mai 1983, la direction de "l'Union Patriotique du Kurdistan" a commis un crime sans précédent en attaquant la région Pesht Ashan où se trouvent le quartier général du Bureau Politique, les centres de l'information et de l'imprimerie de notre parti, les familles, les civils et les cadres politiques du parti communiste irakien, ainsi que les quartiers du Parti Socialiste du Kurdistan-Irak et d'autres emplacements appartenant aux membres du Front National Démocratique Irakien.

.....

Pour masquer son crime et pour le justifier aux yeux de ceux poussés à le commettre et à commettre d'autres semblables, la direction de l'U.P.K. a lancé une campagne de déformation indigne des gens qui se respectent.

Ils accusent notre parti de "révisionnisme" ; accusation à laquelle les a précédé les gauchisants et faux révolutionnaires qui ont fini sous les bottes de Saddam HUSSEIN et sa clique fasciste. Par cette accusation, les dirigeants de l'U.P.K. font signe à tous les anti-communistes de leur aptitude à servir la bannière râpée de l'anti-communisme. Car c'est là qu'est l'essence de leur attitude malgré leur tapage hypocrite et leur prétention d'être des marxistes-léninistes. Cela est vrai, d'autant plus pour l'attaque contre le mouvement communiste coïncide avec la campagne enragée des cercles impérialistes contre les forces progressistes et communistes dans la région.

Ils accusent notre parti de "vouloir dominer le Kurdistan et le présenter comme cadeau à la clique fasciste, entravant ainsi l'unité des forces patriotiques luttant contre la dictature, et s'efforçant à les liquider."

.....

Nous voulons poser à la direction de l'U.P.K. les questions suivantes :

Où étaient réunis, en juillet dernier, leurs représentants et ceux du P.D.K. pour conclure l'accord prévoyant la solution des différents existants entre eux par voie de négociation ? N'est-ce pas nous qui avons assuré l'hospitalité à notre quartier général à Pesht Ashan même, attaqué par eux d'une façon barbare pour se venger des efforts nobles de notre parti en vue de l'unité nationale ? Ont-ils oublié que c'est encore notre parti qui a pris l'initiative de les rencontrer en juillet dernier ? rencontre qui a abouti à la publication d'un communiqué commun en vue de consolider la coopération entre les deux partis ? Que c'est notre parti qui a, de nouveau, pris l'initiative, en février dernier, de les rencontrer et signer un procès verbal commun de coopération ?

Ce procès verbal, à peine signé qu'il est violé par l'U.P.K. en tendant une embuscade, le 12 février 1983 au secteur d'Erbil, pour nos camarades à leur retour d'une mission de combat contre les forces de la dictature.

.....

Les actions agressives de l'U.P.K. consistent une partie intégrante du plan revancharde contre notre parti à cause de ses efforts pour rassembler toutes les capacités du peuple, arabes, kurdes et minorités nationales pour renverser la dictature, mettre fin à la guerre et établir un gouvernement démocratique de coalition.

.....

Les observateurs ne manqueront pas de lier ce comportement de la direction de l'U.P.K. et les négociations qui se sont déroulées, et se déroulent encore entre eux et le pouvoir dictatorial ; ou entre leur comportement et le marché conclu avec Saddam HUSSEIN.

.....

Le long de toutes les dernières années, notre parti a agi pour consolider la coopération avec l'U.P.K. sur le champ de l'action patriotique. Il a également combattu les prétentions fiévreuses de l'U.P.K. à la monopolisation

de l'action politique au Kurdistan et sa tendance à la domination et à combattre, par les conflits meurtriers et les assassinats, les partis patriotiques, ainsi que son inconsistance politique, son escalade de la tension avec les autres forces patriotiques et l'affaiblissement de l'action commune.

Les dirigeants de l'U.P.K. poursuivent un rêve impossible : la liquidation des partis et forces patriotiques ayant leur histoire de lutte et leur place dans le mouvement actuel. Ainsi ils cherchent par tous les moyens à effriter le F.N.D.I. en attaquant chacun de ses membres isolément.

Notre parti communiste irakien appelle les membres du F.N.D.I. à davantage de solidarité et à mobiliser tous les moyens militaires et politiques pour déjouer les grands complots contre l'ensemble du mouvement patriotique irakien ; il appelle les masses laborieuses, arabes, kurdes et minorités nationales à se rallier autour du F.N.D.I. et à soutenir la lutte révolutionnaire qui flambe au Kurdistan et les autres parties du pays pour réaliser notre grand but : le renversement de la dictature.

Bureau Politique

Parti Communiste Irakien

8 mai 1983

ANNEXE IV

EXTRAITS DE LA LETTRE DU BUREAU POLITIQUE DE L'U.P.K.A SES MEMBRES, LE 8 MAI 1983

Chers Camarades,

Notre organisation souhaitait avoir des liens très forts avec le Parti Communiste Irakien, même lorsque celui-ci était allié au Parti BAAS au pouvoir, ce désir existait malgré leurs attaques et leurs critiques sans fondement.

.....

Après des négociations avec le Parti Communiste, nous avons réalisé avec lui et d'autres forces irakiennes, le 12 novembre 1980 le "Front Patriotique National Démocratique" (F.P.N.D.) (1). Le peuple irakien et les progressistes de pays arabes ont accueilli cette nouvelle avec joie. Deux semaines plus tard, à la surprise de tous, le Parti Communiste constituait un autre front "Front National Démocratique Irakien (F.N.D.I.) (2). Le Front Patriotique National Démocratique Irakien lui a demandé l'explication sur cette double appartenance. La réponse des camarades communistes était qu'il y avait eu un malentendu car il s'agissait d'une alliance de coopération et non pas d'un front et le Parti Communiste a demandé un délai d'un mois pour mettre fin à cette double appartenance.

La rencontre des délégués de chaque camp, en présence de Jalal TALABANI, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan et AZIZ Mohammad, premier secrétaire du P.C.I., mettait fin à cet incident et les Communistes présentaient leurs excuses et tout le monde était d'accord pour une collaboration efficace. Au début de 1981, dans la région de Balac, les responsables Communistes donnèrent un rendez-vous dans un village, à une délégation de notre organisation, conduite par Ottman BEC. Cette rencontre n'était hélas, qu'un

(1) - ou Front n° 1

(2) - ou Front n° 2

piège. Ottman BEC, Hama LAW et cinq autres membres de la délégation furent tués devant la population. L'U.P.K. dut intervenir pour empêcher le saccage des quartiers des Communistes.

Au début de février 1983, le Parti Socialiste Kurde provoquait quelques incidents dans la région d'Arbil. On s'attendait au moins à ce que le P.C.I. reste impartial et essaye d'aider à rétablir l'ordre. Hélas, il prit position pour le P.S.K. (Pasok). Cela, malgré le dernier accord signé par AZIZ Mohammad, premier secrétaire du P.C.I., et l'accord signé à Tripoli le 6 février.

.....

Nos camarades ont récupéré une lettre adressée par Ahmed Bani KHELANI, membre du Comité central du Parti Communiste et responsable militaire, à Massoud BARZANI. Cette lettre demandait de dépêcher une puissante force militaire, le moment étant venu d'écraser l'Union Patriotique du Kurdistan. Cette lettre est gardée dans nos archives.

Ainsi, une fois de plus, les Communistes nous ont imposé la guerre.

.....

L'Union Patriotique du Kurdistan

Le Bureau Politique - 8 mai 1983

ANNEXE V

MESSAGE DE FELICITATIONS DES GUERRILLEROS FEDAYINS DU PEUPLE
IRANIEN (MINORITE) AUX CAMARADES DU COMITE CENTRAL ET AUX PECHMERGAS
HEROIQUES DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN D'IRAK

Nous vous félicitons pour la grande victoire obtenue dans vos actions héroïques contre les éléments mercenaires du "Ghyadeh Movaghat", (1) le Parti "Choyou'i" (2) et "H s K". Nous considérons cette victoire comme celle des peuples de la région et la défaite des mercenaires du "Ghyadeh Movaghat", le Parti "Choyou'i" et "H s K" comme celle d'une partie de la contre-révolution dans la région.

Aujourd'hui, le développement des luttes des masses dans la région a clairement démontré la relation étroite qui existe entre les luttes des peuples de la région et en même temps, il apparaît au grand jour que les impérialistes ont formé un rang unifié pour briser les luttes des masses. Nous avons tous été témoins de la manière dont Ghyadeh Movaghat, cette bande de mercenaires à la solde des impérialistes et des sionistes, s'emploie à réprimer les luttes des masses, non seulement au Kurdistan d'Irak, mais aussi en Iran et en Turquie. Et si en Irak, c'est le Parti traître Choyou'i qui collabore avec Ghyadeh Movaghat, en Iran ce sont le Parti Toudeh, l'organisation traître Aksaryat et la bande des 7 du IVe congrès du Parti Démocrate qui collaborent avec eux. Et le régime de la République Islamique, ce chien de garde de l'impérialisme, les renforce en leur fournissant des armes et en leur apportant son aide financière. Ghyadeh Movaghat a montré sa traîtrise lorsqu'avec l'ordre du régime du traître Mohammad Reza CHAH, il posa les armes et ne les reprit que pour les retourner contre les peuples. Non seulement les agissements de cette bande de mercenaires, mais aussi les documents trouvés montrent bien comment la C.I.A. les a organisés et les renforce par l'intermédiaire de ses régimes fantoches dans la région pour les jeter contre les peuples comme tous les autres chiens de garde de l'impérialisme. Ces documents prouvent que Massoud et Idriss BAR-

(1) - Nom donné au Kurdistan, au P.D.K. - Irak - "Direction Provisoire" (en arabe 1)

(2) - Choyou'i en arabe : Communiste.

(3) - H.S.K. (P.S.K.J.) sigle en arabe.

ZANI ont effectué à plusieurs reprises des voyages en Israël. D'une part les sionistes les appuient et d'autre part le régime de la république Islamique qui prétend être anti-sioniste pour tromper les masses, met à leur disposition des bureaux et des bases à Téhéran et Rézaïeh. Nous avons vu comment Ghyadeh MOVAGHAT a attaqué la ville d'Ochnovieh à la tête de l'armée et des Pasdarans de KHOMEINY, avança à leur tête sur la route Piranchahr-Sardacht et comment maintenant, il participe activement dans de nombreuses actions de l'Armée et des Pasdarans de KHOMEINY contre les Pechmergas héroïques kurdes.

Cette unité des forces contre-révolutionnaires devant les forces révolutionnaires, montre la nécessité d'une coopération plus étroite entre les organisations révolutionnaires de la région. C'est pourquoi, lorsqu'une unité des Guérilleros Fedayinæ du Peuple Iranien a attaqué avec des grenades et des mitraillettes l'un des centres actifs de Ghyadeh MOVAGHAT à Téhéran le 14 novembre 1982, et tua et blessa quelques-uns d'entre eux, nous avons considéré cette action comme partie intégrante des actions révolutionnaires dans la région. C'est la raison pour laquelle nous considérons la victoire des camarades de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak comme la nôtre. Nous souhaitons votre plus grande réussite dans le développement de la révolution.

.....

GUERILLEROS FEDAYINS DU PEUPLE
IRANIEN 28/5/1983

ANNEXE N° VI

DECLARATION DE TRIPOLI

le 6 février 1983)

- 1 - Dans le but de renverser le régime fasciste irakien, agent de l'impérialisme et d'établir la démocratie pour résoudre les problèmes aigus dont souffre le peuple irakien,
- 2 - Considérant :
 - les dangers qui menacent l'existence de la nation arabe
 - la nécessité de ramener l'Irak dans la lutte nationale,
- 3 - et parce que le renversement, du régime fasciste, agent de l'impérialisme est devenu un devoir national, patriotique et révolutionnaire, pour les masses irakiennes représentées par leurs forces vives,
- 4 - conscientes de leur responsabilité patriotique et nationale,

Les partis, forces et personnalités patriotiques se sont rencontrés et ont tenu une série de réunions à Tripoli, le 6 février 1983 pendant la tenue du "Congrès des forces et des partis d'opposition dans la patrie arabe" (1) dans la "Jamahiriyah lybienne arabe Socialiste, populaire".

Leur volonté et la volonté des masses populaires irakiennes ont prévalu. Ces personnalités politiques, forces et Partis :

- 1) - Le Mouvement Socialiste arabe
- 2) - Le Parti Socialiste d'Irak
- 3) - Le Parti Socialiste du Kurdistan (Pusok)
- 4) - Le Parti Socialiste arabe Baas (commandement d'Irak) (2)
- 5) - L'organisation de l'armée de libération populaire, Irak
- 6) - Le Parti démocratique du Kurdistan - Irak
- 7) - L'Union des Unionistes socialistes et démocratiques

(1) - Congrès populaire arabe

(2) - ou pro-syrien

- 8) - L'Union des Démocrates du Kurdistan (1)
- 9) - Le Congrès du peuple irakien
- 10) - Le Parti Communiste irakien
- 11) - Le Parti Populaire Démocratique du Kurdistan (2)
- 12) - Le mouvement de l'avant-garde démocratique
- 13) - Le Congrès nationaliste socialiste
- 14) - Les détachements de la Révolution irakienne
- 15) - Les démocrates indépendants
- 16) - L'Union patriotique du Kurdistan
- 17) - Le mouvement des Unionistes libres
- 18) - l'organisation des Turcomans démocratiques et patriotiques
- 19) - Le Parti travailliste socialiste arabe

A - Ont pris la décision finale de s'unir dans un large front national ouvert aux forces islamiques révolutionnaires, aux forces patriotiques et aux personnalités.

B - Se sont mis d'accord sur un programme politique :

- a) - renverser le régime fasciste d'Irak agent de l'impérialisme ;
- b) - établir une démocratie Unioniste et populaire ;
- c) - laisser au peuple irakien choisir librement le type de régime qu'il désire, après avoir renversé le régime fasciste ;
- d) - donner une véritable autonomie au Kurdistan d'Irak et garantir les droits des Turcomans et autres minorités.

C - Tenir une Réunion le 25 février 1983 pour décider du programme et des statuts du Front.

D - Réaliser l'Union à travers le Front dans le mois suivant la signature de cette déclaration.

Ils ont également décidé :

- d'arrêter les campagnes de dénigrement réciproque
- d'arrêter immédiatement les affrontements armés entre eux, dès le 6 février 1983 et très rapidement.

(1) - U.D.K. de Ali SINJARI

(2) - P.P.D.K. de SAMI

ANNEXE VII

APPEL DU P.D.K.I. AUX PARTICULIERS, AUX ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES ET
HUMANITAIRES, AUX MEDIAS, AUX PARTIS POLITIQUES

Le 28 mai 1983 sera le jour de solidarité avec le mouvement de libération kurde, et avec la lutte des Kurdes contre le régime de KHOMEINY.

Nous sommes persuadés que vous aussi ferez volontiers tout pour que ce jour du 28 mai devienne le jour de la vérité

- pour que la guerre et la politique d'extermination de KHOMEINY contre les Kurdes soient révélés à haute voix à l'opinion publique
- pour que la réalité entière de la lutte légitime du Kurdistan iranien soit expliquée au monde entier
- pour que l'opinion publique mondiale soit sensibilisée
- pour que tous accordent leur soutien aux Kurdes en guerre.

Ce qui peut soutenir le peuple Kurde et lui donner souffle de vie, c'est d'abord de savoir que le monde se range auprès de lui, qu'il respecte ses sacrifices, et veut l'aider.

Cette année il en a besoin plus que jamais car le régime de KHOMEINY est décidé à apporter la "solution finale" au mouvement démocratique kurde. Il a envoyé toutes ses forces disponibles dans le Kurdistan, allégeant même le front irakien pour pouvoir utiliser plus d'armes lourdes contre les Kurdes.

Ami, je vous serais très obligé de me tenir au courant des actions réalisées pour que je puisse présenter à mon peuple les résultats de ce jour du 28 mai en Europe.

Les Kurdes attachent beaucoup de prix à ce que le monde fait en sa faveur. N'oubliez pas qu'ils vivent dans le cauchemar d'une guerre quotidienne, avec la peur omniprésente d'un génocide.

Mustapha HIDJIRI

Membre du Bureau Politique du Parti
Démocratique du Kurdistan d'Iran
Représentant du P.D.K.I. à l'étranger

ANNEXE VIII

EXTRAITS DE "NOUVELLES DU KURDISTAN IRANIEN" (1)FEVRIER 1982

ALLIANCE ETROITE AVEC LES MOUDJAHIDINES DU PEUPLE

Les forces révolutionnaires de tout l'Iran manifestent leur hostilité au régime rétrograde de KHOMEINY.

L'objectif de ces forces, en particulier de l'organisation de Moudjahidines du peuple, est de remplacer le régime de la république islamique par un régime démocratique et progressiste.

Le P.D.K.I collabore étroitement avec l'organisation des Moudjahidines. Ceci n'est pas nouveau ; il y a plusieurs années que les deux organisations révolutionnaires préparaient les bases d'une collaboration efficace. Depuis un certain temps notre collaboration et union a pris de nouvelles dimensions et nous avons réalisé un front commun, fondé sur des revendications essentielles des peuples de l'Iran. Comme nous, ils pensent que le régime de KHOMEINY est condamné et il doit être remplacé par un régime démocratique garantissant la liberté, éliminant la censure et supprimant les bases de ce régime détesté, c'est à dire l'armée de pasdars, les tribunaux islamiques dirigés contre le peuple.

Des élections libres au suffrage universel permettront d'élire une assemblée constituante qui posera les fondations de la République et établira une nouvelle constitution. Ces principes s'accordent étroitement avec notre idéologie résumée dans le mot d'ordre "démocratie pour l'Iran".

De même, le parti des Moudjahidines du peuple et le P.D.K.I. reconnaissent que les peuples opprimés de l'Iran et, en particulier, le peuple kurde, doivent obtenir le droit à l'autonomie, ce qui rejoint notre deuxième slogan qui est l'"autonomie pour le Kurdistan".

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE EST DEMOCRATIQUE ET MODERNE

Toutes ces revendications figurent dans le programme du "gouvernement provisoire" dirigé par Massoud RADJAVI, et notre slogan c'est à dire la démocratie pour l'Iran et l'autonomie pour le KURDISTAN est incorporé dans le programme de ce gouvernement.

C'est pourquoi, je vous annonce que le P.D.K.I. accueille favorablement la constitution de ce gouvernement et lui accorde tout son soutien.

Il reste encore quelques petits problèmes en ce qui concerne la formation d'un front commun, mais ils seront très prochainement résolus grâce à la compréhension révolutionnaire réciproque.

Nous espérons qu'aussi bien dans ce front que dans le gouvernement provisoire qui prendra prochainement la place de la république islamique, le Kurdistan trouve la place qui lui revient de par sa lutte inlassable depuis deux ans et demi pour la démocratie, contre le régime maudit de KHOMEINY.

La connaissance du programme du gouvernement provisoire, et en particulier la constitution du front, ne laissera pas de place à l'ambiguïté et cette fois ce ne sera plus comme en 1979 où le peuple désorienté a été dans l'obligation d'accepter KHOMEINY et ses promesses.

C'est pourquoi il est dans le devoir de tout révolutionnaire conscient de joindre le gouvernement provisoire pour lutter tous ensemble pour la victoire de la démocratie en Iran.

On peut se demander comment le P.D.K.I. peut-il soutenir le programme du gouvernement alors que le front uni n'est pas encore constitué ?

Je dois dire tout d'abord que le programme de ce gouvernement est un programme démocratique et moderne ; d'autre part, la lutte héroïque que mènent actuellement les Moudjahidines contre le régime nous permet de penser que le gouvernement provisoire représente la lutte révolutionnaire de toutes les tendances démocratiques opposées au régime.

.....

ANNEXE IX

EXTRAITS DE "NOUVELLES DU KURDISTAN IRANIEN"FEVRIER 1982LES ERREMENTS DU KOMALA

A un moment où les gens de Ghiadeh agressaient les villages kurdes, au nord du Kurdistan, au sud de notre pays, Komala a attaqué les peshmergas du P.D.K.I. Voilà que des gens qui ne cessaient de vociférer contre nous pendant deux ans en nous reprochant de ne pas déclarer la guerre contre les "réactionnaires de Ghiadeh" agressent dans le sud nos Peshmergas tandis qu'une guerre sanglante sévissait dans le nord du Kurdistan. On finirait par croire que les gens du Ghiadeh et ceux de Komala s'étaient entendu pour attaquer le Kurdistan par ses deux extrémités.

N'est-ce pas étonnant !

De toutes façons, Komala doit se justifier devant le peuple kurde : comment peut-il se livrer à une telle violence alors que le mouvement démocratique du peuple kurde est confronté à de nouveaux périls ? Le régime a d'ailleurs tiré avantage de cette situation pour occuper, provisoirement, quelques autres villes kurdes dans le sud.

Cette agression a causé de graves dommages au mouvement démocratique du peuple kurde et Komala doit prendre une leçon et savoir que s'il veut défendre le peuple kurde, ce n'est pas la bonne manière de le faire et qu'en tout cas, le peuple kurde n'est pas disposé à lui pardonner une seconde fois ce genre d'actions fratricides et d'errements néfastes.

.....

ANNEXE X

EXTRAITS DE "NOUVELLES DU KURDISTAN IRANIEN" FEVRIER 1982UNE COALITION HETEROCLITE DE MERCENAIRES

Le régime est conscient du fait que l'armée ne se bat pas avec ardeur pour lui car les soldats et les officiers honnêtes n'acceptent pas de servir un régime qui lui impose la dictature des pasdars. Ces derniers temps, même les pasdars évitent de se mêler à la guerre et démissionnent ou désertent. Voilà pourquoi, au Kurdistan, le régime a de plus en plus recours à la collaboration des éléments traîtres comme les Jash (mercenaires) et des féodaux corrompus pour réprimer le peuple kurde.

Des Jash recrutés dans le nord du Kurdistan, quelques éléments du Parti Toudeh, quelques vestiges des Feddayine-majorité et les Jash du "groupe de 7 personnes", ont formé un groupe armé contre le peuple kurde. Cependant, cet ensemble hétéroclite ne pouvant être considéré comme une force, le régime est allé jusqu'à demander l'aide des gens de Ghiadeh (1), des partisans de l'ancien régime, liés aux services spéciaux américains et israéliens.

Maintenant, tous ces mercenaires coalisés sous la houlette des Pasdars, s'agitent dans le nord du Kurdistan semant la guerre et la terreur dans la population civile.

.....
 Notre parti était conscient que les dirigeants de Ghiadeh étaient des éléments susceptibles de servir le régime de KHOMEINY ; nous savons aussi que certains d'entre eux, comme Idris BARZANI, collaborent avec les services secrets américains.

(1) - Ghiadeh NOVAGHAT "Direction Précisoir" du P.D.K. - Irak.

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

VIIe siècle : Premier écrit en langue kurde.

VIIe IXe siècle : Conversion des Kurdes à l'Islam.

1137 : Naissance de SALAHADIN (Saladin) à Tikrit (Irak), d'origine kurde. Il se proclame sultan et abolit le califat fatimide.

1514 : Bataille de Tchaldyran où l'armée ottomane du sultan SELIM aidée par les princes kurdes battait le Chah Ismaïl SAFAVIDE.

1816 : Invasion de la Syrie par les Turcs ottomans.

1832 : Conquête de la Syrie par MEHEMET ALI, pacha d'Egypte.

1904 : Naissance de Mustafa BARZANI (Irak).

1908 : Révolution Jeune - turque - La constitution proclame l'égalité de toutes les nationalités de l'empire.

20 septembre 1918 : Défaite de l'armée turque à Sarona par les troupes anglaises et françaises.

18 - 26 avril 1920 : Conférence de San Remo entre la France, l'Angleterre et l'Italie. Elle prépara le traité de Sèvres et surtout attribua à la France le mandat sur la Syrie et le Liban, et à l'Angleterre, le mandat sur l'Irak, le Transjordanie et la Palestine.

1919 - 1920 : Première révolte de Cheikh MAHMOUD contre les Britanniques qui occupent le Kurdistan méridional.

10 août 1920 : Traité de Sèvres signé au lendemain de la première guerre mondiale entre les Alliés et la Turquie, alliée de l'Allemagne.

23 août 1921 : L'émir FAYÇAL devient roi d'Irak.

20 octobre 1921 : Accord franco-turc : la France annexe à la Syrie sous mandat français les provinces kurdes de Djazira et de Kurd Dagh.

1922 : Reza CHAH interdit toutes les associations sociales ou culturelles de peur qu'elles ne se transforment en pépinières du nationalisme kurde.

24 juillet 1923 : Traité de Lausanne signé entre les puissances occidentales, la Grèce et la Turquie kémaliste. Il abroge le traité de Sèvres que les Alliés avaient voulu imposer à la Turquie en 1920.

- 29 octobre 1923 : Avènement de la République Turque, Mustafa KEMAL est élu Président.
- 1923 : Seconde révolte de Cheikh MAHMOUD qui se proclame "roi du Kurdistan". Elle est réprimée par les Britanniques.
- 3 mars 1924 : Suppression du Califat par l'Assemblée Nationale Turque, émanation du Parti Républicain du peuple aux ordres de Mustafa KEMAL.
- 1924 : Adoption de lois et mesures anti-religieuses en Turquie. Décret-loi qui interdit toutes les associations et publications kurdes.
- Février - avril 1925 : Révolte du Cheikh SAID au Kurdistan de Turquie.
- 1925 : Le Kurdistan de Turquie est déclaré "zone militaire interdite aux étrangers".
- 26 novembre 1925 : Rattachement de MOSSOUL à l'Irak.
- 1927 : Congrès clandestin de l'Agri Dagh qui décide la reprise de la lutte armée jusqu'à l'expulsion des Turcs du Kurdistan et création de Hoyboun, ligue nationale kurde (Turquie).
- 1930 : Mouvement insurrectionnel kurde organisé par Hoyboun dans la région du Mont Ararat.
- 1932 : Les Turcs sont nommés "Turcs montagnards". Révolte de Dersim (Turquie).
- Mai 1932 : Loi de déportation et de dispersion des Kurdes de Turquie.
- 1933 : Révolte kurde en Irak sous la direction des BARZANI.
- 1934 : Les femmes obtiennent le droit de vote en Turquie.
- 1936 - 1938 : Résistance armée des Kurdes de Dersim en Turquie.
- 8 juillet 1937 : Pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. L'article 7 vise à coordonner la lutte commune contre la subversion en particulier kurde.
- 10 novembre 1938 : Mort de Mustafa KEMAL (Turquie).
- 25 août 1941 : Les armées anglaises pénètrent dans le sud de l'Iran pendant que les armées soviétiques occupent le nord.
- 16 septembre 1941 : REZA CHAH abdique en faveur de son fils Mohammed REZA.
- 19 mars 1942 : Traité d'Alliance entre l'Iran, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique.

1943 - 1945 : Révoltes kurdes en Irak sous la conduite de Mustafa BARZANI.

Août 1945 : Fondation du P.D.K. d'Iran.

13 janvier 1946 : Proclamation de la République de Mahabad.

1946 : Fondation du P.D.K. Irak.

19 mars 1946 : Coup d'Etat militaire de Husni al Za'im en Syrie.

17 avril 1946 : Départ des dernières troupes françaises de Syrie. Le 17 avril devient la fête nationale syrienne.

5 septembre 1950 : La Constitution syrienne déclare la Syrie partie intégrante des nations arabes.

29 avril 1951 : Le docteur MOSSADEGH devient premier ministre en Iran.

1er mai 1951 : Nationalisation des pétroles en Iran.

22 octobre 1951 : La Turquie rejoint le Pacte Atlantique (Traité de l'Atlantique nord) .

1952 : Dissolution de tous les partis et interdiction de la presse d'opposition en Turquie.

19 août 1953 : En Iran, coup d'Etat du général ZAHEDI qui renverse MOSSADEGH et assure le retour du Chah.

23 février 1955 : Pacte de Bagdad (Middle East Defense organisation), signé entre la Grande-Bretagne, l'Irak, la Turquie, l'Iran et le Pakistan.

Octobre 1955 : Traité d'alliance militaire entre l'Egypte et la Syrie prévoyant un commandement militaire commun.

1957 : Création du Parti Démocratique du Kurdistan de Syrie.

Fin janvier 1958 : Signature de l'acte d'Union de la Syrie et de l'Egypte. Le Baas s'installe aux postes de commande en Syrie. Le Parti Communiste Syrien entre dans la clandestinité.

14 juillet 1958 : En Irak, coup d'Etat du général KASSEM qui proclame la République. Les Communistes sont associés au pouvoir pour la première fois.

23 juillet 1958 : Constitution provisoire en Irak. "L'Etat irakien fait partie intégrante de la nation arabe," article 2. "Les Arabes et les Kurdes sont associés dans la nation, la Constitution garantie leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne", article 3.

- 8 mars 1959 : Rébellion militaire à Mossoul à l'instigation de la R.A.U., écrasée avec l'aide des Kurdes des montagnes voisines.
- 3 avril 1959 : En Irak, l'organe du P.D.K., XEBAT, est autorisé à paraître.
- 9 janvier 1960 : Légalisation du P.D.K. Irak (parmi d'autres).
- 27 mai 1960 : Coup d'Etat des militaires qui renverse le gouvernement MENDERES en Turquie. Une nouvelle Constitution est élaborée, plus libérale que les précédentes (1961).
- 19 juin 1961 : Déclaration d'indépendance du Koweït.
- 9 septembre 1961 : Guerre au Kurdistan d'Irak.
- 28 septembre 1961 : Révolte sécessionniste en Syrie.
- 29 septembre 1961 : Naissance de la République Arabe Syrienne.
- 1962 : Plan de "la ceinture arabe" en Syrie.
- 8 février 1963 : Révolution du 14 Ramadan en Irak. Chute et mort de KASSEM. Coup d'Etat inspiré par le BAAS. A.S. AREF est Président de la République irakienne. H. AL BAKR est premier ministre. Cessez le feu au Kurdistan.
- 10 juin 1963 : En Irak, le "Conseil National Révolutionnaire Irakien a décidé de recommencer les opérations militaires contre le chef kurde Mustafa BARZANI et ses partisans". Début de la "guerre du BAAS".
- 18 novembre 1963 : En Irak, le Colonel AREF élimine le BAAS du pouvoir.
- 28 novembre 1963 : Appel du Président de la République Irakienne aux Kurdes.
- 10 février 1964 : Cessez le feu entre le gouvernement irakien et le mouvement kurde.
- Automne 1965 : L'accès du Kurdistan de Turquie est autorisé aux étrangers.
- 15 - 21 novembre 1966 : VIIe Congrès du P.D.K.-Iral à Galala.
- 19 - 30 juillet 1968 : Retour du parti BAAS au pouvoir en Irak.
- 1967 - 1968 : Guérilla au Kurdistan d'Iran
- 11 mars 1970 : En Irak, accord entre le gouvernement central et le mouvement kurde sur l'autonomie du Kurdistan dont les institutions doivent être mises en place dans un délai de quatre ans.

- 12 mars 1971 : En Turquie, coup de Force militaire qui installe un "gouvernement fort". Plusieurs milliers de séparatistes kurdes sont arrêtés.
- Printemps 1972 : Traité de coopération et d'amitié avec l'U.R.S.S.. Aide de l'Iran aux kurdes d'Irak.
- 11 mars 1974 : Publication par Bagdad de la "loi sur l'autonomie kurde". Révolution des kurdes d'Irak. Début de la cinquième guerre du Kurdistan.
- 6 mars 1975 : Accord conclu entre l'Irak et l'Iran qui prévoit notamment que la frontière entre les deux pays suivra le talweg du Chatt-el-Arab. En retour l'Iran s'engage à exercer "un contrôle strict et efficace" le long de la frontière irano-irakienne, ce qui revient à mettre fin à son assistance aux autonomistes kurdes.
- Décembre 1977 : L'état de siège est décrété dans les provinces de l'Est de la Turquie.
- Janvier 1978 : Gouvernement de Bülent ECEVIT en Turquie.
- 26 décembre 1978 : En Turquie, l'état de siège est proclamé pour deux mois dans treize départements sur soixante sept. L'état de siège est étendu à six départements de l'Est troublés par les activités kurdes le 26 avril 1979.
- 16 janvier 1979 : Le Chah d'Iran et l'impératrice quittent l'Iran pour Assouan.
- 1er février 1979 : L'Ayatollah KHOMEYNI en exil en France rentre en Iran.
- 10 - 11 février 1979 : Insurrections en Iran. Révolution Islamique.
- 12 février 1979 : Mehdi BAZARGAN s'installe dans le palais de la Présidence du Conseil.
- 16 juillet 1979 : Saddam HUSSEIN, vice président irakien succède à Hassan al BAKR à la présidence de la République irakienne.
- 14 octobre 1979 : Défaite du Parti Républicain du Peuple (P.R.P.) aux élections partielles sénatoriales. Démission de B. ECEVIT. Le gouvernement est dirigé par DEMIREL, chef du Parti de la Justice.
- 2 - 3 décembre 1979 : Référendum constitutionnel qui consacre le rôle suprême de l'imam KHOMEYNI. Le scrutin est boycotté au Kurdistan d'Iran.

25 janvier 1980 : Bani SADR est élu Président de la République Islamique d'Iran.

12 septembre 1980 : Coup d'état militaire. L'armée turque renverse le gouvernement DEMIREL. Le Parlement et les Partis politiques sont dissous.

17 septembre 1980 : Saddam HUSSEIN annonce l'abrogation de l'accord de réconciliation entre l'Iran et l'Irak.

18 juin 1981 : Les Moudjahidines du peuple déclenchent la guerre contre le régime islamique.

21 juin 1981 : Destitution du Bani SADR de la présidence de la République Islamique d'Iran.

29 juillet 1981 : Bani SADR arrive en France en compagnie de Massoud RADJAVI, chef des Moudjahidines du peuple.

LES GUERRES DU KURDISTAN D' IRAK

Première guerre (la guerre de KASSEM) : 9 septembre 1961 - 8 février 1963

Deuxième guerre (la première du BAAS) : 10 juin 1963 - 10 février 1964

Troisième guerre (la guerre d'AREF) : 4 mars 1965 - 15 juin 1966

Quatrième guerre (la deuxième guerre du BAAS) : 1 mars 1969 - 11 mars 1970
1er mars : attaque des puits de pétrole du Kirkouk par les Kurdes, la guerre proprement dite commence en avril 1969)

Cinquième guerre (la troisième guerre du BAAS) : 11 mars 1974 - 6 mars 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 MINORSKY, V. et BOIS, TH., Kurdes, Kurdistan In l'Encyclopédie de l'Islam, Tome V, pages 441 - 429.
- 2 NIKITINE, Basile, Les Kurdes, Etude sociologique et histoire, Editions d'aujourd'hui, PARIS 1956. 360 p.
- 3 BLAU, Joyce, Le problème kurde, essai sociologique et historique, BRUXELLES 1963, Publication du Centre pour l'étude des problèmes du monde musulman contemporain.
- 4 BOIS, Thomas, Connaissance des Kurdes, Beyrouth 1965.
- 5 VIENNOT, Jean-Pierre, Contribution à l'étude de la sociologie et de l'histoire du mouvement national kurde, PARIS 1969. Thèse de doctorat de 3e cycle.
- 6 VANLY, Ismet Chérif, Le Kurdistan irakien, entité nationale. Etude de la Révolution de 1961, Editions de la Baconnière, NEUCHATEL 1970, 418 p.
- 7 GHASSEMLOU, KENDAL, NAZDAR, VANLY, ROOSEVELT Jr, les Kurdes et le Kurdistan, la question nationale au Proche-Orient, sous la direction de Gérard Chaliand, Editeur Petite Collection Maspéro, PARIS 1978, 370 p.
- 8 KUTSCHERA, Chris, Le mouvement national kurde, Editeur Flammarion, PARIS 1979, 384 p.
- 9 ZAZA, Noureddine, Ma vie de Kurde ou le cri du peuple kurde, Editions Pierre-Marcel Favre, LAUSANNE 1982.
- 10 FUAD MATAR, Saddam HUSSEIN : The Man, the Cause and the Future. Editeur : Third World Center for Research and Publishing 117 Piccadilly LONDON W1, 1981, 286 p.
- 11 ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS :
 - . Kurdes, Universalis, 1975, page 325
 - . Irak, Universalis, 1980, page 283
 - . Kurdes, Universalis, 1980, page 294
 - . Turquie, Universalis, 1980, page 364
 - . Barzani, Universalis, 1980, page 527
- 12 Documentation du journal LE MONDE.





FILA